



**CAF**

RAPPORT ANNUEL 2012

<b>LETRE DU PRÉSIDENT</b>	<b>2</b>
<b>RAPPORT DE GESTION DU GROUPE CONSOLIDÉ</b>	<b>6</b>
· Résultats	7
· Activité commerciale	8
· Activité industrielle	10
· Ressources humaines	12
· Activité environnementale	14
· Investissements	16
· Développement technologique	18
· Politique de gestion de risques	22
· Perspectives	24
· Faits postérieurs	24
· Gouvernement Corporatif	25
<b>RAPPORT D'AUDIT</b>	<b>26</b>
<b>COMPTES ANNUELS DU GROUPE CONSOLIDÉ</b>	<b>29</b>
· Bilans de Situation	30
· Comptes de Résultats	32
· État des Produits et Charges	33
· État des Changements dans le Patrimoine Net	34
· États des flux monétaires	35
· Annexe	36
<b>APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>	<b>96</b>
Accords que le Conseil d'Administration soumet à l'Approbation de l'Assemblée Générale	97
<b>PROPOSITION D'APPLICATION DES RÉSULTATS</b>	<b>98</b>
<b>CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>	<b>98</b>
<b>INFORMATION COMPLÉMENTAIRE</b>	<b>99</b>
· Bilans de Situation consolidés	100
· Comptes de Résultats consolidés	102
· Information Boursière	103



CONSTRUCCIONES Y AUXILIAR DE FERROCARRILES, S.A.  
ET SOCIÉTÉS DÉPENDANTES QUI COMPOSENT LE GROUPE CAF

## RAPPORT ANNUEL 2012

Traduction d'un rapport de gestion  
rédigé à l'origine en espagnol.  
En cas de divergences,  
c'est la version espagnole qui prévaut.

Cette publication, qui est aussi éditée  
en anglais, en espagnol, en german et  
euskera,  
reprend la documentation légale  
correspondant à CAF  
et Sociétés dépendantes.

Des renseignements complémentaires  
sur CAF et ses produits,  
ainsi que l'information établie  
légalement pour les actionnaires  
et les investisseurs peuvent être  
obtenus à l'adresse [www.caf.net](http://www.caf.net)

# LETTRE DU PRÉSIDENT



Chers Actionnaires:

Comme les années précédentes, je m'adresse à vous pour vous présenter le rapport de Gestion et les Comptes Annuels correspondant à l'exercice 2012, que nous soumettons à l'approbation de l'Assemblée Générale des Actionnaires, et pour vous mettre au courant des aspects les plus importants qui ont marqué notre activité durant le dernier exercice.

La période actuelle de difficultés que traverse l'économie mondiale et, de manière plus accentuée, la zone euro, se poursuit une année de plus malgré les messages plus ou moins optimistes qui annoncent parfois sa fin. Dans ce contexte, les difficultés de liquidité et d'accès au financement des administrations publiques dans les économies les plus développées, continuent de générer quelques incertitudes au sujet des divers secteurs industriels, incertitudes qui, dans notre cas, affectent la mise en marche effective et l'évolution postérieure de projets d'investissement public en mobilité.

Dans ce contexte, le Groupe CAF a clos un exercice 2012 que nous pouvons qualifier de positif en raison de la ténacité et de la force dont il a fait preuve face à un scénario général compliqué, qui se reflètent dans des indicateurs principaux d'activité soutenus.

Pour commencer par le chapitre des produits, le volume total de ventes du Groupe a atteint 1.721,2 millions d'euros, chiffre pratiquement égal à celui de l'exercice précédent. Le résultat après impôts a représenté un total de 100,1 millions d'euros, inférieur de 23% à celui de l'année précédente, motivé par un environnement de plus grande complexité dans le développement de projets et par la hausse du taux d'imposition au Groupe consolidé. Quant à l'EBITDA, il a atteint 181,9 millions d'euros, soit une réduction interannuelle de 21%. Le cash-flow, quant à lui, a atteint les 168 millions d'euros et, enfin, le portefeuille a présenté à la fin de l'an dernier un volume de 4.941,4 millions d'euros, légèrement inférieur au maximum historique atteint au milieu de l'année dernière, et qui permet de prévoir un déroulement normalisé de nos opérations industrielles à moyen terme.

Ces résultats nous permettent de proposer à l'Assemblée Générale des Actionnaires une distribution de dividendes d'un montant brut de 10,5 euros par action, en poursuivant ainsi la politique suivie à ce sujet au cours des dernières années.

Les perspectives du secteur ferroviaire restent raisonnablement positives. De par sa propre nature, il constitue sans aucun doute l'option la plus durable en matière de mobilité urbaine et interurbaine, ce qui se traduit par d'importants plans d'investissement dans divers pays. En particulier, l'Union Européenne anticipe des investissements dans le domaine du transport ferroviaire significativement supérieurs à ceux prévus jusqu'à présent.

Mais le succès requiert un effort ferme et continu. Dans ce sens, les travaux d'homologation de notre train à haute vitesse, OARIS, ont suivi normalement leur cours. Ce train a maintenant cumulé des milliers de kilomètres à des vitesses supérieures à 300 et 350 km/h, ouvrant ainsi les portes à ce nouveau segment de marché.

Tout aussi importante est l'homologation obtenue au cours du dernier exercice pour le système de signalisation sur la voie, selon les standards européens ERTMS, développé par le Groupe, qui constitue notre fer de lance dans un segment de grandes perspectives d'avenir.

Les produits CIVITY et URBOS ont poursuivi leur développement sur les différents marchés. À signaler l'amélioration progressive commerciale des tramways, avec des systèmes d'accumulation d'énergie qui permet des circulations sur des tronçons dépourvus de caténaire. À ce sujet, nous avons obtenu en 2013 le premier contrat international, concrètement pour la deuxième plus grande ville de Taiwan (Kaohsiung).

Tout cela vient renforcer l'offre technologique de CAF sur les marchés internationaux, principale destination de notre activité commerciale l'an dernier, vu l'actuelle conjoncture de l'économie espagnole, dont le reflet est un volume de plus en plus réduit des contrats nationaux dans notre portefeuille de commandes qui était déjà inférieur à 15% à la clôture de l'exercice.

C'est ainsi qu'ont été conclus des contrats de fourniture de tramways pour les villes de Stockholm, Birmingham, Cincinnati, Sidney et Cuiabá (Brésil). Ce dernier, outre le matériel roulant (40 tramways URBOS à 7 modules), inclut aussi la fourniture de la signalisation, le tout dans le cadre d'un projet intégral sous la formule « clé en mains », qui devra être prêt pour l'an prochain, 2014.

Deux autres contrats consolident la position de leader de CAF au Brésil. Le premier concerne la fourniture de dix trains de banlieue pour la ville de Belo Horizonte, et le second, les bogies de la nouvelle flotte de trains urbains de Porto Alegre, faisant suite aux projets antérieurs dans le pays.

En ce qui concerne les métros, un nouveau contrat de 15 trains pour le Metro di Roma prouve la confiance en nous de ce client après l'expérience de plusieurs séries antérieures. Remarquons également le projet de 14 trains pour le métro de Calcutta, qui nous permet de progresser sur le marché indien, auquel est auguré une croissance future très significative, et celui de 20 trains pour le métro Helsinki. Ce dernier a pour objet la fourniture de trains appelés à circuler automatiquement –sans conducteur–, segment de marché qui présente d'énormes perspectives à moyen terme.

Sur le plan régional et interurbain, nous avons obtenu des extensions de la part des régions italiennes de Venezia-Friuli-Giulia et Sardaigne. Dans le premier cas, il s'agit de trains régionaux Civity électriques qui circuleront en Autriche. Ceux de Sardaigne sont des trains régionaux diesel à pendule. Nous avons également deux nouveaux contrats de trains en Arabie Saoudite pour les services intercity à grande vitesse.

À tout cela s'ajoutent les activités de concessions, maintenance et roulements qui, comme les années précédentes, représentent un pourcentage important du volume de notre portefeuille de commandes.

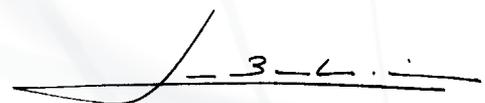
De leur côté, les activités industrielles se sont déroulées à un bon niveau, selon des paramètres similaires à ceux de l'exercice précédent. Ainsi, des différentes usines du Groupe CAF sont sorties 1.088 voitures destinées à satisfaire la complexité croissante de notre portefeuille de projets, tant du point de vue géographique, compte tenu que 82% des ventes de 2012 ont été internationales, comme technologique.

Un avenir plein d'opportunités s'offre à nous dans un secteur présentant des perspectives favorables, ainsi qu'une plus grande pression compétitive, un rôle croissant des politiques industrielles protectionnistes et une carrière continue et obligée par le leadership technologique. Ces défis requièrent notre engagement, notre dévouement et nos efforts à tous, mais aussi souplesse, capacité d'adaptation et esprit inventif afin de pouvoir développer, industrialiser et commercialiser des produits, des systèmes et des services avancés, efficaces et durables pour l'environnement en matière de transport.

Grâce à cette implication et à l'enthousiasme de toutes les personnes qui conforment le Groupe CAF, nous pourrons continuer de construire l'avenir de notre compagnie. Je tiens à transmettre à toute cette équipe humaine ma reconnaissance pour sa collaboration, et reconnaître le mérite et la valeur du travail mené jusqu'à présent, sans lequel il n'aurait pas été possible d'obtenir les résultats positifs présentés durant ces exercices.

Je voudrais remercier enfin tous nos actionnaires pour l'appui et la confiance qu'ils accordent à nos projets, qui sont également les leurs, au cours de ces années, et qui nous encouragent à poursuivre notre travail avec le même plaisir que toujours pour atteindre nos objectifs.

Merci,



José María Baztarrica Garijo  
Président



CAF, avec plus de cent ans d'existence, conçoit, fabrique, fournit et maintient des équipements et composants pour les systèmes ferroviaires dans le monde entier.



# GRANDES LIGNES

## GRANDE VITESSE

- Trains à grande vitesse et à écartement variable S-120 et S-121 (RENFE)
- Trains à grande vitesse (AVE) de la ligne Madrid-Séville
- Trains Navettes S-104 (RENFE)
- Trains à grande vitesse pour la Turquie

## INTERCITY

- Trains basculants S/598 (RENFE)
- Trains diesel S/599 (RENFE)
- Trains électriques S/449 (RENFE)
- Trains diesel pour l'Algérie
- Intercity service Push-Pull Irlande
- Trains diesel Corce
- Trains diesel Tunisie
- Trains diesel France
- Trains d'Arabie Saoudite
- Trains diesel de Sardaigne
- Trains en Irlande du Nord
- Trains États-Unis

## VOITURES DE VOYAGEURS

- Voitures compartiment et salon grand confort
- Wagons-lits et couchettes
- Wagons-restaurants et cafétéria

# URBAINS-SUBURBAINS

## BANLIEUE

- Red Nacional de Ferrocarriles Españoles (RENFE)
- Eusko Trenbideak-Ferrocarriles Vascos (ET/FV)
- Ferrocarriles Españoles de Vía Estrecha (FEVE)
- Ferrocarrils de la Generalitat de Catalunya (FGC)
- Companhia Paulista de Trens Metropolitanos (Brésil)
- Secretaría de Comunicaciones y Transportes (Mexico)
- Serveis Ferroviaris de Mallorca (SFM)
- Caminhos de Ferro Portugueses
- Finnish Railways (VR Ltd)
- Heathrow Airport Express (Royaume Uni)
- Hong-Kong Airport Express
- Irish Rail
- Izban (Turquie)
- Northern Ireland Railways
- Northern Spirit (Royaume Uni)
- Aéroport de Delhi
- Regione Autonoma Friuli Venezia Giulia (Italie)
- Companhia Brasileira de Trens Urbanos (Brésil)
- Montenegro
- Auckland (Nouvelle Zélande)

## MÉTROS

- Alger
- Barcelone
- Bilbao
- Bucarest
- Bruxelles
- Caracas
- Calcutta
- Istanbul
- Helsinki
- Hong Kong
- Madrid
- Malaga
- Medellín
- Mexico
- New Delhi
- Palma de Majorque
- Rome
- Santiago du Chili
- São Paulo
- Séville
- Washington

## UNITÉS ARTICULÉES

- Amsterdam
- Buenos Aires
- Monterrey
- Pittsburgh
- Sacramento
- Valence

## TRAMWAYS

- Antalya
- Belgrade
- Besançon
- Bilbao
- Birmingham
- Cadix-Chiclana
- Cincinnati
- Cuiabá
- Debrecen
- Édimbourg
- Stockholm
- Grenade
- Houston
- Lisbonne
- Nantes
- Séville
- Sydney
- Valence
- Vélez-Málaga
- Vitoria
- Saragosse



RAPPORT DE GESTION 2012 DU GROUPE CONSOLIDÉ



# RÉSULTATS

L'exercice 2012 présente les paramètres économiques suivants:

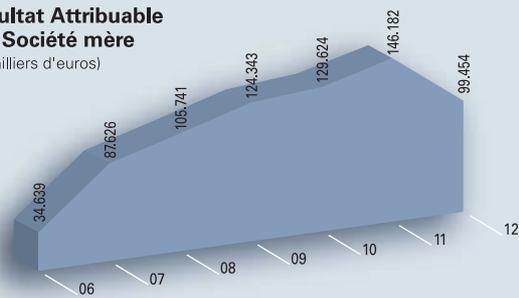
- Le compte de résultats fait apparaître un résultat positif issu des opérations continues, de 100.054 milliers d'euros, net d'impôt, et de 127.765 milliers d'euros avant impôts, face aux 129.607 milliers d'euros et 143.867 milliers d'euros, respectivement, en 2011.
- Par conséquent, la diminution du résultat net d'impôts issu des opérations continues, de 23% par rapport à 2011, est due en grande partie à l'effet de la croissance du taux de l'impôt sur les sociétés, qui est passé de 10% environ en 2011 à 22% en 2012. Si le taux appliqué en 2011 avait été maintenu en 2012, la réduction du résultat net d'impôts aurait été de 11% environ.
- Les amortissements et dotations d'immobilisations s'élèvent à 40.513 milliers d'euros qui, ajoutés au résultat de l'exercice issu des opérations continues, avant impôts, représentent un cash-flow de 168.278 milliers d'euros, soit environ 19% de moins que celui de 2011, qui a été de 207.921 milliers d'euros.
- L'EBITDA issu d'opérations continues a atteint le chiffre de 181.901 milliers d'euros, ce qui représente environ 21% de moins que dans l'exercice 2011, qui a été de 228.837 milliers d'euros.
- Le montant du chiffre d'affaires a été de 1.721.186 milliers d'euros, 0,2% de moins que celui de l'exercice antérieur, qui a été de 1.725.099 milliers d'euros.
- Le portefeuille de commandes à la fin de l'année atteint le chiffre de 4.941.428 milliers d'euros, 2% de moins que celui de l'exercice antérieur, qui a été de 5.035.940. Ce portefeuille continue de garantir le développement normal de l'activité du Groupe.
- La proposition d'application de résultats suit la politique d'exercices antérieurs consistant à renforcer le patrimoine de la Compagnie, et prévoit donc de destiner, comme l'an dernier, 35.995 milliers d'euros des bénéfices de la société mère CAF S.A., à la distribution de dividendes et 4.503 milliers d'euros aux réserves volontaires, soit un montant brut par action de 10,5 euros.
- Le montant de Patrimoine Net du Groupe, dans l'hypothèse d'acceptation de la proposition de distribution des bénéfices, sera augmenté de celui du résultat destiné aux réserves, pour atteindre un total de 671.605 milliers d'euros.
- Enfin, en accomplissement des normes, CAF informe que durant 2012, ni elle ni ses sociétés filiales n'ont acheté ou possédé des actions de la société.

Le compte de résultats présente un solde positif de 100.054 milliers d'euros issu des opérations continues.

La proposition d'application de résultats est de maintenir la politique d'exercices antérieurs consistant à renforcer le patrimoine de la Compagnie, en proposant par conséquent de destiner 35.995 milliers d'euros à la distribution de dividendes et 4.503 milliers de euros aux réserves volontaires, ce qui représenterait un montant brut par action de 10,5 euros.

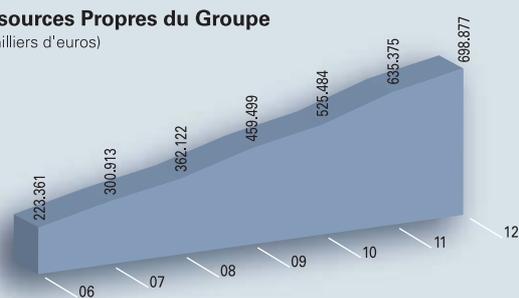
## Résultat Attribuable à la Société mère

(en milliers d'euros)



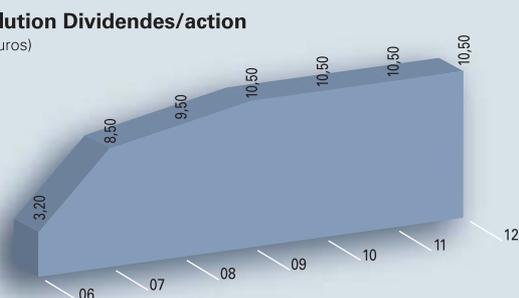
## Ressources Propres du Groupe

(en milliers d'euros)



## Évolution Dividendes/action

(en euros)



# ACTIVITÉ COMMERCIALE

Le portefeuille de commandes, à la clôture de l'exercice, s'élevait à 4.941 millions d'euros. L'activité commerciale en 2012 a été dominée par les contrats obtenus sur le marché d'exportation. CAF est présente sur tous les continents où il existe un chemin de fer commercial.

**Le portefeuille de commandes à la clôture de l'exercice** dépassait les 4.941 millions d'euros, soit une réduction d'environ 2% par rapport la valeur de clôture de 2011. L'activité commerciale du groupe CAF, vu l'actuelle conjoncture en Espagne, a été dominée par la contraction sur le marché de l'exportation.

Sur le marché espagnol, des contrats ont été conclus avec le Métro de Séville pour réhabiliter les anciennes unités de Metrocentro et les adapter à leur usage dans le souterrain. Avec Renfe, des contrats ont été passés pour des modifications mineures des unités Civia, et avec ADIF pour la maintenance des plateformes de changement d'écartement de voie.

Il nous faut signaler à cet alinéa que le processus d'homologation du train à grande vitesse Oaris suit son cours et que le tramway de Saragosse a commencé à circuler normalement sur les tronçons sans caténaire. Les essais d'exploitation ont commencé au mois de septembre et, depuis le 29 octobre, le service commercial est réalisé avec des voyageurs à deux stations, étendues à quatre aux dernières fêtes de Noël. L'entrée en service commercial de toute la ligne est prévue pour le premier trimestre de 2013.

Quant au marché de l'exportation, dans le segment des tramways, des contrats de fourniture ont été signés pour les villes de Birmingham, Cuiabá, Cincinnati et Sidney, respectivement au Royaume Uni, au Brésil, aux États-Unis et en Australie.

Le contrat de Birmingham implique de livrer des unités Urbos –similaires à celles qui circulent à Saragosse– à la deuxième ville d'Angleterre en nombre d'habitants. La commande initiale est de vingt tramways avec option d'extension à six unités supplémentaires.

À Cuiabá, capitale de l'État de Mato Grosso et un des sièges du championnat mondial de football de 2014 qui va se dérouler au Brésil, on a obtenu le premier projet de tramway clé en main adjudgé en Amérique Latine. Dans le consortium gagnant, CAF fournira quarante tramways à sept modules et le système de signalisation.

La ville de Cincinnati, dans l'État américain d'Ohio, s'ajoute à Pittsburgh, Sacramento et Houston comme ville où circuleront des tramways fabriqués par CAF. La commande initiale est de cinq unités et leur maintenance.

Au contrat obtenu en Nouvelle Zélande l'an dernier, s'ajoute en 2012 celui de Sydney –Australie–, pour la fourniture de six nouveaux tramways qui circuleront dans l'extension du réseau d'Inner-West. Outre la fourniture et moyennant une licitation indépendante, la maintenance de ces tramways a également été adjudgée à CAF pour une durée de trois ans.

Dans le segment des tramways, la commande de sept unités à quatre voitures pour la ville de Stockholm vient s'ajouter à celle des quinze précédentes à trois voitures.

Outre le projet de Cuiabá, CAF confirme son hégémonie sur le marché brésilien avec deux autres contrats. Le premier, pour fournir à CBTU (Companhia Brasileira de Trens Urbanos) un total de dix trains à quatre voitures chacun pour la ville de Belo Horizonte, capitale de l'état de Minas Gerais et ville siège du mondial de football de 2014, et sous-siège des Jeux Olympiques de 2016. Le second contrat consiste en la fourniture de tous les bogies des quinze nouveaux trains à quatre voitures, que la ville de Porto Alegre, capitale de l'État de Rio Grande do Sul, est en train d'acquérir pour TRENSURB (Empresa de Trens Urbanos de Porto Alegre).

Dans le segment des métros, il y a lieu de souligner que la Mairie de Rome nous fait de nouveau confiance avec un nouveau contrat pour la fabrication de quinze nouvelles unités à six voitures qui s'ajouteront aux cinquante-trois déjà livrées au métro romain depuis la signature du contrat de 2002.

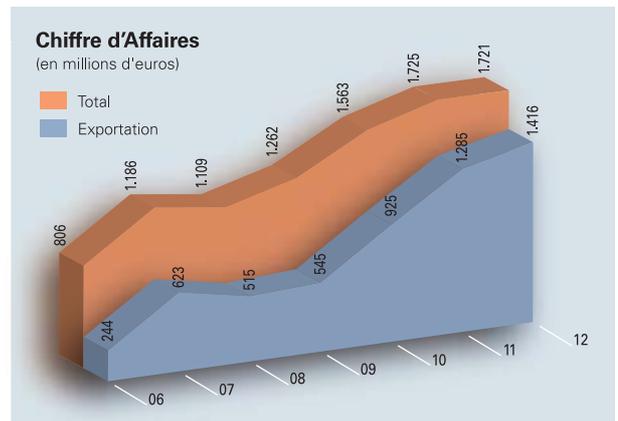
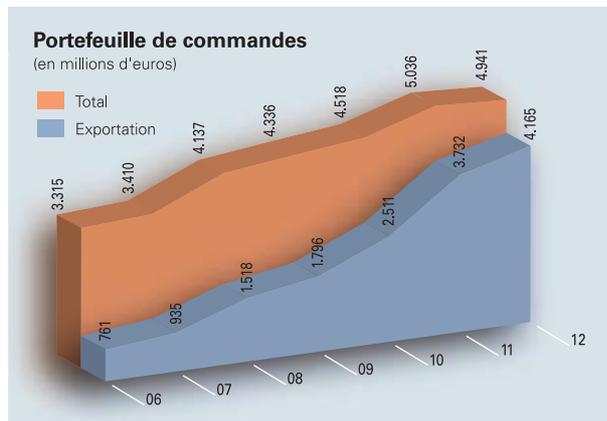
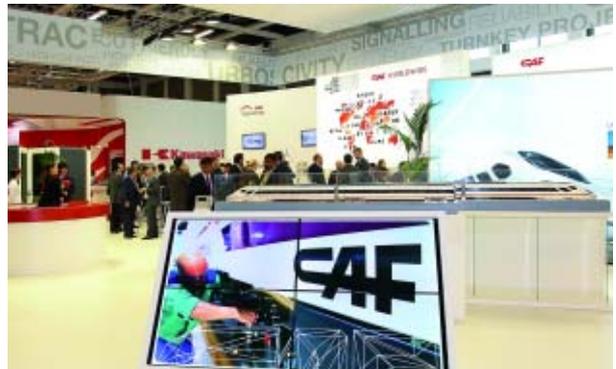
À remarquer également le contrat de vingt rames à quatre voitures à exploiter dans le système de métro d'Helsinki, capitale de la Finlande, en mode automatique. Et celui de Kolkata Metro Rail Corporation, organisme responsable du développement, de la construction et de l'exploitation de la ligne de métro Est-Ouest de la ville de Calcutta, qui a commandé quatorze unités de métro à six voitures chacune, avec la possibilité d'extension pour vingt voitures supplémentaires.

En Italie aussi, la région de Venezia Friuli Giulia a étendu la commande initiale de fourniture de huit trains Civity, passée l'an dernier, à quatre unités supplémentaires, soit un total de douze trains.

Quant aux trains régionaux, le contrat existant pour la Sardaigne a été étendu pour un train supplémentaire, la commande totale étant ainsi de huit trains.

Dans le segment des trains de grandes lignes, deux contrats ont été signés, tous deux en Arabie Saoudite. Les deux sont pour la fourniture d'unités push-pull, la première avec une extension pour quatre unités, d'une commande existante de douze unités, passée par la compagnie SRO (Saudi Railway Organization). La seconde pour la compagnie Saudi Railway Company (SAR), consiste en la conception, la fabrication, la fourniture et la maintenance de cinq trains qui pourraient atteindre des vitesses de près de 200 kilomètres heure. Ce modèle inclut des sections familiales, des zones pour enfants et des zones de prière, des installations spécialement conçues pour les personnes à mobilité réduite, une voiture restaurant et une plateforme pour véhicules afin de faciliter aux voyageurs qui le demandent le transport de leur propre véhicule.

Enfin, comme les années précédentes, les activités de maintenance, concessions et roulements continuent d'apporter entre elles toutes un pourcentage significatif du portefeuille de commandes.



# ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

1.088 voitures de différents types, à grande vitesse, moyennes distances, banlieue, métros, tramways, locomotives, remorques et autres, ont été livrées en 2012 par les installations du GROUPE CAF.



**Au cours de l'année 2012**, la livraison de divers projets a été complétée, comme celui des 30 trains de la série Civia IV pour RENFE, le contrat de 50 trains de moyenne distance et traction diesel pour le même opérateur, les 3 dernières des 8 compositions de train (unité de traction + remorques) pour le réseau ferroviaire d'Arabie Saoudite, la dernière unité de train du contrat de 13, souscrit avec le Métro de Medellín (Colombie), 11 trains qui complètent le contrat de 20 pour l'Irlande du Nord, les 5 derniers trains du contrat de 13 avec le STM de Majorque, ainsi que les 22 trains de diverses compositions qui complètent le contrat souscrit avec le Métro de Madrid, de même que les 14 derniers trains pour le Métro d'Istanbul et les 2 dernières unités à 2 voitures pour FEVE, et les 21 tramways qui complètent le contrat pour la ville de Saragosse.

Durant cet exercice également, les livraisons d'autres projets commencés auparavant se sont poursuivies, comme les 7 trains pour Euskotren, 25 des 48 trains du contrat signé avec le Métro de Caracas, et 19 trains du projet PPP-5000 pour la ville de Sao Paulo, les 17 tramways pour Belgrade (République de Serbie) et 21 trains du contrat de 30 unités pour la Ligne 12 du Métro de Mexico.

Quant aux projets les plus récents, les livraisons des 2 premiers trains pour Recife (Brésil) a démarré, ainsi que celle de 5 des 8 trains Civity pour Trieste, 11 trains pour le Métro du Chili, les 2 premiers trains-tram pour la Baie de Cadix, et 10 des 12 tramways pour la ville de Nantes.

En 2012 ont démarré également les premières phases de fabrication de nouveaux contrats, comme les 8 trains traction diesel pour la Sardaigne, les tramways pour la ville de Besançon, les tramways pour la ville de Debrecen, et le contrat de 26 trains pour la ville de Sao Paulo. Les premières



phases de fabrication des contrats de 57 trains pour Auckland (Nouvelle Zélande), de 3 trains pour Montenegro, des tramways pour la ville de Houston et du projet de 16 trains pour le Métro de Bucarest ont été complétées.

Les produits les plus importants fabriqués durant l'année 2012 ont été les suivants:

<b>NBRE. DE VOITURES</b>	
Moyenne distance diesel pour RENFE	3
Moyenne distance pour NIR (Irlande du Nord)	33
Moyenne distance Civity - Trieste	25
Locomotive pour Arabie Saoudite	4
Composition remorques Arabie Saoudite	15
Banlieue Euskotren	28
Banlieue PPP-5000 pour Sao Paulo	152
Banlieue de Majorque	20
Banlieue Civia IV pour RENFE	15
Banlieue pour Recife	8
Train-Tram Baie de Cadix	3
Métro de Madrid Lot 1	54
Métro de Madrid Lot 2	26
Métro de Madrid Lot 3	20
Métro de Caracas	175
Métro d'Istanbul	56
Métro de Mexique	147
Métro de Medellín	3
Métro de Chili	99
Tramway pour Saragosse	45
Tramway pour Málaga	15
Tramway pour Belgrade	85
Tramway pour Nantes	50
Tramway pour Stockholm	3
Unité à deux voitures pour FEVE	4
<b>TOTAL</b>	<b>1.088</b>
<b>BOGIES</b>	
À châssis en acier soudé	1.768
<b>UNITÉ D'APPAREILS DE ROULEMENT</b>	
Essieux montés (Moteur + Remorque)	4.338
Corps d'essieu en vrac	9.169
Roues	50.129
Attelages	1.127
Réductrices	936
Bandages	779



# RESSOURCES HUMAINES

Les effectifs de l'ensemble des sociétés du Groupe CAF sont restés stables dans l'exercice, ils ont augmenté dans les filiales et diminué dans la société principale. On remarque l'activité en matière de Relations de Travail sur le plan international, à mesure que se consolident les filiales et que sont implantés des usines et des établissements dans les différents pays.

**Les effectifs de l'ensemble des sociétés du groupe** sont restés stables dans l'exercice, mais ils ont augmenté dans les filiales et diminué dans la société mère.

L'évolution du nombre de personnes qui travaillent dans l'ensemble de l'organisation a été la suivante:

Effectifs	Total	Moyenne annuelle
31-12-11	6.952	6.926
31-12-12	6.979	7.004

En 2012, les activités relatives aux processus de Gestion de Personnes du Groupe CAF ont consisté essentiellement à appuyer les défis spécifiques de chaque branche.

En 2012 ont été achevés tant le plan de formation biennal que les plans de développement individuel. Les indicateurs de gestion et d'efficacité ont montré des chiffres qui dépassent les objectifs fixés. Les bases des plans pour les périodes suivantes ont été jetées. La mesure du degré de satisfaction des personnes de l'organisation à propos de ces processus est positive.

Les actions de formation ont été similaires, dans leur ensemble, à celles de l'exercice 2011 quant au nombre d'heures de formation et de personnes incluses.

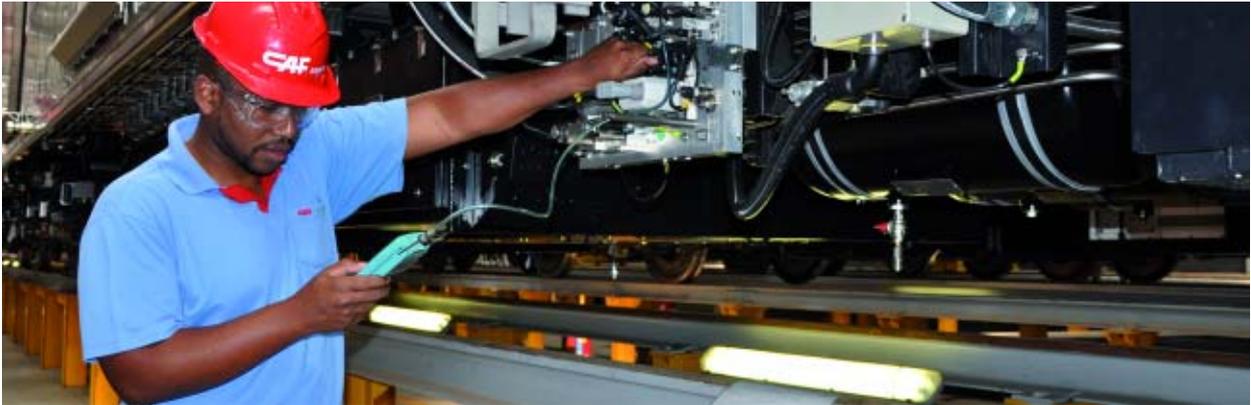
On remarque le degré d'avancement élevé en matière de développement des compétences et capacités de gestion, aspect pour lequel a été déployé un effort particulier pour couvrir les besoins de formation détectés moyennant le processus d'évaluation de l'ensemble des diplômés.

Les règles de l'art appliquées à la Gestion des Personnes ont atteint l'ensemble d'activités du groupe, afin de renforcer l'efficacité et le rendement dans les processus et d'obtenir en 2102 l'homologation des nouvelles activités dans les standards de référence de l'industrie ferroviaire.

Le renforcement des structures de gestion a progressé dans les principales implantations industrielles et les filiales internationales qui ont des projets en cours, afin de disposer de structures locales adaptées, en avançant ainsi dans la stratégie d'expansion internationale de CAF.

Le marché européen a consacré ses efforts au chapitre des incorporations. Par ailleurs, la compagnie continue de miser sur le développement de bureaux commerciaux dans les pays émergents en poursuivant la politique qu'elle a établie les années précédentes.



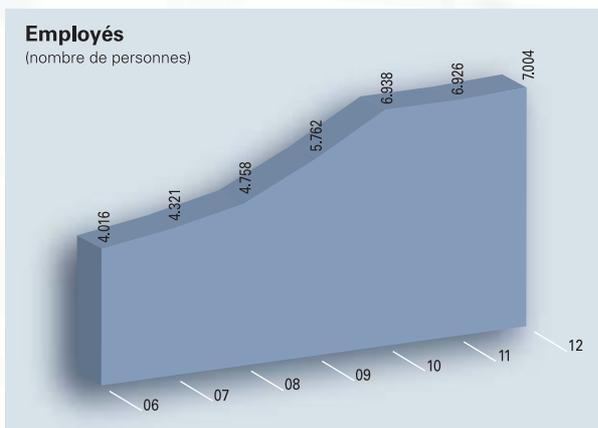


D'autre part, une activité importante a été maintenue au chapitre des Relations du Travail au plan international, à mesure que se consolident les filiales et les implantations industrielles et d'activité dans les différents pays.

Les certifications en matière de Prévention de Risque du Travail et d'Environnement ont été maintenues, sur la base des normes OHSAS 18.001 et ISO 14001:2004 pour les centres de Beasain, Irún et Saragosse.

Le Plan de Prévention des Risques du Travail a été appliqué, en réalisant les activités prévues en matière de Prévention en 2012.

En 2012, a été approuvé à l'usine de Beasain le II<sup>e</sup> Plan d'Égalité pour les années 2012-2014, en maintenant les objectifs de promouvoir le principe d'égalité entre femmes et hommes, et de garantir les mêmes chances d'embauche et de développement professionnel à tous les niveaux. Aux usines d'Irún et Saragosse on continue de travailler dans le cadre des Commissions d'Égalité avec les mêmes objectifs.



# ACTIVITÉ ENVIRONNEMENTALE

CAF développe l'implantation de la «Fonction Durabilité du Produit», en introduisant des méthodologies d'éco conception dans les procédés d'ingénierie, pour optimiser et contrôler, dès leur conception, les impacts environnementaux des produits tout au long de leur cycle de vie.

**Le groupe CAF, conscient du fait que le développement industriel produit des effets sur l'environnement**, intègre dans ses politiques générales celle relative à l'environnement, en assumant la protection de l'environnement comme un objectif de l'organisation, ainsi que la garantie que les systèmes, équipements et matériel ferroviaire qu'elle fabrique atteignent les meilleures qualifications, non seulement du point de vue de leur sécurité et de leur efficacité, mais aussi en ce qui concerne l'environnement.

Au mois de mai 2012 ont été réalisées des audits de suivi du certificat ISO 14001:2004, du Système de Gestion Environnementale pour les usines d'Irún et Saragosse, et en septembre 2012, pour l'usine de Beasain. Ce système est implanté depuis 2001.

Les actions visent l'accomplissement de la législation environnementale applicable, outre l'adoption des mesures nécessaires et économiquement viables pour contrôler et, le cas échéant, minimiser les aspects environnementaux significatifs, tels que les émissions dans l'atmosphère, la génération de déchets et la consommation d'énergie. Concrètement, durant 2012, il y a lieu de signaler l'implantation de la canopée à l'aciérie de l'usine de Beasain, installé afin de capter les émissions diffuses générées dans le Four à Arc Électrique.

On encourage également une meilleure exploitation des ressources naturelles et la génération d'énergies renouvelables.

En même temps CAF, consciente de l'importance de la sensibilisation environnementale dans la chaîne de fabrication pour améliorer l'environnement, a organisé diverses journées





de sensibilisation environnementale avec un grand nombre de travailleurs durant l'exercice 2012.

CAF a pour objectif d'offrir des moyens de transport plus rentables, respectueux du milieu, et compétitifs sur un marché de plus en plus exigeant au sujet de l'environnement. Parmi ses engagements, elle a celui d'introduire des méthodologies d'éco conception dans les processus d'ingénierie pour optimiser et contrôler dès leur conception les impacts environnementaux des produits tout au long de leur cycle de vie. En 2012, CAF a effectué l'évaluation du cycle de vie (LCA) et la déclaration environnementale de l'EPD) de la

plateforme du train Civity dans sa version pour la Région Autonome Friuli Venezia Giulia.

L'évaluation du cycle de vie et la déclaration environnementale de produit (EPD) réalisées sur la plateforme Civity, pour la ville de Trieste, ont été révisées par un auditeur externe homologué pour vérifier l'étude selon le standard d'Unife-Environdec.

Par ailleurs, il faut signaler que les émissions de gaz à effet de serre en 2012, en accomplissement du Protocole de Kyoto, ont été réduites par rapport à 2011, en consolidant ainsi la réduction significative obtenues ces dernières années.



# INVESTISSEMENTS

Les investissements effectués dans les usines et installations du GROUPE CAF en 2012 se sont élevés à 36.102 milliers d'euros. Leur principal objectif a été la modernisation des usines de production et des installations en général, y compris les usines des filiales internationales, et l'amélioration des aspects de sécurité du travail et environnementale.

## Les investissements matériels de CAF durant l'exercice

**2012** se sont élevés à 36.102 milliers d'euros. Ils ont été principalement appliqués à l'actualisation des systèmes productifs, des installations en général, ainsi qu'à l'amélioration d'aspects tels que la sécurité du travail et l'environnement. Nous pouvons citer, entre autres:

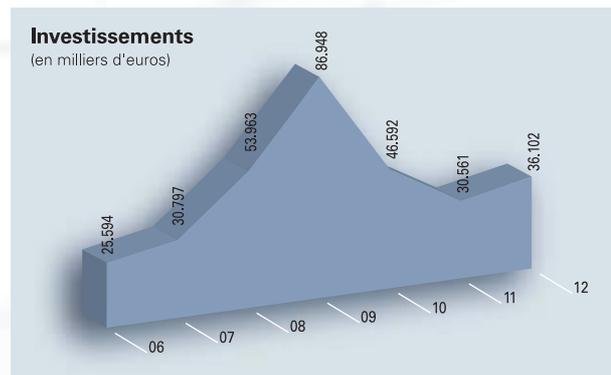
- À l'Unité d'Activité des Roulements, concrètement dans la branche qui comprend les installations de forge et la ligne d'usinage des roues, on a entrepris cette année les améliorations dans le four de chauffage pour le doter d'une plus grande capacité, ainsi que les travaux pour l'implantation d'une seconde cellule d'usinage, similaire à celle qui a récemment été installée, le tout dans le cadre du plan d'investissements qui, dans le but d'optimiser les processus productifs, a été appliqué aux Roulements ces dernières années.
- De même, on a développé la seconde phase du gros investissement de caractère environnemental lié à l'installation d'un nouveau système de captation et filtration des fumées à l'aciérie, dont l'ouvrage complet sera achevé l'an prochain.



■ À l'unité de Véhicules, signalons comme investissements les plus importants, la construction d'un nouvel atelier pour la fabrication de structures en acier inoxydable austénitique, qui inclut l'acquisition de systèmes robotisés pour les faces et abouts. À remarquer aussi la mise de l'entreprise sur la modernisation des installations, avec l'achat de nouvelles machines pour la fabrication de châssis, des toits et le montage des caisses, le tout afin de pouvoir affronter les projets que la société développera prochainement.

■ Dans la branche technologique, le nouveau Centre de traitement de données et communication qui prête service à tout le Groupe a été achevé. Par ailleurs, la dotation de moyens techniques et d'outils se poursuit, ainsi que l'investissement dans de nouvelles applications pour améliorer le fonctionnement et la gestion des diverses branches de l'entreprise.

Par ailleurs, il y a lieu de signaler également la mise en marche des nouvelles installations industrielles de CAF en France, qui couvrent tant ses nouveaux bureaux que l'atelier d'essais. En raison de son importance, signalons également l'investissement dans l'usine de CAF aux États-Unis, commencé l'an dernier et destiné à moderniser ses installations, surtout dans la branche des structures et finitions, en vue de la fourniture des projets américains qui sont actuellement en cours de développement.



# DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Des projets auxquels participent CAF, CAF I+D et diverses filiales ont été renforcés, en poursuivant la collaboration avec des centres technologiques et des universités. On y a combiné l'exécution et l'assimilation de technologies d'avant-garde dans leur développement commercial.

## En ce qui concerne CAF et CAF I+D, le nouveau plan de technologie du Groupe a été complété dans l'exercice 2012

pour la période 2013-2015, qui va mettre en œuvre un total de 28 nouveaux projets de CAF et ses filiales. Le nombre de projets du plan de technologie en marche en 2013 sera de 78.

Pour financer ces projets, nous avons bénéficié des différentes aides de soutien à l'activité de R+D de la part des institutions suivantes:

- Conseil Foral de Guipúzcoa.
- Gouvernement Basque.
- Secrétariat d'État à la Recherche, au Développement et à l'Innovation.
- Ministère de l'Industrie, de l'Énergie et du Tourisme.
- Commission Européenne.

Dans le plan de technologie développé en 2012, on a insisté sur les projets dans lesquels participent CAF, CAF I+D et diverses filiales, en maintenant la collaboration très intense avec différents centres technologiques et universitaires.

Les projets inclus dans le Plan de Technologie 2012-2014, qui ont été développés durant l'année 2012, abordent les champs suivants:

- Grande Vitesse.
- Produits ferroviaires spécifiques.
- Gestion de l'énergie et éco-conception, qui comprend des projets liés à la réduction de la consommation dans le train et dans le système global, le captage d'énergie pour les tramways sans caténaire, etc.
- Signalisation, tant embarquée que fixe.
- Intégration, qui comprend des projets sur des systèmes globaux de transport.
- Produits et technologies spécifiques sur des technologies ferroviaires de base, traction, roulements, réductrices, contrôle et communications, maintenance, etc.





Tous ces projets ont combiné l'exécution de projets orientés sur l'assimilation de technologies, avec le développement commercial de produits basés sur les elles. Parmi les projets abordés, citons:

- Projets de développement de véhicules et prototypes de divers types.
- Projet VEGA de développement électronique de sécurité.
- Projet d'électronique de contrôle de train comprenant les fonctions de sécurité.
- Projets de développement de spécialisation dans la résistance à la marche, compatibilité électromagnétique, dynamique ferroviaire et bruit et vibrations et systèmes d'accumulation d'énergie.
- Train OARIS à Grande Vitesse.
- Système ERTMS-ETCS pour le développement d'un équipement embarqué de signalisation.
- Développement de roues élastiques pour tramways et réductrices.



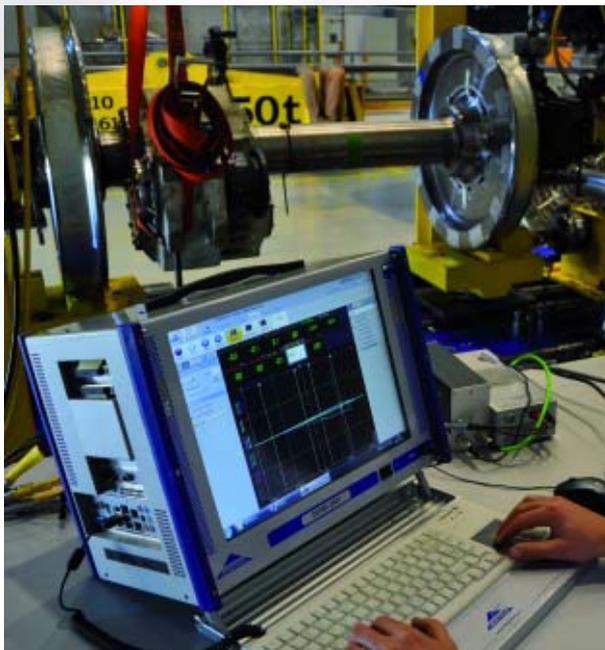
Dans ce groupe de projets, on remarque l'ensemble d'essais sur voie réalisés avec le train OARIS à grande vitesse, qui avait couvert, à la fin de 2012, un total de 50.000 km, dont 30.000 à plus de 300 km/h, avec 100 circulations environ au-dessus de 350 km/h. Les résultats obtenus avec ce prototype permettent d'aborder en toute confiance le reste du programme d'essais finaux prévus pour 2013.

Le Groupe CAF a participé également aux projets de collaboration avec RENFE et ADIF, et avec diverses administrations et entreprises internationales dans le cadre de programmes nationaux et dans le septième Programme Cadre européen. Parmi ces projets, citons:

- Projets Européens TREND, orienté vers les environnements de validation de compatibilité électromagnétique appliquée aux véhicules ferroviaires, OSIRIS de réduction de la consommation dans le transport ferroviaire urbain, avec la participation des entreprises les plus importantes du secteur, et MERLIN, pour l'établissement de stratégies de gestion énergétique à niveau global de réseau et développement d'outils pour l'optimisation de la consommation et le coût associés à un réseau ferroviaire.



# DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE





- Projets européens Dynotrain, Aerotrain et Euroaxles auxquels participent CAF et CAF I+D, tendant à réduire la complexité des processus de certification actuels.

À signaler dans cet exercice la certification de TÜV Rheinland, pour le cycle de vie dans le développement de composants hardware y software d'éléments de sécurité dans des applications ferroviaires, conformément aux normes CENELEC.

Quant à nos filiales, elles ont poursuivi leurs activités normales de développement technologique, parmi lesquels il y a lieu de signaler les suivantes:

- La mise en service commerciale du système d'accumulation d'énergie et de fonctionnement autonome sans caténaire monté sur le tramway de Séville et son application aux tramways de Saragosse et Grenade.
- Le développement d'équipements de traction couvrant une gamme de tensions de caténaire de jusqu'à 25 kV, qui a permis de les commercialiser dans un projet pour l'Inde.
- La fin des essais sur voie des trains CAF pour Euskotren qui incluent des équipements de vidéo-information et vidéosurveillance, développés dans le Plan de Technologie de la filiale CAF Power & Automation, S.L.
- Le développement de produits ERTMS pour application sur la voie.

Les projets d'ingénierie les plus importants auxquels on a travaillé durant cet exercice ont été les suivants:

- Unités électriques FGC s/113.
- Unités électriques pour Auckland (Nouvelle Zélande).

- Unités électriques pour Recife (Brésil).
- Trains diesel basculants pour la Sardaigne.
- Train CIVITY pour Trieste (Italie).
- Train CIVITY pour Montenegro.
- Plateforme CIVITY pour DB (Allemagne).
- Voitures remorquées pour Amtrak (USA).
- Tramway de Besançon (France).
- Tramway de Nantes (France).
- Tramway pour Stockholm (Suède).
- Tramway pour Debrecen (Hongrie).
- Tramway pour Houston (USA).
- Métro Bucarest (Roumanie).
- Métro de Sao Paulo Ligne 5 (Brésil).

Les suivants ayant été mis en service:

- Tramway Cincinnati (USA).
- Tramway Birmingham (UK).
- Tramway Cuiabá (Brésil).
- Tramway pour Sydney (Australie).
- Bogies Métro Milan (Italie).
- Métro Calcutta (Inde).
- Métro Rome Ligne B (Italie).

On a travaillé également au développement de base de nouveaux types de véhicules afin d'étendre la gamme de produits CAF.

# POLITIQUE DE GESTION DE RISQUES



**Les risques les plus importants auxquels s'affronte le Groupe** peuvent se regrouper dans les catégories suivantes:

## 1. Risques de caractère financier

La gestion menée dans ce sens au sein du Groupe CAF se centre sur le maniement de l'incertitude des marchés financiers et tente de minimiser ses effets potentiels adverses sur la rentabilité financière du Groupe.

Le Département Financier du Groupe identifie, évalue et couvre les risques financiers en établissant des politiques pour la gestion du risque global, ainsi que pour des branches concrètes comme le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de liquidité, l'emploi de dérivés et non dérivés, investissement de l'excédent de liquidité et écarts des devis des projets.

### a) Risque de marché

Les diverses sociétés du Groupe CAF opèrent à l'échelle internationale et, par conséquent, sont exposées à des risques de taux de change pour des opérations avec des devises, (actuellement le dollar américain, le real brésilien, la livres sterling, la roupie indienne, la couronne suédoise et le peso mexicain, entre autres).

Pour contrôler le risque de taux de change qui surgit dans des transactions commerciales futures et des actifs et des passifs reconnus, les sociétés du Groupe utilisent des contrats d'assurance à terme. Le risque de taux de change survient quand les transactions commerciales futures ou les actifs et les passifs reconnus sont exprimés dans une monnaie qui n'est pas l'euro, monnaie fonctionnelle du Groupe.

C'est une pratique habituelle à CAF de couvrir, à condition que le coût soit raisonnable, le risque de marché dans ses contrats articulés dans des devises différentes de la monnaie fonctionnelle du Groupe. L'objectif de ces couvertures est de tenter d'éviter l'impact des variations sur les devises dans les différents contrats signés, de sorte que les résultats du Groupe soient le fidèle reflet de son activité industrielle et de services.

Pour les matières premières les plus importantes, CAF passe les commandes et arrête le prix à la mise en vigueur de chaque nouveau projet. Elle couvre ainsi le risque qu'une évolution à la hausse des prix des matières premières répercute négativement sur les marges contractuelles du Groupe.

## b) Risque de crédit

La majorité des comptes à recouvrer et des travaux en cours que l'on possède, correspondent à plusieurs clients dans divers pays. Dans la plupart des cas, les contrats incluent des paiements à mesure qu'on avance dans le développement du projet.

C'est une pratique habituelle que la société assure certains risques de résolution ou de non-paiement des contrats d'exportation, moyennant la contraction de polices d'assurance à l'exportation conformément aux normes du Consensus OCDE pour ce type d'instrument. La décision de réaliser ou non la couverture est prise en fonction du type de client et du pays dans lequel l'activité est menée.

## c) Risque de liquidité

Une gestion prudente du risque de liquidité implique le maintien d'argent suffisant et de valeurs négociables ainsi que des disponibilités de financement pour faire face amplement et efficacement aux engagements financiers du Groupe.

Le risque de liquidité est géré dans le Groupe CAF de la manière suivante:

- La recherche du meilleur niveau possible d'autofinancement de chacun des contrats.
- La maintenance d'une ample position de liquidité à court terme.
- Le maintien de la capacité de financement dont il n'a pas été disposé.

## d) Risque de taux d'intérêt des flux d'argent et de la valeur raisonnable

Le risque de taux d'intérêt du Groupe surgit de l'usage des ressources extérieures. Le groupe applique la politique, pour les opérations courantes, de ne recourir à l'endettement avec des tiers que dans des cas exceptionnels, à travers des ressources extérieures à court terme et référencés aux indices variables de marché, normalement Euribor, qui permet de mitiger substantiellement ce risque de taux d'intérêt. Pour les opérations de financement à long terme, l'objectif fixé, dans la mesure où les marchés le permettent, est le maintien d'une structure fixe de taux d'intérêt.

## e) Risque dérivé des écarts par rapport aux devis des projets

Les écarts par rapport aux devis des projets qui ont servi de base pour la préparation des offres respectives sont analysés et contrôlés moyennant l'utilisation d'un système

d'information détaillé de chacun des postes de coût qui compare en permanence le devis de ces postes et la réalité de la situation des coûts de chaque projet, le tout en exerçant un suivi continu de ces données à travers une procédure interne créée à cet effet, dans laquelle intervient chacun des départements impliqués dans chaque projet. Ainsi, tout au long de la durée de vie des projets, est exercé un suivi continu de ces données moyennant un processus interne complexe créé à cet effet, dans laquelle interviennent chacun des départements impliqués dans chaque projet.

## 2. Risques dérivés de la production de données de caractère environnemental

CAF est totalement engagée dans la protection de l'environnement. Dans ce but elle a suivi les principes du programme d'action environnementale de l'Union Européenne basés sur la précaution préventive et la correction à l'origine. Dans cette ligne, la Société a implanté un programme d'actions sur divers aspects environnementaux relatifs à l'atmosphère, les rejets, les déchets, la consommation de matières premières, l'énergie, l'eau et les bruits, et a obtenu le Certificat ISO 14001.

## 3. Risques dérivés de la production de dommages aux tiers pour défauts ou retards dans la prestation de services

Toutes les usines de CAF disposent des technologies les plus modernes disponibles, et emploient les techniques les plus avancées pour optimiser la production suivant les standards de la Norme ISO 9001.

Par ailleurs, CAF suit une politique exigeante de contrats d'assurance qui lui permet de bien se protéger des conséquences économiques qu'aurait la matérialisation de certains de ces risques pour la société.

## 4. Risques de caractère professionnel ou dommages sur les biens ou des actifs propres des usines

CAF dispose d'un Système de Prévention des Risques du Travail révisé par une firme externe. Dans le Manuel du Système de Prévention créé à cet effet, sont définis, entre autres, les activités d'évaluation de risques, la recherche d'accidents, les inspections de sécurité, la surveillance de la santé et la formation. Il y a aussi un Plan de Prévention, de caractère annuel, dans lequel sont planifiées comme il se doit les activités préventives de chaque année. CAF dispose également d'un Plan de Formation de travailleurs dans ce domaine.

## PERSPECTIVES

Les perspectives du groupe pour les prochaines années se centreront dans les opérations suivantes:

- Développement du potentiel du Groupe dans des activités de services appliqués au secteur ferroviaire, comme les concessions, et la location et la maintenance de trains.
- Développement du potentiel du Groupe dans le domaine des systèmes clé en main et de signalisation ferroviaire.
- Développement de nouveaux systèmes et véhicules de matériel roulant, et implantation de systèmes avancés de gestion intégrale de projets.
- Augmentation de la présence du Groupe sur les marchés internationaux de matériel ferroviaire.
- Application systématique et permanente des programmes de réduction des coûts à toutes les branches d'activité du Groupe.



## FAITS POSTÉRIEURS

Au 31 janvier 2013, il y avait un portefeuille de commandes fermes de 4.894.538 milliers d'euros.



# RAPPORT ANNUEL DE GOUVERNEMENT CORPORATIF

Le rapport annuel de Gouvernement Corporatif correspondant à l'exercice 2012 fait partie du rapport de gestion et, à la date de publication du Rapport Financier Annuel, il est disponible sur le site web de la CNMV:

<http://www.cnmv.es/Portal/consultas/EEE/InformacionGobCorp.aspx?nif=A20001020>

Il est également publié au site web corporatif de CAF:  
[www.caf.net](http://www.caf.net)



# RAPPORT D'AUDIT

09:57  
10:00  
10:03  
10:08  
10:17

*Traduction d'un rapport dressé à l'origine en espagnol, basé sur notre travail réalisé conformément aux normes de régulation de l'activité d'audit des comptes en vigueur en Espagne, et de comptes annuels consolidés dressés à l'origine en espagnol et préparés conformément aux cadre réglementaire d'information financière applicable à la au Groupe (cf. notes 2 et 27). En cas de divergence, c'est la version en langue espagnole qui prévaut.*

## RAPPORT D'AUDIT DES COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

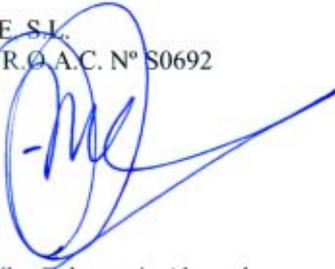
Aux Actionnaires de  
Construcciones y Auxiliar de  
Ferrocarriles, S.A.:

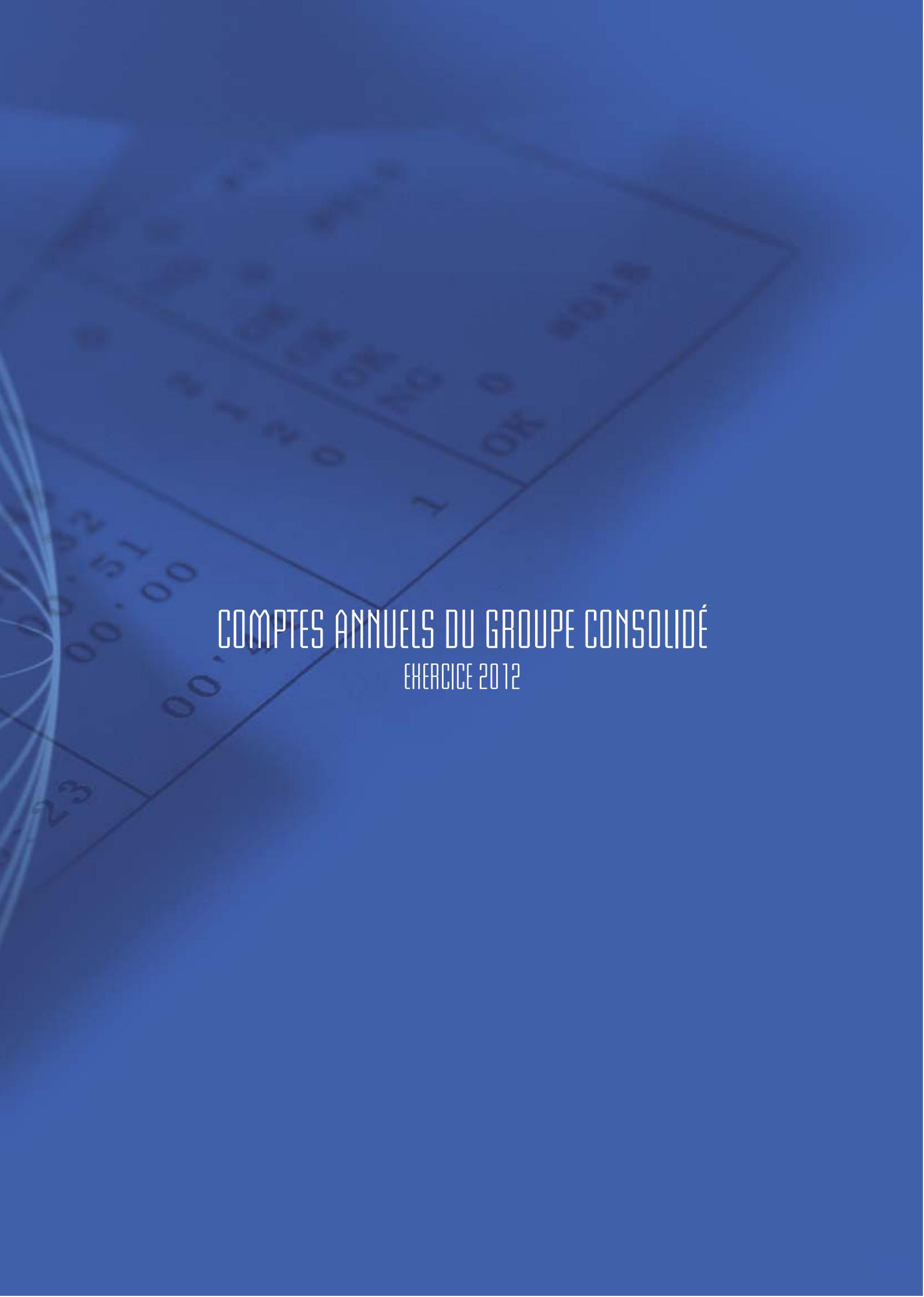
Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels consolidés de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. (CAF ou la Société Mère) et de ses Sociétés Dépendantes, qui forment ensemble le Groupe CAF (Note 2.f), comptes qui comprennent le bilan de situation consolidé au 31 décembre 2012 et le compte de résultats consolidé, l'état des produits et charges reconnus consolidé, l'état des changements dans le patrimoine net consolidé, l'état des flux de trésorerie consolidé et l'annexe aux comptes consolidée, correspondant à l'exercice annuel clos à cette date. Tel que cela est indiqué dans la Note 2.a, les Administrateurs de la Société Mère sont responsables de la présentation des comptes annuels du Groupe, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière, adoptées par l'Union Européenne, et autres dispositions du cadre réglementaire d'information financière applicable au Groupe. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels, pris dans leur ensemble, fondée sur le travail réalisé conformément aux normes de régulation de l'activité d'audit de comptes en vigueur en Espagne, qui requiert l'examen, moyennant la réalisation de procédures spécifiques, de l'évidence justificative des comptes annuels consolidés et l'évaluation que leur présentation, les principes et critères utilisés et les estimations réalisées sont conformes au cadre réglementaire d'information financière applicable.

À notre avis, les comptes annuels consolidés ci-joints de l'exercice 2012 ci-joints expriment, dans tous leurs aspects significatifs, l'image fidèle du patrimoine consolidé et de la situation financière consolidée de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et de ses Sociétés Dépendantes qui forment ensemble le Groupe CAF au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats consolidés de ses opérations et de ses flux d'argent consolidés correspondant à l'exercice annuel clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière adoptées par l'Union Européenne, et autres dispositions du cadre réglementaire d'information financière applicables.

Le rapport de gestion consolidé ci-joint de l'exercice 2012 contient les explications que les Administrateurs de la Société Mère considèrent opportunes sur la situation du groupe, l'évolution de ses affaires et sur d'autres questions, et il ne fait pas partie intégrante des comptes annuels consolidés. Nous avons vérifié que l'information comptable que contient ce rapport de gestion consolidé concorde avec celle des comptes annuels consolidés de l'exercice 2012. Notre travail en qualité d'auditeurs est limité à la vérification du rapport de gestion consolidé dans les limites mentionnées à ce paragraphe et ne comprend pas la révision de toute autre information que celle obtenue des livres de comptabilité de la Société et de ses Sociétés Dépendantes.

DELOITTE S.L.  
Inscrite au R.O.A.C. N° S0692

  
Alberto Uribe-Echevarría Abascal  
27 février 2013



COMPTES ANNUELS DU GROUPE CONSOLIDÉ  
EXERCICE 2012

## Bilans de Situation Consolidés

aux 31 décembre 2012 et 2011 (Notes 1, 2 et 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF



Actif	31-12-12	31-12-11 (*)
<b>Actif non courant:</b>		
<b>Immobilisations incorporelles (Note 7)</b>		
Fonds de Commerce	15	232
Autres immobilisations incorporelles	42.036	30.567
	<b>42.051</b>	<b>30.799</b>
<b>Immobilisations corporelles, nettes (Note 8)</b>	<b>300.102</b>	<b>288.539</b>
<b>Investissements comptabilisés suivant la méthode de la participation (Note 9)</b>	<b>13.167</b>	<b>11.558</b>
<b>Actifs financiers non courants (Note 9)</b>	<b>760.828</b>	<b>420.422</b>
<b>Impôts différés actifs (Note 18)</b>	<b>102.075</b>	<b>110.353</b>
<b>Total actif non courant</b>	<b>1.218.223</b>	<b>861.671</b>
<b>Actif courant:</b>		
<b>Stocks (Note 11)</b>	<b>250.827</b>	<b>365.464</b>
<b>Créances d'exploitation</b>		
Créances clients et comptes rattachés (Notes 10, 11 et 12)	896.025	776.715
Autres créances (Notes 7, 10 et 19)	83.491	48.841
Actifs pour impôt courant (Note 19)	12.844	3.684
	<b>992.360</b>	<b>829.240</b>
<b>Autres actifs financiers courants (Note 13)</b>	<b>129.025</b>	<b>235.519</b>
<b>Autres actifs courants</b>	<b>1.742</b>	<b>2.691</b>
<b>Numéraire et autres actifs liquides équivalents</b>	<b>76.682</b>	<b>86.214</b>
<b>Total actif courant</b>	<b>1.450.636</b>	<b>1.519.128</b>
<b>Total Actif</b>	<b>2.668.859</b>	<b>2.380.799</b>

<b>Passif et Patrimoine Net</b>	<b>31-12-12</b>	<b>31-12-11 (*)</b>
<b>Patrimoine net (Note 14):</b>		
<b>Fonds propres</b>		
Capital déclaré	10.319	10.319
Prime d'émission	11.863	11.863
Réserve de revalorisation	58.452	58.452
Autres réserves de la Société mère et des sociétés consolidées par intégration globale et par la méthode de la participation	554.784	444.554
Résultat de l'exercice attribué à la Société mère	99.454	146.182
	<b>734.872</b>	<b>671.370</b>
<b>Ajustements pour changements de valeur</b>		
Différences de conversion	(28.508)	(5.106)
Opérations de couverture	(4.449)	(1.820)
	<b>(32.957)</b>	<b>(6.926)</b>
<b>Patrimoine net attribué à la Société mère</b>	<b>701.915</b>	<b>664.444</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>5.685</b>	<b>2.820</b>
<b>Total patrimoine net</b>	<b>707.600</b>	<b>667.264</b>
<b>Passif non courant:</b>		
<b>Provisions non courantes (Note 20)</b>	<b>4.678</b>	<b>3.662</b>
<b>Passifs financiers non courants (Notes 15 et 16)</b>		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	480.517	242.171
Autres passifs financiers	69.222	84.159
	<b>549.739</b>	<b>326.330</b>
<b>Impôts différés passifs (Note 18)</b>	<b>84.283</b>	<b>85.956</b>
<b>Autres passifs non courants (Note 3.p)</b>	<b>22.741</b>	<b>8.727</b>
<b>Total passif non courant</b>	<b>661.441</b>	<b>424.675</b>
<b>Passif courant:</b>		
<b>Provisions courantes (Note 20)</b>	<b>348.681</b>	<b>247.798</b>
<b>Passifs financiers courants (Notes 15 et 16)</b>		
Dettes avec des entités de crédit	108.962	5.878
Autres passifs financiers	30.808	28.096
	<b>139.770</b>	<b>33.974</b>
<b>Dettes commerciales et autres comptes à payer</b>		
Fournisseurs (Note 25)	439.866	417.312
Autres dettes (Notes 10, 11, 15 et 19)	369.900	584.089
Passifs pour impôt courant (Note 19)	1.089	5.322
	<b>810.855</b>	<b>1.006.723</b>
<b>Autres passifs courants</b>	<b>512</b>	<b>365</b>
<b>Total passif courant</b>	<b>1.299.818</b>	<b>1.288.860</b>
<b>Total Passif et Patrimoine Net</b>	<b>2.668.859</b>	<b>2.380.799</b>

(\*) Présenté exclusivement aux effets de comparaison.

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante du bilan de situation consolidé au 31 décembre 2012.

## Comptes de Résultats Consolidés correspondant

à l'exercice annuel clos au 31 décembre de 2012 et 2011 (Notes 1, 2 et 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF



(Débit) Crédit	2012	2011 (*)
<b>Opérations continues:</b>		
Montant net du chiffre d'affaires (Note 6, 9 et 10)	1.721.186	1.725.099
± Variation des stocks de produits finis et en cours de fabrication	(222.057)	66.356
Travail réalisé par l'entreprise pour son actif	1.325	2.054
Approvisionnements (Note 21)	(595.441)	(965.028)
Autres produits d'exploitation (Note 21)	5.327	6.402
Charges de personnel (Note 22)	(352.334)	(342.745)
Autres charges d'exploitation (Note 21)	(376.105)	(263.301)
Amortissement des immobilisations (Notes 7 et 8)	(39.231)	(36.788)
Dépréciation et résultat pour cession des immobilisations (Notes 7, 8 et 9)	(1.282)	(27.266)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>141.388</b>	<b>164.783</b>
Produits financiers (Notes 3.d, 9, 10 et 13)	24.437	9.620
Charges financières (Notes 9 et 16)	(35.273)	(26.627)
Différences de change	(3.176)	39
Dépréciation et résultat pour cession d'instruments financiers (Note 9)	355	(639)
Variation de la juste valeur dans des instruments financiers	17	(8)
<b>Résultat Financier</b>	<b>(13.640)</b>	<b>(17.615)</b>
Résultat d'entités évaluées par la méthode de la participation (Note 9)	17	(3.301)
<b>Résultat avant Impôts</b>	<b>127.765</b>	<b>143.867</b>
Impôt sur les bénéfices (Note 18)	(27.711)	(14.260)
<b>Résultat de l'exercice issu d'opérations continues</b>	<b>100.054</b>	<b>129.607</b>
Résultat de l'exercice issu des activités discontinues (Note 2.g)	-	11.842
<b>Résultat Consolidé de l'Exercice</b>	<b>100.054</b>	<b>141.449</b>
Attribué à:		
La Société Mère	99.454	146.182
Intérêts minoritaires	600	(4.733)
<b>Bénéfice par action (en euros)</b>		
De base	29,01	42,64
Dilué	29,01	42,64

(\*) Présenté exclusivement aux effets de comparaison.

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante du compte de résultats consolidé correspondant au 31 décembre 2012.

## État des Produits et Charges Consolidés

correspondant aux exercices 2012 et 2011 (Notes 1 à 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF

	2012	2011 (*)
<b>A) Résultat consolidé de l'exercice</b>	<b>100.054</b>	<b>141.449</b>
<b>B) Produits et Charges imputés directement au patrimoine net</b>	<b>(26.030)</b>	<b>(19.666)</b>
Pour couvertures de flux monétaire	(3.390)	(2.528)
Différences de conversion	(23.401)	(17.846)
Effet fiscal	761	708
<b>C) Transferts au compte de résultats</b>	<b>-</b>	<b>10.232</b>
Différences de conversion	-	10.232
<b>Total Produits et Charges Reconnus (A+B+C)</b>	<b>74.024</b>	<b>132.015</b>
Attribué à:		
La Société Mère	73.423	137.111
Intérêts minoritaires	601	(5.096)

(\*) Présenté exclusivement aux effets de comparaison.

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante des états de produits et charges reconnus consolidés correspondant au 31 décembre 2012.

## État des Changements dans le Patrimoine Net Consolidé

correspondant aux 31 décembre 2012 et 2011 (Notes 1 à 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF



	Patrimoine net attribuable à la société mère								
	Fonds Propres				Résultat net de l'exercice	Ajustements dans le patrimoine pour évaluation	Différences de conversion	Intérêts minoritaires	Total Patrimoine
	Capital social	Prime d'émission	Réserve pour revaloración de activos y pasivos no realizados	Autres réserves					
<b>Soldes au 31 décembre 2010 (*)</b>	<b>10.319</b>	<b>11.863</b>	<b>58.452</b>	<b>351.221</b>	<b>129.624</b>	<b>-</b>	<b>2.145</b>	<b>9.660</b>	<b>573.284</b>
<b>Total produits/charges reconnus</b>	-	-	-	-	<b>146.182</b>	<b>(1.820)</b>	<b>(7.251)</b>	<b>(5.096)</b>	<b>132.015</b>
<b>Opérations avec des associés ou propriétaires</b>	-	-	-	<b>(296)</b>	<b>(35.995)</b>	-	-	<b>(229)</b>	<b>(36.520)</b>
Distribution de dividendes	-	-	-	-	(35.995)	-	-	(86)	(36.081)
Opérations avec des associés externes	-	-	-	(296)	-	-	-	(143)	(439)
<b>Autres variations de patrimoine net</b>	-	-	-	<b>93.629</b>	<b>(93.629)</b>	-	-	<b>(1.515)</b>	<b>(1.515)</b>
Transferts entre postes de patrimoine net	-	-	-	93.629	(93.629)	-	-	-	-
Variations dans le périmètre	-	-	-	-	-	-	-	(1.515)	(1.515)
<b>Soldes au 31 décembre 2011 (*)</b>	<b>10.319</b>	<b>11.863</b>	<b>58.452</b>	<b>444.554</b>	<b>146.182</b>	<b>(1.820)</b>	<b>(5.106)</b>	<b>2.820</b>	<b>667.264</b>
<b>Total produits/charges reconnus</b>	-	-	-	-	<b>99.454</b>	<b>(2.629)</b>	<b>(23.402)</b>	<b>601</b>	<b>74.024</b>
<b>Opérations avec des associés ou propriétaires</b>	-	-	-	<b>43</b>	<b>(35.995)</b>	-	-	<b>2.264</b>	<b>(33.688)</b>
Distribution de dividendes	-	-	-	-	(35.995)	-	-	(137)	(36.132)
Opérations avec des associés externes	-	-	-	43	-	-	-	2.401	2.444
<b>Autres variations de patrimoine net</b>	-	-	-	<b>110.187</b>	<b>(110.187)</b>	-	-	-	-
Transferts entre instruments de patrimoine net	-	-	-	110.187	(110.187)	-	-	-	-
<b>Soldes au 31 décembre 2012</b>	<b>10.319</b>	<b>11.863</b>	<b>58.452</b>	<b>554.784</b>	<b>99.454</b>	<b>(4.449)</b>	<b>(28.508)</b>	<b>5.685</b>	<b>707.600</b>

(\*) Présenté exclusivement aux effets de comparaison.

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante de l'état des changements dans le patrimoine net consolidé le 31 décembre 2012.

## États des Flux de Trésorerie Consolidés Générés

pour les exercices 2012 et 2011 (Notes 1 à 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF



	2012	2011 (*)
<b>Flux monétaire des activités d'exploitation:</b>		
Résultat de l'exercice	100.054	141.449
Ajustements du résultat		
Impôt sur les bénéfices	27.711	32.067
Amortissements (Notes 7 et 8)	39.231	44.196
Corrections de valeur pour dépréciation (Notes 7 et 9)	1.128	27.125
Variations des provisions (Notes 3.l et 20)	123.318	42.336
Résultat pour variations dans le périmètre de consolidation (Note 2.g)	-	(64.462)
Autres postes de résultats	13.910	(167)
Bénéfice dans la cession d'actifs non courants (Nota 8)	210	770
Investissements comptabilisés par la méthode de la participation (Note 9)	(17)	3.301
Produits financiers	(24.437)	(10.097)
Charges financières	35.273	59.057
Changements dans le capital courant		
Créances commerciales et autres actifs courants (Notes 3.d et 12)	(102.089)	(125.597)
Stocks (Note 11)	103.276	(17.462)
Dettes commerciales	(188.077)	10.605
Autres passifs courants	147	(1.222)
Autres actifs et passifs non courants	13.731	(43.150)
Autres flux monétaires des activités d'exploitation		
Recouvrements/(Paiements) pour impôts sur les bénéfices (Note 19)	(33.265)	(27.273)
Autres recouvrements/(Paiements) d'activités d'exploitation	(5.132)	(3.540)
<b>Flux nets monétaires d'activités d'exploitation (I)</b>	<b>104.972</b>	<b>67.936</b>
<b>Flux monétaire pour les activités d'investissement:</b>		
Paiements pour investissements		
Entreprises du groupe et associées (Note 9)	(2.265)	(13.348)
Immobilisations corporelles, incorporelles et investissements immobiliers (Notes 7 et 8)	(56.166)	(44.766)
Autres actifs financiers (Notes 9 et 13)	(508.435)	(312.894)
Unité d'affaires (variations dans le périmètre)	-	-
Recouvrements pour investissements		
Immobilisations corporelles, incorporelles et investissements immobiliers (Notes 7 et 8)	215	745
Autres actifs financiers (Note 9 et 13)	125.798	133.769
Recouvrement d'intérêts	11.098	10.514
Variations dans le périmètre - Diminution de trésorerie pour perte de contrôle (Note 2.g)	-	(10.571)
<b>Flux nets monétaires des activités d'investissement (II)</b>	<b>(429.755)</b>	<b>(236.551)</b>
<b>Flux monétaires pour activités de financement:</b>		
Émission de participations par des associés externes	763	-
Acquisition de participations d'associés externes (Note 2.f)	(215)	(394)
Recouvrements/(Paiements) pour instruments de passif financier		
Émission (Notes 15 et 16)	400.893	287.267
Remboursement et amortissement (Notes 15 et 16)	(13.669)	(28.439)
Paiements pour dividendes et rémunérations d'autres instruments de patrimoine	(36.132)	(36.081)
Autres flux monétaires d'activités de financement		
Paiement d'intérêts (Note 16)	(35.165)	(20.682)
Autres recouvrements/(paiements) d'activités de financement		-
<b>Flux nets monétaires des activités de financement (III)</b>	<b>316.475</b>	<b>201.671</b>
<b>Augmentation nette monétaire et équivalents au numéraire (I+II+III)</b>	<b>(8.308)</b>	<b>33.056</b>
Numéraire et équivalent au numéraire au début de la période	86.214	55.705
Effet des variations de taux de change dans la trésorerie	(1.224)	(2.547)
<b>Numéraire et équivalents au numéraire à la fin de la période</b>	<b>76.682</b>	<b>86.214</b>

(\*) Présenté exclusivement aux effets de comparaison.

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante de l'état des flux monétaires consolidé au 31 décembre 2012.

## Annexe aux Comptes Consolidés

correspondant à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2012

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes (Groupe CAF)



### 1. NATURE ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. (ci-après CAF ou Société mère) a été constituée, pour un temps indéfini, à Saint-Sébastien (province de Guipúzcoa).

Son objet social est décrit à l'article 2 de ses Statuts Sociaux.

L'activité principale actuelle de la Société mère est la fabrication de matériel ferroviaire.

La Société mère, dans le développement de son activité, participe majoritairement dans le capital d'autres sociétés (Note 2.f).

### 2. BASES DE PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

#### a) Bases de présentation

Les comptes annuels consolidés du Groupe CAF de l'exercice 2012 ont été dressés par les Administrateurs:

- Conformément aux dispositions des Normes Internationales d'Information Financière (ci-après, IFRS) adoptées par l'Union Européenne selon le Règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil, y compris les Normes Internationales de Comptabilité (IAS), les interprétations émises par le International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) et par le Standing Interpretations Committee (SIC). La Note 3 résume les principes comptables et les critères d'évaluation les plus significatifs appliqués dans la préparation des comptes annuels consolidés ci-joints.
- En tenant compte de tous les principes et normes de comptabilité et des critères d'évaluation d'application obligatoire qui ont un effet significatif sur les comptes annuels consolidés, ainsi que les alternatives que permettent les normes à ce sujet et qui sont spécifiées à la Note 3.
- De manière à refléter l'image fidèle du patrimoine et de la situation financière, consolidés, du Groupe CAF au 31 décembre 2012, et des résultats de ses opérations, des changements dans le patrimoine net et des flux monétaires consolidés qui se sont produits dans le Groupe dans les exercices clos à cette date.
- À partir des registres de comptabilité tenus par la Société mère et les autres sociétés intégrées dans le Groupe. Toutefois, étant donné que les principes comptables et les critères d'évaluation appliqués dans la préparation des comptes annuels consolidés du Groupe (IFRS) diffèrent de ceux utilisés par les sociétés qui y sont intégrées (normes locales), on a introduit dans le processus de consolidation les ajustements et les reclassements nécessaires pour homogénéiser entre eux ces principes et critères et pour les adapter aux Normes Internationales d'Information Financière.

Les comptes annuels consolidés du Groupe CAF correspondant à l'exercice 2011 ont été approuvés par l'Assemblée Générale des Actionnaires de CAF du 2 juin 2012. Les comptes annuels consolidés du Groupe et les comptes annuels des sociétés qui y sont intégrées, correspondant à l'exercice 2012, sont en attente d'approbation par leurs Assemblées Générales d'actionnaires respectives. Cependant, le Conseil d'Administration de CAF entend que ces comptes annuels seront approuvés sans aucune modification.

#### b) Adoption des nouvelles normes et interprétations émises

Les comptes annuels consolidés du Groupe CAF correspondant à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2012 ont été les premiers dressés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière, selon les dispositions du Règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement Européen et du Conseil du 19 juillet 2002, en tenant compte de tous les principes et normes comptables et des critères d'évaluation dont l'application est obligatoire qui ont un effet significatif, ainsi que des alternatives que permet la norme à ce sujet.

Durant l'exercice annuel 2012, de nouvelles normes comptables sont entrées en vigueur et il en a donc été tenu compte dans l'élaboration des comptes annuels consolidés ci-joints.

L'entrée en vigueur de l'amendement de l'IFRS 7 « Instruments financiers: Information à fournir. Transferts d'actifs financiers » a été effective pour la première fois pour les périodes annuelles commencées après le 1er juillet 2011. Cet amendement étend les informations à fournir en ce qui concerne les transferts d'actifs financiers, quand est maintenu un type d'implication continue dans l'actif transféré.

Ainsi, bien qu'il n'affecte en rien les chiffres rapportés, l'entrée en vigueur de cette norme a représenté une augmentation des informations à fournir en ce qui concerne les contrats de factoring avec des entités financières (Note 16). Dans le premier exercice d'application l'inclusion de l'information comparative des nouveaux détails n'a pas été nécessaire

Par ailleurs, le changement fondamental de l'amendement de l'IAS 12- Impôt sur les gains introduit une exception aux principes généraux de l'IAS 12 qui affecte les impôts différés relatifs aux biens immobiliers évalués conformément au modèle de juste valeur de l'IAS 40 pour calculer les impôts différés, à savoir, que la valeur sur les livres de ces actifs sera entièrement récupérée moyennant la vente. Cet amendement n'a représenté aucun impact sur les états financiers consolidés du Groupe.

### Normes et interprétations émises qui ne sont pas en vigueur

Nous indiquons ci-après les nouvelles normes, amendements et interprétations à appliquer obligatoirement dans des exercices postérieurs à l'exercice annuel ouvert le 1er janvier 2012:

Norme	Date effective IASB	Date effective Union Européenne
IFRS 9 Instruments financiers	1er janvier 2015	En attente
IFRS 10 États financiers consolidés	1er janvier 2013	1er janvier 2014 (*)
IFRS 11 Accords conjoints	1er janvier 2013	1er janvier 2014 (*)
IFRS 12 Informations à fournir sur les participations d'autres entités	1er janvier 2013	1er janvier 2014 (*)
IAS 27 États financiers individuels (2011)	1er janvier 2013	1er janvier 2014 (*)
IAS 28 Investissements dans des associées et regroupement d'entités (2011)	1er janvier 2013	1er janvier 2014 (*)
IFRS 13 Mesure de la juste valeur	1er janvier 2013	1er janvier 2013 (**)
IFRIC 20 Frais de découverte dans la phase de production d'une mine à ciel ouvert	1er janvier 2013	1er janvier 2013 (**)
Amendement IAS 19 Rétributions au personnel	1er janvier 2012	1er janvier 2013 (**)
Amendement IFRS 7 Instruments financiers détails: Compensation d'actifs par des passifs financiers	1er janvier 2013	1er janvier 2013
Amendement IAS 32 Instruments financiers présentation: Compensation d'actifs par des passifs financiers	1er janvier 2013	1er janvier 2013 (**)
Amendement IFRS 1 Première adoption : hyperinflation grave et suppression de dates fixes	1er juillet 2011	1er janvier 2013 (**)

(\*) Application d'avance permise avec le reste du «paquet de nouvelles normes de consolidation».

(\*\*) Application d'avance permise.

### IFRS 9 Instruments financiers: classification et évaluation

L'IFRS 9 remplacera à l'avenir la partie de classification et évaluation actuelle de l'IAS 39. Il y a des différences très importantes par rapport à la norme actuelle relative aux actifs financiers, notamment, l'approbation d'un nouveau modèle de classification basé sur deux uniques catégories de coût amorti et juste valeur, la disparition des classifications actuelles des « Investissements maintenus jusqu'à l'échéance » et des « Actifs financiers disponibles pour la vente », l'analyse de détérioration seulement pour les actifs qui sont à coût amorti et la non bifurcation de dérivés incorporés dans des contrats d'actifs financiers.

En ce qui concerne les passifs financiers, les catégories de classification proposées par l'IFRS 9 sont similaires à celles qui existent actuellement dans l'IAS 39, de sorte qu'il ne devrait pas y avoir de différences très importantes sauf pour ce

qui est de l'exigence d'enregistrement des variations de la juste valeur liée au risque propre de crédit comme une composante du patrimoine, dans le cas des passifs financiers de l'option de juste valeur.

La Direction estime que la future application de l'IFRS 9 ne va pas avoir un impact significatif sur les actifs et passifs financiers actuellement enregistrés.

#### **IFRS 10 États financiers consolidés, IFRS 11 Partenariats, IFRS 12 Information à fournir sur les participations dans d'autres entités, IAS 27 (Révisée) États financiers individuels et IAS 28 (Révisée) Investissements dans des associées et regroupements d'entreprises.**

L'IFRS 10 modifie la définition de contrôle existant actuellement. La nouvelle définition de contrôle comporte trois éléments à remplir: le pouvoir sur la participée, l'exposition ou le droit aux résultats variables de l'investissement et la capacité d'utiliser ce pouvoir de manière qu'il puisse influencer le montant de ces retours.

Le Groupe est en train d'analyser quel impact aura cette nouvelle définition de contrôle dans l'ensemble des sociétés consolidées et il est probable qu'il n'entraînera aucune variation.

L'IFRS 11 Partenariats remplacera l'IAS 31 actuellement en vigueur. Le changement essentiel qu'apporte l'IFRS 11 par rapport à la norme actuelle est l'élimination de l'option de consolidation proportionnelle pour les entités contrôlées conjointement, qui seront incorporées dorénavant par mise en équivalence.

Cette nouvelle norme n'aura pas un effet significatif sur les comptes annuels consolidés du groupe, bien que l'option qui est appliquée actuellement pour la consolidation des regroupements d'entreprises soit la consolidation proportionnelle de leurs états financiers (cf. note 2.f).

Les amendements aux IAS 27 et IAS 28 sont parallèles à l'émission des nouvelles IFRS mentionnées plus haut.

Dans le cas du Groupe, ils n'auront pas d'autres impacts que ceux indiqués plus haut.

Enfin, l'IFRS 12 est une norme d'information qui regroupe toutes les conditions de révélation sur les comptes relatives aux participations dans d'autres entités (dépendantes, associées, regroupement d'entreprises ou autres participations), y compris les nouvelles exigences d'informations à fournir.

Il est donc prévisible que son entrée en vigueur représentera une extension des informations à fournir que le Groupe réalise et qui sont actuellement requises pour les participations dans d'autres entités et autres véhicules d'investissement.

#### **IFRS 13 Évaluation de la juste valeur**

Cette nouvelle norme est émise pour être la source réglementaire unique pour calculer la juste valeur d'éléments de l'actif ou du passif qui sont évalués ainsi conformément aux exigences d'autres normes. L'IFRS 13 change la définition actuelle de juste valeur et introduit de nouvelles nuances à prendre en compte, et elle augmente en outre les informations à fournir exigées en cette matière.

Le Groupe est en train d'analyser les impacts potentiels que représenterait la nouvelle définition de la juste valeur dans l'évaluation de l'actif ou du passif. Il est probable qu'elle n'entraînera pas de modifications significatives par rapport à ce qui est assumé, aux méthodes et aux calculs effectués actuellement.

#### **Amendement à l'IAS 19 Rétributions aux employés**

Le principal changement de cet amendement de l'IAS 19 affectera le traitement comptable des plans de bénéficiaires définis, puisqu'il élimine la «bande de fluctuation» selon laquelle il est actuellement possible de choisir de différer cette partie des résultats actuariels. À partir de l'entrée en vigueur de l'amendement, tous les résultats actuariels seront immédiatement reconnus dans l'autre résultat intégral pour reconnaître dans le bilan consolidé le déficit ou le surplus total du plan. Par ailleurs, le coût pour intérêts et le retour attendu des actifs du plan sont substitués dans la nouvelle version par une somme nette pour intérêts qui sera calculée en appliquant le taux d'escompte au passif (ou à l'actif) pour l'engagement. Il entraînera également des changements dans la présentation des composantes du coût dans l'état de résultat intégral, qui seront regroupés et présentés de manière différente.

Le Groupe CAF n'a pas de rétributions aux employés de ces caractéristiques, ce pourquoi l'entrée en vigueur de cet amendement n'aura aucun impact.

#### Amendements IAS 32 Instruments financiers: présentation et IFRS 7 Instruments financiers: Information à publier relative à la compensation d'actifs et passifs financiers

L'amendement à l'IAS 32 introduit une série d'éclaircissements supplémentaires dans le guide de mise en application sur les exigences de la norme afin de pouvoir compenser un actif et un passif financier dans sa présentation dans le bilan. L'IAS 32 indique déjà qu'un actif et un passif financier ne pourront être compensés que si l'entité a le droit légalement exigible au moment actuel de compenser les montants reconnus.

Le guide de mise en application modifié indique, entre autres, que pour remplir cette condition, le droit de compensation ne doit pas dépendre d'événements futurs et doit être légalement exigible, tant dans le cours normal des affaires qu'en cas de manquement, insolvabilité ou faillite de l'entité et de toutes les contreparties.

L'amendement parallèle de l'IFRS 7 introduit un alinéa spécifique de nouvelles conditions d'information à fournir pour les actifs et passifs financiers qui sont présentés à leur valeur dans le bilans et aussi pour les autres instruments financiers soumis à un accord exigible de compensation nette ou similaire, indépendamment du fait qu'ils soient présentés compensés ou non du point de vue comptable conformément à l'IAS 32.

L'entrée en vigueur de cette modification ne devrait pas entraîner un changement dans les politiques comptables, puisque l'analyse que fait le Groupe pour présenter ou non certains actifs et passifs financiers sous forme compensée est en accord avec les éclaircissements introduits dans la norme. Mais l'amendement parallèle de la norme sur les informations à fournir d'instruments financiers, quant à lui, entraînera sans doute une augmentation des informations à fournir que le Groupe réalise et qui sont actuellement requises pour ce type de situations.

#### c) Monnaie de fonctionnement

Les présents comptes annuels consolidés sont présentés en euros, puisque l'euro est la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère le Groupe. Les opérations à l'étranger sont enregistrées conformément aux politiques décrites à la Note 2.f.

La contre valeur en euros des actifs et passifs des sociétés dépendantes, dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro au 31 décembre 2012 et 2011, présente le détail suivant:

Divise	Contre valeur en milliers d'euros			
	31.12.12		31.12.11	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Peso chilien	7.060	5.600	5.677	4.553
Peso mexicain	49.411	34.625	51.082	27.996
Peso argentin	3.746	1.639	3.588	1.362
Real brésilien (Note 3.d)	806.327	586.724	558.220	351.593
Dollar des États-Unis	386.457	318.635	36.523	30.924
Livre britannique	5.297	4.293	3.163	2.429
Dinar algérien	3.726	2.834	2.848	1.892
Lire turque	16.177	12.717	11.467	8.673
Bolívar	1.113	681	463	328
Roupie indienne	3.128	2.929	2.876	2.575
Dollar Australien	392	214	203	70
Peso Colombien	2.759	2.314	1.899	1.489
Riyal Saoudien	2.670	2.254	-	-
<b>Total</b>	<b>1.288.263</b>	<b>975.459</b>	<b>678.009</b>	<b>433.884</b>

Le détail des principaux soldes de sociétés dépendantes dans une monnaie étrangère, selon la nature des concepts qui les intègrent, est le suivant:

Nature des soldes	Contre valeur en milliers d'euros			
	31.12.12		31.12.11	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Immobilisations incorporelles	180	-	267	-
Immobilisations corporelles	69.604	-	74.707	-
Immobilisations financières et impôts différés actifs	675.082	-	265.522	-
Stocks	80.219	-	135.543	-
Dettes commerciales et autres comptes à recouvrer	401.131	-	128.147	-
Autres actifs financiers courants	26.522	-	40.330	-
Numéraire et autres actifs liquides équivalents	35.525	-	33.493	-
Passif non courant	-	592.872	-	250.387
Passif courant	-	382.587	-	183.497
<b>Total</b>	<b>1.288.263</b>	<b>975.459</b>	<b>678.009</b>	<b>433.884</b>

#### d) Estimations réalisées

Dans les comptes annuels consolidés du Groupe CAF correspondant à l'exercice 2012 on a utilisé occasionnellement des estimations.

Malgré que ces estimations aient été faites en fonction de la meilleure information disponible au 31 décembre 2012 sur les faits analysés, il est possible que des événements pouvant avoir lieu à l'avenir obligent à les modifier (à la hausse ou à la baisse) dans de prochains exercices; cela serait fait conformément aux dispositions de l'IAS 8, de manière prospective, en reconnaissant les effets du changement d'estimation sur le compte de résultats consolidé correspondant.

Il n'y a pas eu de changements dans les estimations comptables par rapport à l'année 2011 qui ont eu un impact significatif sur ces comptes annuels consolidés.

#### e) Comparaison de l'information

Conformément aux exigences de l'IAS 1, l'information contenue dans cette annexe référée à l'exercice 2012 est présentée, aux effets de comparaison, avec l'information relative à l'exercice 2011.

Les comptes annuels consolidés de 2011 inclus aux effets de la comparaison ont également été dressés selon les dispositions des IFRS adoptées par l'Union Européenne, d'une manière cohérente avec celles appliquées dans l'exercice 2012.

#### f) Groupe consolidable et principes de consolidation

##### Périmètre de consolidation

Les comptes annuels consolidés ci-joints sont ceux de la Société mère et des sociétés qu'elle contrôle, étant entendu comme tel le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles pour tirer des bénéfices de leurs activités.

Les comptes annuels consolidés ci-joints correspondant à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2012 ont été préparés à partir des registres de comptabilité individuels à cette date de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. (Société Mère - Note 1) et des Sociétés dépendantes et associées détaillées ci-après:

	% de contrôle ou Influence	Siège Social	Activité	Audit
<b>Consolidées par intégration globale</b>				
<b>Sous-groupe Industriel</b>				
CAF, S.A.	Mère	Guipúzcoa	Commercial et industrielle d'équipements et de composants ferroviaires	Deloitte
CAF USA, Inc.	100%	Delaware	Fabrication	G. Thornton
CAF México, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Commercial et industrielle d'équipements et de composants ferroviaires	Deloitte
CAF Brasil Industria e Comercio, S.A.	100%	Sao Paulo	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Argentina, S.A.	100%	Buenos Aires	Réparation et entretien	Ernst&Young
CAF Rail UK, Ltda.	100%	Belfast	Réparation et entretien	Deloitte
CAF Italia, S.R.L.	100%	Rome	Réparation et entretien	Deloitte
CAF Chile, S.A.	100%	Santiago du Chili	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Francia, S.A.S.	100%	Paris	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Turquía, L.S.	100%	Istanbul	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Argelia, E.U.R.L.	100%	Alger	Fabrication et entretien	Deloitte
Trenes CAF Venezuela, C.A.	100%	Caracas	Fabrication et entretien	Deloitte
Houston LRV 100, LLC.	100%	Delaware	Fabrication	-
CAF Rail Australia Pty. Ltd.	100%	Queensland	Fabrication et entretien	-
CAF India Private Limited	100%	Delhi	Fabrication et entretien	Deloitte
CFD Bagneres, S.A.	100%	Paris	Fabrication et entretien	Deloitte
Trenes de Navarra, S.A.U.	100%	Navarre	Fabrication	Deloitte
Construcciones Ferroviarias de Madrid, S.L.U.	100%	Madrid	Fabrication	G. Thornton
Construcciones Ferroviarias - CAF Santana, S.A.	83,73%	Jaén	Fabrication	Deloitte
Tradinsa Industrial, S.A.	100%	Lérida	Réparation et entretien	Deloitte
CAF New Zealand Ltd.	100%	Auckland	Fabrication et entretien	-
CAF Systeme Feroviare SRL	100%	Bucarest	Fabrication et entretien	-
CAF Colombia, S.A.S.	100%	Medellín	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Arabia, Co.	100%	Riyadh	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Latvia SIA	100%	Riga	Fabrication et entretien	-
CAF Deutschland GmbH	100%	Munich	Fabrication et entretien	-
<b>Sous-groupe Technologique</b>				
CAF I+D, S.L. (Société Unipersonnelle)	100%	Guipúzcoa	R+D	Deloitte
CAF Power & Automation, S.L.U.	100%	Guipúzcoa	Équipements de puissance et électroniques	Deloitte
Nuevas Estrategias de Mantenimiento, S.L.	85%	Guipúzcoa	Solutions technologiques	Bsk
Urban Art Alliance for Research on Transport A.I.E.	60%	Guipúzcoa	R+D	Deloitte
Zhejiang Sunking Trainelec Traintic Electric Co, Ltd.	30%	Zhejiang	Équipements de puissance et électroniques	-

	% de contrôle ou Influence	Siège Social	Activité	Audit
CAF Transport Engineering, S.L.U.	100%	Biscaye	Ingénierie	Bsk
Centro de Ensayos y Análisis Cetest, S.L.	100%	Guipúzcoa	Essais	Bsk
Lander Simulation and Training Solutions, S.A.	57%	Guipúzcoa	Simulateurs	Bsk
Geminy, S.L.	100%	Guipúzcoa	Manuels d'opération	Bsk
Seinalia, S.L.	100%	Guipúzcoa	Signalisation	Deloitte
CAF Signalling, S.L.U.	100%	Madrid	Signalisation	Deloitte
CAF Sinyalizasyon Sistemleri Ticaret Ltd. Sirketi	90%	Istanbul	Signalisation	Deloitte
<b>Sous-groupe Services</b>				
Actren, S.A. (*)	51%	Madrid	Entretien	Deloitte
Sermanfer, S.A.	100%	Madrid	Entretien	Audyge
Sefemex, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Prestation de services	Almaguer
Corporación Trainemex, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Administration	Almaguer
Inversiones en Concesiones Ferroviarias, S.A.	100%	Guipúzcoa	Encouragement entrepreneurial	Deloitte
Urbanización Parque Romareda, S.A.	100%	Saragosse	Détention d'actions	-
Ctrens Companhia de Manutenção, S.A.	100%	Sao Paulo	Services de location	Deloitte
Provetren, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Services de location	Deloitte
Sermantren, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Prestation services	Almaguer
Ennera Energy and Mobility, S.L.	100%	Guipúzcoa	Génération d'énergie	Bsk
Ennera Inversiones en Microgeneración, S.L.U.	100%	Guipúzcoa	Génération d'énergie	Bsk
Sempere Componentes, S.L.	100%	Guipúzcoa	Commercialisation	Bsk
Miralbaida Energia XV, S.L.U.	100%	Guipúzcoa	Génération d'énergie	Bsk
GarraioTech, S.L.	100%	Guipúzcoa	Services logistiques	Bsk
<b>Sous-groupe Construction</b>				
Constructora de Sistemas Ferroviarios, S.L.	100%	Gipuzkoa	Équipement	Deloitte
Constructora Mexicana del Ferrocarril Suburbano, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Équipement	Deloitte
<b>Consolidées par la méthode de la participation (Note 9)</b>				
<b>Sous-groupe Industriel</b>				
Compañía de Vagones del Sur, S.A.	29,3%	Jaén	Fabrication	-
<b>Sous-groupe Technologique</b>				
Asirys Vision Technologies, S.A.	22,33%	Guipúzcoa	Production automatique	-
<b>Sous-groupe Services</b>				
Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V.	43,35%	Mexique D.F.	Prestation services de transport	Deloitte
Plan Metro, S.A.	40%	Madrid	Services de location	Deloitte
Consortio Traza, S.A. (**)	25%	Saragosse	Détention d'actions	Deloitte

(\*) Société consolidée par la méthode proportionnelle.

(\*\*) La Société maintient une participation de 80% dans la Société S.E.M. Los Tranvías de Zaragoza, S.A.

### Variations dans le périmètre de consolidation

Durant l'exercice 2012, ont été constituées les sociétés CAF Arabia, Co., CAF Latvia, S.I.A. et CAF Deutschland GmbH. De même, à travers CAF Power & Automation, S.L.U. (ancienne Trainelec, S.L.) ont été constituées les sociétés Urban Art Alliance for Research on Transport, A.I.E. et Zhejiang Trainelec Traintic Electric Co, Ltd.

Le 10 février 2012, à travers Ennera Energy and Mobility a été conclue l'acquisition de 100% de la société Miralbaida Energia XV, S.L., pour un montant de 3 milliers d'euros, après quoi le capital a été augmenté de 1,6 millions d'euros.

Le 16 février 2012 ont été acquis les 4,42% restants de la société Tradinsa Industrial, S.L., pour un montant de 215 milliers d'euros.

Par ailleurs, en raison de la non souscription de l'augmentation de capital par l'associé minoritaire de Garraiotech, S.L., le Groupe détient désormais 100% du capital de la société (80% en 2011).

Durant l'exercice 2012, diverses opérations de réorganisation sociétaire se sont produites au sein du groupe. D'une part, la dissolution des sociétés Agarregune, S.L.U. et Predictove Ingenieros, S.L. D'autre part, la fusion des sociétés CAF Power & Automation, S.L. (ancienne Trainelec, S.L.), Desarrollo Software Miramón 4, S.L. et Traintic, S.L., qui ont été intégrées dans le patrimoine de CAF Power & Automation, S.L. et dissoutes.

Enfin, en novembre 2012, le capital de la société Inversiones en Concesiones Ferroviarias, S.A. a été augmenté de 100 millions d'euros, dont 30 millions correspondent au capital social, et le reste à la prime d'émission. Ce montant a été entièrement libéré le 15 novembre 2012.

Durant l'exercice 2012 la dénomination sociale d'Eliop Seinalia, S.L.U. a été remplacée par celle de CAF Signalling, S.L.U., celle d'Eliop Otomatik Kontrol Sistemleri San. Ve. Tic Ltd. Sirketi par celle de CAF Sinyalizasyon Sistemleri Tikaret Ltd. Sirketi et celle de Bizkaia Ferroviaria, S.L. par celle de CAF Transport Engineering, S.L.U.

Outre la variation expliquée à l'alinéa g) suivant, les sociétés CAF New Zealand, Ltd, CAF Systeme Feroviare, S.R.L., CAF Colombia, S.A.S. et Ennera Inversiones en Microgeneración, S.L.U. ont été constituées durant l'exercice 2011.

Durant l'exercice 2011, 40% de la participation de Desarrollo Software Miramon 4, S.L. et 47,89% de la participation de Lets Ingenieros, S.L. (ensuite absorbée par Traintic, S.L.) ont été acquis, pour un montant de 250 milliers et 144 milliers d'euros, respectivement, la Groupe détenant ainsi 100% des participations des deux sociétés.

Par ailleurs, en raison de la non-souscription de l'augmentation de capital par l'associé minoritaire de Construcciones Ferroviarias - CAF Santana, S.A., le Groupe détient maintenant 83,73% de la Société (67% en 2010).

Outre les actifs et passifs acquis d'Eliop Seinalia, S.L.U. en 2010, le contrat d'achat et vente établissait l'obligation du vendeur de transmettre son pourcentage de participation (90%) à la filiale turque «Eliop Otomatik Kontrol Sistemleri San Ve Tic» pour un montant de 500 milliers d'euros. Ce montant a été payé durant l'exercice 2010, bien que la transmission effective de cette filiale ait eu lieu durant le premier semestre 2011, générant ainsi un fonds de commerce de 217 milliers d'euros (Note 7).

### Méthode de consolidation

On considère «sociétés dépendantes» celles sur lesquelles la Société mère a la capacité d'exercer le contrôle; capacité qui se manifeste quand la Société mère a la faculté de diriger les politiques financières et d'opération d'une société en participation afin de tirer des bénéfices de ses activités. Il est présumé que ce contrôle existe quand la Société mère détient la propriété, directe ou indirecte, de plus de 50% des droits politiques des sociétés en participation ou, même si ce pourcentage est inférieur, s'il y a des accords avec d'autres actionnaires de ces sociétés qui accordent leur contrôle à la Société. Les comptes annuels des sociétés dépendantes sont consolidés avec ceux de la Société mère par application de la méthode d'intégration globale. Par conséquent, tous les soldes et effets des transactions effectuées entre les sociétés consolidées qui sont significatifs ont été éliminés dans le processus de consolidation.

Par ailleurs, les «sociétés associées» sont celles sur lesquelles la Société mère a la capacité d'exercer une influence significative, mais pas le contrôle ni le contrôle conjoint. Habituellement, cette capacité se manifeste dans une participation (directe ou indirecte) supérieure à 20% des droits de vote de la société en participation. Sur les comptes annuels consolidés, les sociétés associées sont évaluées par la «méthode de la participation», c'est-à-dire, par la fraction de leur net patrimonial que représente la participation du Groupe dans leur capital, une fois pris en compte les dividendes touchés de ces sociétés et autres éliminations patrimoniales (dans le cas de transactions avec une associée, les pertes ou les gains correspondants sont éliminés dans le pourcentage de participation du Groupe dans son capital) moins toute dépréciation de valeur des participations individuelles.

Sont considérées «regroupements d'entreprises» les entreprises dans lesquelles une activité est soumise à un contrôle conjoint, le contrôle étant entendu comme le pouvoir de diriger la politique financière et d'exploitation d'une entité. Sur les comptes annuels consolidés, les regroupements d'entreprises sont intégrés par «consolidation proportionnelle», c'est-à-dire que les états financiers de chaque participant incluent la part d'actifs, de charges et de produits de l'entité contrôlée proportionnellement à la participation détenue.

#### Conversion d'états financiers en monnaie étrangère

Les états financiers en monnaie étrangère ont été convertis en euros selon la méthode de «taux de change de clôture», qui consiste à convertir tous les biens, droits et obligations en euros en utilisant le taux de change en vigueur à la date de clôture et les postes du compte de résultats au taux de change moyen de l'exercice.

La différence entre le montant des fonds propres de la société étrangère convertis au taux de change historique (sauf le solde du compte de résultats, pour ce qui a été mentionné plus haut) et la situation patrimoniale nette qui découle de la conversion des biens, droits et obligations au taux de change de clôture à partir du 1er janvier 2004 sont enregistrés dans le Patrimoine Net du bilan consolidé au poste «Différences de conversion» après déduction de la part de cette différence qui correspond aux intérêts minoritaires, qui sont enregistrés au compte «Patrimoine Net - Intérêts minoritaires».

#### g) Résultat d'opérations interrompues et actifs maintenus pour la vente

##### Opérations interrompues

Nous présentons ci-dessous la décomposition du solde du chapitre «Résultats de l'exercice issus d'opérations interrompues» du compte de résultats consolidé au 31 décembre 2011:

	<b>Milliers d'euros</b>
	<b>2011</b>
Résultat d'opérations interrompues : bénéfice (perte)	(27.228)
Gains (perte) pour vente	39.070
<b>Total</b>	<b>11.842</b>

Le 25 août 2005, le Secrétariat aux Communications et Transport du Mexique a accordé à la société Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V. une concession pour l'exploitation d'une ligne de chemin de fer au Mexique (Note 7).

En raison de divers retards dans l'implantation des services et infrastructures non imputables à CAF, les résultats de cette concession depuis sa mise en marche ont été inférieurs à ceux espérés.

C'est pourquoi, le 30 décembre 2011, la société mère a décidé avec le Secrétariat aux Communications et Transports du Gouvernement Fédéral des États-Unis Mexicains (la «SCT») et le Fonds National d'Infrastructure (le «Fonds»), de procéder à une restructuration financière de la Concession pour l'Exploitation de la Ligne de Chemin de Fer Suburbain entre les localités mexicaines de Cuautitlán et Buenavista (la «Concession») exploitée par la société filiale Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V. («FFSS»).

Les aspects les plus remarquables de cette restructuration financière ont été les suivants:

- Il a été convenu d'augmenter le capital de FFSS pour compensation de crédits (fonds contingent pour la dette) en faveur du Fonds, augmentation qui a été intégralement souscrite par ce dernier. En vertu de cette opération, le Fonds a acquis 49% de la société, la participation préalable de 85% du groupe CAF se dilue et se réduit à 43%.
- Le Fonds a accordé à FFSS un nouvel appui récupérable, moyennant l'augmentation du fonds contingent pour la dette existante jusqu'à cette date à un montant de 2.340 millions de pesos.
- La durée de validité de la Concession a été prolongée jusqu'en 2050.

À la suite de ces accords, les résultats économiques de FFSS en 2012 sont consolidés dans les états financiers du Groupe CAF par la méthode de mise en équivalence, puisque le Groupe CAF n'exerce pas de contrôle sur cette participation (Note 9). Dans l'exercice 2011 a été effectué le calcul de la juste valeur de l'investissement moyennant l'estimation des flux attendus en considérant certaines hypothèses d'affluence de voyageurs et autres, ainsi que les paiements prévus aux fournisseurs dans le processus d'arbitrage achevé en 2012 (Note 25).

Par conséquent, étant donné que cette opération a rempli toutes les conditions établies par les IAS 27 et IFRS 5 au sujet des pertes de contrôle et actifs non courants maintenus pour la vente, ces activités ont été classées comme interrompues dans l'exercice 2011. L'information relative aux actifs et passifs affectés à cette activité ainsi qu'aux résultats et flux de trésorerie correspondants des exercices 2010 et 2011 jusqu'au moment de la perte de contrôle est fournie dans les comptes consolidés du Groupe correspondant à l'exercice 2011.

#### **h) Correction d'erreurs**

Dans l'élaboration des comptes annuels consolidés ci-joints aucune erreur significative n'a été détectée qui aurait supposé de ré-exprimer les montants inclus dans les comptes annuels consolidés de 2011

### **3. PRINCIPES ET POLITIQUES COMPTABLES ET CRITÈRES D'ÉVALUATION APPLIQUÉS**

Les principales normes d'évaluation utilisées par le Groupe CAF dans l'élaboration de ses comptes annuels consolidés au 31 décembre 2012 et 2011, ont été les suivantes:

#### **a) Immobilisations incorporelles**

Les applications informatiques et les projets de développement dont la réussite technique et commerciale n'offre aucun doute, sont évalués à leur coût d'acquisition (ou au coût cumulé de fabrication appliqué selon les normes d'évaluation des stocks - Note 3.e, selon les cas). Les applications informatiques sont amorties linéairement sur une période de cinq ans après leur acquisition (Note 7). Les projets de développement sont amortis linéairement sur 5 ans après leur acquisition ou achèvement, ou sont récupérés comme coût supérieur des contrats obtenus dans cette période relatifs au développement, auquel cas ils sont transférés aux stocks (Note 7).

Le fonds de commerce figure à l'actif quand sa valeur apparaît en vertu d'une acquisition onéreuse, dans le contexte d'un regroupement d'entreprises. Le fonds de commerce est assigné à chacune des unités génératrices d'argent sur lesquelles on espère que retombent les bénéfices du regroupement d'entreprises, et il n'est pas amorti. À sa place, les unités génératrices d'argent sont soumises, au moins une fois par an, à un test de dépréciation selon la méthodologie indiquée dans la Note 3.c. Dans ce cas, la correction de valeur correspondante est enregistrée.

Les corrections de valeur pour dépréciation reconnues dans le fonds de commerce ne font pas l'objet d'une réversion dans des exercices postérieurs.

## b) Immobilisations corporelles

Les éléments du poste «Immobilisations corporelles» sont évalués à leur coût d'acquisition modifié, le cas échéant, par les diverses dispositions légales, dont la «Norme Forale» 11/1996, du 5 décembre, et la «Norme Forale» 13/1991, du 13 décembre (spécifiques du pays basque) qui, selon les IFRS, les considère comme part du coût de ces actifs, et par l'alternative incluse dans la IFRS 1 selon laquelle on considère comme valeur de coût attribuée pour certains actifs concrets la juste valeur à la date de transition.

Les coûts d'agrandissement, de modernisation ou d'amélioration qui représentent une augmentation de la productivité, de la capacité ou du rendement, ou un allongement de la vie utile des biens, sont capitalisés comme coût augmenté des biens correspondants.

Les travaux que les sociétés consolidées réalisent pour leurs propres immobilisations sont enregistrés au coût cumulé de fabrication, appliqué conformément aux politiques comptables des stocks (Note 3.e).

L'amortissement des éléments des immobilisations corporelles s'effectue en suivant la méthode linéaire moyennant l'application des pourcentages résultants des années suivantes de vie utile estimée:

	<b>Années de vie utile estimée</b>
Constructions	25 – 50
Installations techniques et machines	6 – 10
Autres installations, outillage et mobilier	3 – 10
Autres immobilisations	10 – 20

En général, pour les immobilisations qui requièrent une période de temps supérieure à un an pour être en état d'usage, les coûts capitalisés incluent les charges financières générées avant la mise en état de fonctionner du bien et qui ont été tirées par le fournisseur ou correspondent à des prêts de financement extérieur, spécifique ou générique, directement attribuable à son acquisition ou à sa fabrication.

## c) Dépréciation de la valeur des actifs

À la date de clôture, le Groupe CAF analyse la valeur de ses actifs non courants pour déterminer s'il y a un indice que ces actifs ont subi une perte pour dépréciation. Dans l'hypothèse où un tel indice existe, une estimation du montant récupérable de cet actif est faite pour déterminer le montant de l'assainissement dans le cas où finalement il est nécessaire. Le montant récupérable est celui qui est le plus élevé, entre la valeur de marché moins le coût de sa vente et la valeur en usage, celle-ci étant entendue comme la valeur actuelle des flux de caisse futurs estimés.

Dans le cas où le montant récupérable est inférieur à la valeur nette de l'actif sur les livres, la perte correspondante pour dépréciation est enregistrée pour la différence, en charge du poste «Dépréciation et résultat pour cession d'immobilisations» du compte de résultats consolidé ci-joint et au crédit du poste «Immobilisations corporelles» ou «Immobilisations incorporelles», dans chaque cas, du bilan de situation consolidé ci-joint.

Les pertes pour dépréciation reconnues sur un actif dans des exercices antérieurs sont reversées quand se produit un changement dans les estimations sur leur montant récupérable, en augmentant la valeur de l'actif jusqu'à hauteur de la valeur sur les livres qu'aurait eue l'actif si l'assainissement n'avait pas été effectué, sauf dans le cas de l'assainissement du fonds de commerce, qui n'est pas réversible.

Durant les exercices 2012 et 2011 quelques dépréciations ont été enregistrées dans les immobilisations incorporelles et corporelles (Notes 7 et 8) après avoir fait les analyses pertinentes.

## d) Instruments financiers

### Créances et autres comptes à recouvrer

Ils sont évalués au moment de leur reconnaissance dans le bilan consolidé à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif.

On enregistre les corrections correspondantes pour la différence qui existe entre le montant à récupérer des comptes à recouvrer et la valeur sur les livres à laquelle ils sont enregistrés conformément à ce qui est indiqué au paragraphe précédent. Aux 31 décembre 2012 et 2011 il existe quelques comptes à recouvrer à long terme sans intérêt explicite, essentiellement avec diverses Administrations Publiques (Note 9). Dans ce sens, à la clôture de l'exercice 2011, le Groupe a doté un montant de 15.387 milliers d'euros en charge de la rubrique «Charges financières» pour l'effet de l'actualisation financière des comptes à recouvrer à long terme sans intérêt explicite. Durant l'exercice 2012, le Groupe a recouvré une partie des comptes dont il estimait le délai à long terme après que certains de ses clients, à travers des actions ponctuelles, ont obtenu le financement nécessaire pour faire face aux engagements contractés. C'est pourquoi le Groupe a reversé un montant de 12.361 milliers d'euros au crédit de la rubrique «Produits financiers» du compte de résultats ci-joint (Note 9).

Le Groupe dote une provision pour couvrir les dettes en situation irrégulière pour paiement tardif, suspension des paiements, insolvabilité ou autres causes, après une étude individualisée de leur comptabilité. Durant les exercices 2012 et 2011 le mouvement net de la provision existante pour dépréciation des comptes à recouvrer, en plus de celui indiqué dans la Note 9 pour l'effet d'actualisation, a été une dotation d'environ 195 milliers et 451 milliers d'euros, respectivement (Note 12).

Par ailleurs, le Groupe annule les soldes de clients pour le montant des cessions de crédit dès que la Société a transféré substantiellement tous les risques et droits inhérents à la propriété de ces crédits (factoring sans recours). Des soldes n'étaient cédés ni au 31 décembre 2012, ni au 31 décembre 2011.

### Investissements financiers

Le Groupe, conformément aux critères de classement fixés par l'IAS 39, maintient ses investissements financiers dans les catégories suivantes:

- (1) Prêts et autres comptes à recouvrer à long terme. Ils sont évalués initialement à leur juste valeur et, ensuite, à leur coût amorti, en utilisant le taux d'intérêt effectif. On entend par coût amorti le coût initial moins les recouvrements du principal et toute réduction pour dépréciation ou impayé. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la valeur initiale à la totalité des flux.
- (2) Investissements à maintenir jusqu'à l'échéance. Ils correspondent aux investissements à échéance fixe que le Groupe veut et à la capacité de maintenir jusqu'à leur échéance. Ces investissements sont également évalués initialement à leur juste valeur et, ensuite, à leur coût amorti.
- (3) Actifs financiers négociables évalués à la valeur de marché à travers le compte de résultats consolidé. Ce sont des actifs qui présentent l'une des caractéristiques suivantes:
  - Ils ont été classés comme une valeur négociable dès leur acquisition pour tirer un bénéfice à court terme moyennant des fluctuations de leur prix.
  - Dérivés financiers à condition qu'ils n'aient pas été désignés dans une liste de couverture.
  - Ils ont été inclus dans cette catégorie d'actifs dès leur reconnaissance initiale.

Au 31 décembre 2012 et 2011 le Groupe ne dispose pas d'actifs classés dans cette catégorie.

- (4) Actifs financiers disponibles pour la vente. Ils sont évalués à leur juste valeur. Dans cette catégorie sont inclus les actifs financiers acquis qui ne se maintiennent pas dans une intention de négociation, non qualifiés comme

investissement à terme ou à juste valeur avec des changements dans le résultat, et qui correspondent presque tous à des investissements financiers en capital. Ces investissements figurent également au bilan de situation consolidé à leurs valeurs de marché qui, dans le cas de sociétés non cotées, est obtenue à travers des méthodes alternatives, comme la comparaison avec des transactions similaires ou, si l'on dispose d'information suffisante, par l'actualisation des flux de caisse espérés. Les variations de cette valeur de marché sont enregistrées au débit ou au crédit du poste «Ajustements pour changement de valeur» du bilan de situation consolidé, jusqu'au moment où se produit la cession de ces investissements, où le montant cumulé à ce poste, relatif à ces investissements, est imputé intégralement au compte de résultats consolidé.

Les investissements financiers en capital de sociétés non cotées, dont la valeur de marché ne peut être mesurée de manière fiable à travers des méthodes alternatives comme celles citées au paragraphe antérieur, sont évalués au coût d'acquisition.

La Direction du Groupe CAF détermine le classement qui convient le mieux pour chaque actif au moment de l'acquisition.

#### **Trésorerie et autres actifs liquides équivalents**

À ce poste du bilan consolidé ci-joint, on enregistre l'argent en caisse et les dépôts à vue.

#### **Dettes commerciales et autres comptes à payer**

Les comptes à payer sont initialement évalués à leur valeur de marché et, ensuite, au coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif.

#### **Dettes avec des établissements de crédit et autres passifs financiers**

Les dettes avec des établissements de crédit et autres passifs financiers sont enregistrées initialement pour l'argent reçu, net des coûts encourus dans la transaction, c'est-à-dire, équivalent à l'application postérieure de la méthode de coût amorti en employant pour cela le taux d'intérêt effectif. Les charges financières sont comptabilisées, selon le critère de production, au compte de résultats consolidé, en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, et sont ajoutées au montant sur les livres de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas liquidées dans la période où ils se produisent (Note 16).

#### **Instruments financiers dérivés**

Le Groupe utilise ces instruments dans des opérations de couverture tant des travaux sous contrat que dans certains investissements dans des sociétés en participation, pour couvrir les risques de variations dans les taux de changement auxquelles elles sont exposées. De cette façon, le Groupe CAF a souscrit des contrats d'achat - vente de forwards dénommés principalement en dollars américains, pesos mexicains, livres sterling, réis brésiliens et couronnes suédoises (Note 17).

Par ailleurs, certaines sociétés ont des contrats de couverture de taux d'intérêt (Note 17)

Le Groupe révisé les critères nécessaires pour qu'un dérivé financier soit considéré de couverture, afin d'accomplir les exigences de (1) Couverture d'un des trois types de risque suivants («couverture de justes valeurs», «couverture de flux monétaires» ou «couverture d'investissements nets dans des affaires à l'étranger»); (2) Éliminer efficacement le risque inhérent à l'élément position couvert durant tout le délai prévu de couverture, et (3) Avoir documenté correctement que la concertation du dérivé financé a eu lieu spécifiquement pour servir de couverture de certains soldes ou transactions et le mode selon lequel on pensait obtenir et mesurer cette couverture, dès l'instant qu'il est cohérent avec la gestion des risques que mène le Groupe.

Le Groupe CAF a défini les objectifs et politiques de gestion de risques financiers, dans lesquels est établie, par écrit, tant la politique de concertation de dérivés que la stratégie de couverture.

Ces instruments financiers sont évalués initialement à leur valeur d'acquisition. Postérieurement, les variations dans la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ont été conçus et rendus effectifs comme couvertures sont enregistrés comme suit:

- Dans les couvertures de justes valeurs, les différences produites tant dans les éléments de couverture que dans les éléments couverts - en ce qui concerne le taux de risque couvert -, sont reconnus directement au poste «Résultat financier» du compte de résultats consolidé ci-joints. Le Groupe enregistre comme couverture de justes valeurs celles concertées pour des travaux quand sont remplies les conditions nécessaires pour ce type de couvertures (existence d'un engagement ferme).
- Dans les couvertures de flux de trésorerie, les différences d'évaluation surgies dans la part de couverture efficace des éléments de couverture sont enregistrées transitoirement au poste de patrimoine «Ajustements dans le patrimoine pour évaluation». Ce critère est celui employé par le Groupe pour la couverture des travaux dans lesquels le risque couvert n'est pas un engagement ferme et signé mais une transaction future fortement probable. Dans la mesure où la transaction hautement probable se traduit par un engagement ferme, les montants antérieurement reconnus dans le patrimoine sont reclassés dans les résultats.
- Dans les couvertures d'investissements nettes en affaires à l'étranger, les différences d'évaluation surgies dans la part de couverture efficace des éléments de couverture sont enregistrées transitoirement au poste du patrimoine «Différences de conversion». Cette couverture a été employée pour les fonds propres de CAF USA, Inc., Provetren S.A. de C.V. et CAF Brasil Industria e Comercio, S.A.

#### e) Évaluation des stocks

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements et de produits commerciaux sont évalués au prix moyen d'acquisition ou au prix de marché, si ce dernier est inférieur.

Les produits en cours, finis et semi-finis, sont présentés nets des coûts déjà réglés, conformément à la procédure décrite à la Note 3.f, et sont évalués en fonction des critères suivants:

1. Matériaux et charges imputés à chaque chantier, à leur prix moyen d'acquisition ou coût de production.
2. Charges de transformation, en fonction de taux horaires standard d'absorption des coûts de main-d'œuvre et les charges directes et indirectes de fabrication qui ne diffèrent pas significativement des taux horaires réels.
3. Coûts pour intérêts calculés en fonction des besoins de financement directement assignable à chacun des contrats.

#### f) Reconnaissance de produits et résultats

Pour les contrats de construction, le Groupe suit en général le critère d'enregistrer les produits et résultats correspondant à chaque contrat en fonction de leur degré d'avancement estimé, obtenu en fonction du pourcentage que représente le nombre d'heures imputées au contrat sur le total d'heures prévues au budget qui est cohérent avec d'autres méthodes de détermination de l'avancement en fonction des coûts engagés par rapport au budget. Les pertes qui pourraient se produire dans les projets dont les contrats sont signés, sont enregistrées à leur montant total, au moment où ces pertes sont connues ou peuvent être estimées.

Une fois que le résultat prévu dans chaque contrat a été déterminé, le Groupe applique les correcteurs suivants pour déterminer le résultat et les produits:

- Avec un degré d'avancement de 0 à 10%, aucun bénéfice ni produit ne sont enregistrés.
- À partir de 10% de degré d'avancement, on enregistre un pourcentage de bénéfices et produits équivalent au degré d'avancement.

En fonction des produits réalisés, du résultat prévu dans chaque contrat (obtenu comme indiqué aux paragraphes antérieurs) et du degré d'avancement, les stocks sont rayés pour le montant des coûts réglés en charge du compte de

résultat consolidé correspondant et au crédit du poste «Stocks», enregistré en déduisant les «Stocks» de l'actif du bilan consolidé (Note 11).

Par ailleurs, les ventes de produits, essentiellement des appareils de roulement, sont enregistrées au moment où les biens sont transmis et la propriété cédée.

#### **g) Avances de clients et production exécutée**

La différence entre les produits reconnus pour chaque chantier (Note 3.f) et le montant facturé pour celui-ci est enregistrée de la manière suivante:

- Si elle est positive, comme «Production exécutée en attente de facturation» dans «Créances commerciales et autres comptes à recouvrer - Clients pour ventes et prestations de services» (Note 11).
- Si elle est négative, comme «Dettes commerciales et autres comptes à payer - Avances reçues pour commandes - Autres dettes» (Note 11).

#### **h) Transactions et autres engagements en monnaie étrangère**

Les actifs et passifs en devise des sociétés étrangères consolidées ont été convertis en euros selon l'explication de la Note 2.f. Les autres actifs et passifs non monétaires en devise ont été évalués au taux de change en vigueur à la clôture de chaque exercice, les différences de taux de change positives et négatives entre le taux de change comptabilisé et le taux de change de clôture étant imputées aux résultats. Les opérations réalisées en monnaie étrangère dans lesquelles le Groupe CAF a décidé de mitiger le risque de taux de change par la concertation de dérivés financiers sont enregistrées selon les principes écrits dans la Note 3.d.

#### **i) Classement de dettes entre court («courant») et long terme («non courant»)**

Dans le bilan de situation consolidé ci-joint, les dettes sont classées en fonction des échéances à la clôture de l'exercice. Elles sont considérées à court terme quand leur échéance est inférieure à douze mois et à long terme au-delà.

#### **j) Subventions officielles**

Pour comptabiliser les subventions reçues, les sociétés du Groupe suivent les critères suivants:

1. Les subventions de capital sont enregistrées comme une moindre valeur de l'actif subventionné au moment de leur concession définitive, pour le montant accordé, et elles sont versées aux résultats selon le rythme d'amortissement des actifs subventionnés.
2. Les subventions à l'exploitation sont versées aux résultats au moment de leur concession définitive, moyennant la réduction des coûts subventionnés.

#### **k) Prestations post-emploi**

Les obligations légales et contractuelles des sociétés consolidées envers une partie de leur personnel pour retraites et décès sont dotées moyennant le paiement d'une prime par un apport et une prestation définitifs aux fonds externes déposés ou en cours d'externalisation auprès de compagnies d'assurances indépendantes (Note 24). Le montant apporté en 2012 et 2011 pour diverses collectivités de son personnel s'est élevé à 3.874 milliers et 4.938 milliers d'euros, respectivement, en charge du poste «Charges de personnel - Autres charges» du compte de résultats consolidé ci-joint. Le Groupe n'a aucun paiement en attente ni déficits actuariels au 31 décembre 2012 et 2011 à ce titre. Par ailleurs, la Société mère, en vertu de la convention collective applicable, apporte en plus 1,75% du salaire de base annuel de tout le personnel de la Société mère à une entité de prévoyance sociale (Note 22).

Par ailleurs, les Administrateurs de la Société mère, d'après les conclusions de l'étude de leurs conseillers légaux, ont considéré dans l'exercice 2006 la consolidation d'un droit historique avec certains de leurs employés. Conformément au principe de production, le Groupe a enregistré une provision d'un montant de 34 milliers d'euros (989 milliers d'euros au 31 décembre 2011), enregistrée au poste «Dettes commerciales et autres comptes à payer - Autres dettes» du bilan consolidé au 31 décembre 2012 et calculée par un expert indépendant. Ce montant est la différence entre la valeur actuelle des engagements de prestation définie et la juste valeur des actifs qui remplissent les conditions pour être considérés comme des «actifs rattachés». Les modifications futures de l'engagement assumé seront enregistrées contre le compte de résultats de l'exercice correspondant. Durant les exercices 2012 et 2011, le Groupe a effectué des paiements d'un montant de 762 milliers et 360 milliers d'euros et a reversé 193 milliers et a doté 418 milliers d'euros, respectivement, en charge de la rubrique «Charges de personnel - Traitements et salaires» du compte de résultats consolidé ci-joint (Notes 15, 18 et 22).

Dans les hypothèses de l'étude actuarielle réalisée par un tiers indépendant, ont été déduits les engagements futurs à un taux de marché et compte tenu d'augmentations salariales similaires à celles appliquées par le passé.

Enfin, certaines sociétés dépendantes ont des engagements d'apport défini avec leurs employés par obligation des législations des pays dans lesquels elles se trouvent, la provision enregistrée à ce titre aux rubriques «Provisions non courantes» et «Provisions courantes» au 31 décembre 2012 s'élevant respectivement à 1.047 milliers et 233 milliers d'euros (427 milliers et 553 milliers d'euros au 31 décembre 2011 - Note 20).

#### **l) Retraites anticipées et indemnités d'arrêt**

Au 31 décembre 2012, les postes «Passifs financiers non courants - Autres actifs financiers» et «Dettes commerciales et autres comptes à payer - Autres dettes» du bilan de situation consolidé ci-joint incluent des montants de 5.556 milliers et 3.347 milliers d'euros respectivement (7.029 milliers et 3.535 milliers d'euros dans l'exercice 2011), qui correspondent à la valeur actuelle estimée par les Administrateurs de la Société mère des paiements futurs à verser aux travailleurs qui, en décembre 2012, avaient des contrats de relève. La dotation à cette provision a été enregistrée en charge du poste «Charges de personnel - Traitements et salaires» du compte de résultats consolidé (Notes 18 et 22) pour un montant de 2.354 milliers d'euros (3.423 milliers d'euros dans l'exercice 2011).

#### **m) Impôt sur les Sociétés**

La charge correspondant à l'impôt sur les sociétés et aux impôts de nature similaire applicables aux sociétés étrangères consolidées est reconnue sur le compte de résultats consolidé, sauf si elle est la conséquence d'une transaction dont les résultats sont enregistrés dans le patrimoine net, auquel cas l'impôt correspondant est enregistré aussi dans le patrimoine net.

La charge correspondant à l'impôt sur les bénéfices de l'exercice est calculée comme la somme de l'impôt courant résultant de l'application du taux d'imposition sur la base imposable de l'exercice, après avoir appliqué les déductions fiscalement admissibles, plus la variation des actifs et des passifs pour impôts anticipés et différés et les crédits fiscaux, tant pour les bases imposables négatives que pour les déductions.

Les actifs et passifs pour impôts différés incluent les différences temporaires identifiées comme les montants à payer ou récupérables pour les différences entre les montants sur les livres des actifs et des passifs sur les états financiers consolidés et leur valeur fiscale, ainsi que les bases imposables négatives en attente de compensation et les crédits pour déductions fiscales, non appliqués fiscalement. Ces montants sont enregistrés en appliquant à la différence temporaire ou au crédit qui correspond le taux d'imposition auquel on espère les récupérer ou les régler.

On reconnaît des impôts différés passifs pour toutes les différences temporaires imposables sauf, en général, si la différence temporaire provient de la reconnaissance initiale d'un fonds de commerce. De leur côté, les impôts différés actifs, identifiés avec les bases imposables négatives, déductions en attente de compensation et les différences temporaires, ne sont reconnus que dans le cas où il est estimé probable que les sociétés consolidées aient à l'avenir suffisamment de gains fiscaux contre lesquels pourvoir les rendre effectifs, la période considérée dans le Groupe consolidé CAF étant la période couverte par le portefeuille de commandes.

Selon les IFRS, les actifs et passifs pour impôts différés sont classés comme des actifs et passifs non courants.

## n) Locations

Le Groupe CAF classe comme leasing les contrats de location dans lesquels le loueur transmet au locataire tous les risques et bénéfices de la propriété du bien. Les autres locations sont classées comme locations d'exploitation.

Dans les opérations de leasing dans lesquelles le Groupe agit en tant que loueur, un crédit pour la valeur actuelle des paiements minimums à toucher pour la location, plus la valeur résiduelle de l'actif, est reconnu dès le départ, escompté au taux d'intérêt implicite du contrat. La différence entre le crédit enregistré dans l'actif et la somme à recouvrer, correspondant aux intérêts non échus, est imputée au compte de résultats de l'exercice à mesure qu'ils arrivent à échéance, selon la méthode du taux d'intérêt effectif (Note 9).

Au 31 décembre 2012, le Groupe a divers contrats de location d'exploitation pour lesquels il a enregistré durant les exercices 2012 et 2011 un montant de 6.423 milliers et 5.948 milliers d'euros, respectivement, en charge de la rubrique «Autres charges d'exploitation» du compte de résultats ci-joint. La Société prévoit de continuer de louer ces biens (essentiellement des équipements pour le traitement de l'information et des immeubles), dont les coûts sont référencés à l'IPC.

Les engagements de paiement pour des exercices futurs en ce qui concerne des locations d'exploitation en vigueur au 31 décembre 2012 s'élèvent à 16.955 milliers d'euros dans les prochaines années, dont 4.792 milliers d'euros pour 2013.

Les charges générées dans les immeubles actifs loués sont imputées au poste «Autres charges d'exploitation» du compte de résultats consolidé durant la vie du contrat, suivant le critère de production.

## ñ) Provisions et contingences

Les Administrateurs de la Société mère dans la formulation des comptes annuels consolidés font la différence entre:

- a) Provisions: soldes créditeurs qui couvrent des obligations actuelles dérivées d'événements passés, dont il est probable que l'annulation entraîne une sortie de ressources, mais qui sont indéterminés quant à leur montant et/ou au moment de l'annulation.
- b) Passifs contingents: obligations possibles surgies par suite d'événements passés, dont la matérialisation future est conditionnée au fait que se produisent un ou plusieurs événements futurs indépendants de la volonté du Groupe.

Les comptes annuels consolidés reprennent toutes les provisions par rapport auxquelles il est estimé que le fait de devoir couvrir l'obligation est plus probable que le contraire. Les passifs contingents ne sont pas reconnus sur les comptes annuels consolidés, mais une information en est donnée dans les notes de l'annexe consolidée, dans la mesure où ils ne sont pas considérés fortuits.

La compensation à toucher d'un tiers au moment de la liquidation de l'obligation, s'il n'y a pas de doute au sujet de son remboursement, est enregistrée comme actif, sauf dans le cas où il existe un lien légal selon lequel a été extériorisée une partie du risque, et en vertu duquel le Groupe n'est pas tenu de répondre. Dans cette situation, la compensation sera prise en compte pour estimer le montant auquel figurera la provision correspondante, le cas échéant.

En vertu de la législation en vigueur, le Groupe est tenu au paiement d'indemnités aux employés avec lesquels, sous certaines conditions, il cesse ses relations de travail. Par conséquent, les indemnités pour licenciement susceptibles de quantification raisonnable sont enregistrées comme une charge dans l'exercice dans lequel est prise la décision du licenciement. Sur les comptes annuels consolidés ci-joints, aucune provision n'a été dotée à ce titre, puisqu'aucune situation de cette nature n'est prévue.

## o) Aspects environnementaux

Le Groupe suit le critère d'enregistrer les investissements environnementaux à leur coût d'acquisition ou de production, net de leur amortissement cumulé, en les classant au poste correspondant des immobilisations en fonction de leur nature (Notes 8 et 21.c).

Les charges encourues par exigence de la législation environnementale applicable sont classées par nature au poste «Autres charges d'exploitation» du compte de résultats consolidé ci-joint (Note 21.c).

Dans l'exercice 2006, a été approuvé le Décret Royal 1370/2006 portant régulation du Plan National de Droits d'Émission de CO<sub>2</sub> pour la période 2008-2012, modifié par la suite par le RD 1030/2007. Selon cette norme, le Groupe devra disposer de droits pour les émissions de CO<sub>2</sub>, à partir du 1er janvier 2008. Le Décret Royal a approuvé l'assignation gratuite de droits d'émission individualisée pour chaque installation pour la période 2008-2012, en vertu de quoi des droits ont été assignés au groupe pour émettre 154.365 tonnes de CO<sub>2</sub> dans cette période. Dans le cas où les émissions dépasseraient le volume de droits assignés, il faudrait acquérir des droits d'émission sur le marché.

De même, en vertu du Règlement (UE) n° 601/2012 de la Commission du 21 juin 2012, sur le suivi et la notification des émissions de gaz à effet de serre, la Société mère a présenté la demande et a transmis le Plan de suivi pour la période 2013-2020, étant actuellement dans l'attente de son approbation.

À partir de 2005 les sociétés européennes qui provoquent des émissions de CO<sub>2</sub> dans leur activité doivent remettre dans les premiers mois de l'exercice suivant des droits d'émission de CO<sub>2</sub> équivalents aux émissions produites dans l'exercice.

Durant les exercices 2012 et 2011, le Groupe a produit des émissions de 15.570 et 17.087 tonnes respectivement, pour des droits de 30.927 et 30.927 tonnes respectivement qui lui étaient accordés pour chacun des exercices, ce pourquoi le Groupe n'a enregistré aucun passif à ce titre à la clôture de l'exercice. Durant l'exercice 2012 des droits d'émission ont été vendus pour un montant de 81 milliers d'euros, enregistrés dans «Autres produits d'exploitation» du compte de résultats consolidé ci-joint.

#### **p) Produits et charges**

Les produits et charges sont imputés en fonction du critère de production, c'est-à-dire, quand se produit le courant réel des biens et services qu'ils représentent, indépendamment du moment où a lieu le flux monétaire ou financier qui en dérive.

Selon le principe de prudence, le Groupe ne comptabilise que les bénéfices obtenus à la date de clôture de l'exercice, tandis que les risques prévisibles et les pertes, même éventuelles, sont comptabilisés dès qu'ils sont connus.

Les intérêts obtenus d'actifs financiers sont reconnus, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et les dividendes, quand est déclaré le droit de l'actionnaire à les toucher. Quoi qu'il en soit, les intérêts et dividendes d'actifs financiers générés après l'acquisition sont reconnus comme des produits sur le compte de résultats.

La rubrique «Autres passifs non courants» du bilan consolidé ci-joint aux 31 décembre 2012 et 2011 reprend le montant correspondant aux produits touchés d'avance destiné à faire face aux coûts estimés de grandes réparations à réaliser dans le cadre de contrats de maintenance.

#### **q) État des flux de trésorerie**

Dans l'état des flux de trésorerie consolidé, préparé selon la méthode indirecte, on utilise les expressions suivantes avec le sens indiqué:

- Flux de trésorerie: entrées et sorties d'argent liquide et de ses équivalents.
- Activités d'exploitation: activités typiques des sociétés qui forment le Groupe consolidé, et autres activités qui ne peuvent pas être classées comme d'investissement ou de financement.
- Activités d'investissement: celles d'acquisition, cession ou disposition par d'autres moyens. d'actifs à long terme et autres investissements non inclus dans l'argent et ses équivalents.
- Activités de financement: activités qui entraînent des changements dans la taille et la composition du patrimoine net et des passifs qui ne font pas partie des activités d'exploitation.

#### r) Bénéfices par action

Le bénéfice de base par action est calculé comme le quotient de la division du bénéfice net de la période attribuable à la Société mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant cette période.

Dans le cas des comptes annuels consolidés du Groupe CAF correspondant aux exercices annuels clos les 31 décembre 2012 et 2011, le bénéfice de base par action coïncide avec le dilué, puisque il n'y a pas eu d'actions potentielles en circulation durant cet exercice.

#### s) Opérations en discontinuité

Une opération en discontinuité est une ligne d'activité suffisamment significative qu'il a été décidé d'abandonner et/ou de céder, dont les actifs, les passifs et les résultats peuvent être distingués physiquement, opérationnellement et aux effets d'information financière. Les produits et charges des opérations en discontinuité sont présentés séparément sur le compte de résultats consolidé.

Durant l'exercice 2011 la concession de la ligne Buenavista-Cuautitlán dans la ville de Mexico a connu une discontinuité (Notes 2.g et 6).

#### t) Transactions avec des sociétés rattachées

Le Groupe réalise toutes ses opérations avec des rattachées aux valeurs de marché. En outre, les prix de transfert sont bien supportés, ce pourquoi les Administrateurs de la Société mère considèrent qu'il n'y a pas de risques significatifs à ce sujet dont pourraient découler des passifs futurs importants.

#### u) Concessions administratives

Les contrats de concessions entre une entité publique concédante et des sociétés du Groupe CAF pour prêter des services publics tels que services de maintenance préventive, corrective et de révision des différentes lignes ferroviaires par l'exploitation de l'infrastructure. Par ailleurs, les produits dérivés de la prestation du service peuvent être touchés directement auprès des utilisateurs ou parfois, à travers l'entité concédante elle-même, qui régule les prix pour prestation du service.

Le droit de concession suppose généralement le monopole de l'exploitation du service concédé pour un temps déterminé, au bout duquel l'infrastructure affectée à la concession nécessaire pour prêter le service est reversée à l'entité concédante, généralement sans contreprestation. C'est une caractéristique nécessaire que le contrat de concession prévoie la gestion ou l'exploitation de l'infrastructure correspondante. L'existence d'obligations d'acquisition ou de construction de tous les éléments nécessaires à la prestation du service objet de concession tout au long de la durée du contrat est également une caractéristique courante.

Ces contrats de concession sont enregistrés selon les dispositions de l'IFRS 12 «Accords de Concession de Services». En général, on distingue deux phases bien différenciées, une première dans laquelle le concessionnaire prête des services de construction ou amélioration qui sont reconnus selon le degré d'avancement selon l'IAS 11 «Contrats de Construction», avec une contrepartie dans un actif incorporel ou financier, et une seconde phase, dans laquelle est prêtée une série de services de maintenance ou d'exploitation de ladite infrastructure qui sont reconnus selon l'IAS 18 «Produits ordinaires».

Un actif incorporel est reconnu quand le risque de demande est assumé par le concessionnaire, et un actif financier, quand le risque de demande est assumé par le concédant, le concessionnaire ayant un droit contractuel inconditionnel de toucher les recouvrements pour les services de construction ou amélioration. Parmi ces actifs sont reconnus également les montants payés à titre de redevance pour l'adjudication des concessions.

#### 4. DISTRIBUTION DU RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

La distribution du bénéfice de l'exercice 2012 de la Société mère proposée par ses Administrateurs est la suivante:

Distribution	Milliers d'euros
Aux Réserves volontaires	4.503
Aux Dividendes	35.995
<b>Total</b>	<b>40.498</b>

#### 5. POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS ET AUTRES

Les activités que développe le Groupe CAF sont exposées à divers risques financiers: risque de marché (y compris risque de taux de change, risque d'intérêt de la juste valeur et risque des prix), risque de crédit, risque de liquidité, risque de taux d'intérêt des flux monétaires et risque d'écarts dans des projets.

La gestion menée dans ce sens au sein du Groupe CAF consiste à affronter l'incertitude des marchés financiers et tente de minimiser les effets potentiels adverses sur la rentabilité financière du Groupe.

Le Département Financier du Groupe identifie, évalue et couvre les risques financiers en établissant des politiques pour la gestion du risque global, ainsi que pour des branches concrètes comme le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de liquidité, l'emploi de dérivés et investissement de l'excédent de liquidité.

##### a) Risque de marché

Les diverses sociétés du Groupe CAF opèrent à l'échelle internationale et, par conséquent, sont exposées à des risques de taux de change pour des opérations avec des devises (actuellement le dollar américain, le real brésilien, la livre sterling, le peso mexicain, la roupie indienne et la couronne suédoise, entre autres).

Pour contrôler le risque de taux de change qui surgit dans des transactions commerciales futures, des actifs et des passifs reconnus, les sociétés du Groupe utilisent des contrats d'assurance à terme. Le risque de taux de change survient quand les transactions commerciales futures, les actifs et les passifs reconnus sont exprimés dans une monnaie qui n'est pas l'euro, monnaie fonctionnelle du Groupe.

C'est une pratique habituelle dans le Groupe de couvrir, si le coût est raisonnable, le risque de marché dans ses contrats articulés dans des devises différentes de la monnaie fonctionnelle du Groupe. L'objectif de ces couvertures est de tenter d'éviter l'impact des variations sur les devises dans les différents contrats signés, de sorte que les résultats du Groupe soient le fidèle reflet de son activité industrielle et de service.

Pour les matières premières les plus importantes, le Groupe passera la commande et fixera le prix à la date d'entrée en vigueur de chaque nouveau projet. Le risque qu'une évolution à la hausse dans les prix des matières premières répercute négativement sur les marges contractuelles est ainsi couvert.

##### b) Risque de crédit

La majorité des comptes à recouvrer et des travaux en cours que l'on possède, correspondent à plusieurs clients dans divers pays. Dans la plupart des cas, les contrats incluent des paiements à mesure qu'on avance dans le développement du projet.

C'est une pratique habituelle que le Groupe assure certains risques de résolution ou de non-paiement des contrats d'exportation, moyennant la prise de polices d'assurance à l'exportation conformément aux normes du Consensus OCDE pour ce type d'instrument. La décision de réaliser ou non la couverture est prise en fonction du type de client et du pays dans lequel on opère.

Aux 31 décembre 2012 et 2011 le Groupe a une partie de ses comptes à recouvrer, avec des clients dans son activité dans certains pays étranger, garantie par des assurances de crédit (Note 12).

### **c) Risque de liquidité**

Une gestion prudente du risque de liquidité implique le maintien d'argent suffisant et de valeurs négociables ainsi que des disponibilités de financement pour faire amplement et efficacement face à tous ses engagements financiers (Notes 13 et 16).

Le risque de liquidité est géré dans le Groupe CAF de la manière suivante:

- La recherche du meilleur niveau possible d'autofinancement de chacun des contrats.
- La maintenance d'une position confortable de liquidité à court terme.
- Le maintien de la capacité de financement dont il n'a pas été disposé.

### **d) Risque de taux d'intérêt des flux monétaires et de la juste valeur**

Le risque de taux d'intérêt du Groupe surgit de l'usage des ressources extérieures.

Pour les opérations courantes, le Groupe applique la politique de ne recourir que dans des cas très exceptionnels à l'endettement de tiers à travers des ressources extérieures à court terme et référencés aux indices variables de marché, normalement Euribor, qui permet de mitiger substantiellement ce risque de taux d'intérêt. Pour les opérations de financement à long terme, l'objectif est le maintien d'une structure de taux d'intérêt fixe, pour autant que les marchés le permettent.

Dans ce sens, presque tout l'endettement financier au 31 décembre 2012 est rattaché aux concessions obtenues au Brésil et au Mexique (Notes 9 et 16). La dette relative à la société de location de trains au Brésil est une dette structurée sous la modalité de Project Finance, sans recours au reste des sociétés du Groupe et référencée au TJLP (taux à long terme divulgué par la Banque Centrale du Brésil), tandis que pour la dette relative à la société de location de trains au Mexique, le Groupe a contracté un swap de taux d'intérêt pour convertir la référence variable de taux d'intérêt du prêt en une référence fixe, pour 80% du montant disposé du prêt et en affectant en même temps 80% de sa durée de vie utile.

Vu le solde aux 31 décembre 2012 et 2011, si la moyenne des taux d'intérêt des ressources extérieures avait été 100 points de base supérieure ou inférieure en maintenant le reste des variables constantes, et vu les politiques de couverture décrites, la charge financière dérivée des dettes financières aurait augmenté/diminué respectivement d'environ 4.276 milliers et 500 milliers d'euros.

### **e) Risque dérivé des écarts sur les devis des projets**

Les écarts par rapport aux devis des projets qui ont servi de base pour préparer les offres respectives sont analysés et contrôlés moyennant l'utilisation d'un système d'information détaillée de chacun des postes du coût, qui compare en permanence le devis de ces postes avec la réalité de la situation des coûts de chaque projet. Ainsi, pendant toute la durée des projets, un suivi continu de ces données est exercé selon un processus interne créé à cet effet, dans lequel intervient chacun des départements impliqués dans chaque projet.

### **f) Risques dérivés de la production de dommages à des tiers pour défauts ou retards dans la prestation de services**

Toutes les usines de CAF disposent de la technologie la plus moderne disponible et emploient les techniques les plus avancées pour optimiser la production en suivant les standards de la Norme ISO 9001.

En outre, CAF suit une politique exigeante de contraction d'assurances, qui lui permet de bien se protéger contre les conséquences économiques qu'aurait pour le Groupe la matérialisation de certains de ces risques.

## 6. SEGMENTATION

### a) Critères de segmentation

Les critères appliqués au moment de présenter l'information segmentée du Groupe CAF incluse dans les comptes annuels consolidés ci-joints, sont les suivants:

- La segmentation primaire a été réalisée sur la base des unités d'activité, en séparant les activités opérationnelles de «Ferroviaire» et «Appareils de roulement et composants».
- Une information se basant sur des critères géographiques du Groupe est également incorporée.

### b) Bases et méthodologie de l'information par segments

Les produits et charges ordinaires du segment correspondent à ceux directement attribuables au segment et ils n'incluent donc pas les intérêts, les dividendes, les gains ni les pertes issus de la vente d'investissements ou d'opérations de rachat ou extinction de dette. Les actifs et passifs des segments sont ceux directement liés à leur exploitation ou à la participation dans des sociétés menant cette activité.

Ayant tenu compte des bases pour la segmentation principale, selon les Normes Internationales (IFRS 8 «Segments opérationnels»), le Groupe CAF a considéré les deux unités d'activité dans lesquelles il a opéré comme segment principal, puisqu'il considère que leur structure organisationnelle et leur gérance, ainsi que leur système d'information interne pour l'organe d'administration et exécutif, sont tels que les risques et rendements sont influencés de manière prédominante par le fait que leurs opérations sont réalisées dans l'une ou l'autre branche d'activité, étant entendu comme telle l'ensemble de produits et services rattachés. En définitive, on identifie par la segmentation les composants identifiables du Groupe CAF caractérisés par le fait qu'ils sont soumis à des risques et rendements de nature différente de ceux qui correspondent à d'autres composants opérationnels qui mènent leur activité dans des environnements différents.

Ainsi, conformément à son expérience historique, il a déterminé l'existence des segments suivants qui remplissent, à son avis, les conditions d'homogénéité interne quant à la similitude des conditions économiques ou politiques ou aux risques dérivés des régulations applicables, taux de change ou proximité des activités, et qui se différencient des autres pour des raisons identiques:

- Ferroviaire
- Appareils de roulement et composants

Dans l'exercice 2011, l'activité concessionnelle a été discontinuée (Note 2.g).

Nous présentons ci-après l'information par segments d'activité:

## 2012 (Milliers d'euros)

Segmentation par Unités d'Activité	Ferroviaire	Roulement et composants	Général	Inter-segments	Total
<b>MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES:</b>					
Ventes externes	1.661.006	60.180	-	-	1.721.186
Ventes inter-segments	-	28.665	-	(28.665)	-
<b>Total ventes</b>	<b>1.661.006</b>	<b>88.845</b>	<b>-</b>	<b>(28.665)</b>	<b>1.721.186</b>
<b>RÉSULTATS:</b>					
Résultat d'exploitation	152.105	(5.712)	(5.005)	-	141.388
Résultat financier (*)	(13.090)	-	(550)	-	(13.640)
Participations aux gains nets de sociétés associées	17	-	-	-	17
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>139.032</b>	<b>(5.712)</b>	<b>(5.555)</b>	<b>-</b>	<b>127.765</b>
Impôt sur les bénéfices (*)	-	-	(27.711)	-	(27.711)
<b>Résultat net de l'exercice issu d'opérations continues</b>	<b>139.032</b>	<b>(5.712)</b>	<b>(33.266)</b>	<b>-</b>	<b>100.054</b>
Résultat attribué aux intérêts minoritaires	(600)	-	-	-	(600)
<b>Résultat attribué à la société mère</b>	<b>138.432</b>	<b>(5.712)</b>	<b>(33.266)</b>	<b>-</b>	<b>99.454</b>
Amortissements de l'exercice (Notes 7 et 8)	29.616	9.240	375	-	39.231
<b>ACTIFS</b>	<b>2.106.711</b>	<b>97.231</b>	<b>464.917</b>	<b>-</b>	<b>2.668.859</b>
<b>PASSIFS</b>	<b>1.599.997</b>	<b>20.075</b>	<b>341.187</b>	<b>-</b>	<b>1.961.259</b>
Additions d'immobilisations incorporelles et matérielles (Notes 7 et 8)	48.645	7.051	3.000	-	58.696
<b>AUTRES POSTES N'AFFECTANT PAS LES FLUX DE CAISSE:</b>					
Détérioration d'actifs - Produit (Charge) (Notes 7, 8 et 9)	1.181	(37)	(2.426)	-	(1.282)

2011 (Milliers d'euros)						
Segmentation par Unités d'Activité	Ferroviaire	Roulement et composants	Activité de concessions	Général	Inter-segments	Total
<b>MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES:</b>						
Ventes externes	1.657.372	67.727	-	-	-	1.725.099
Ventes inter-segments	-	36.740	-	-	(36.740)	-
<b>Total ventes</b>	<b>1.657.372</b>	<b>104.467</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(36.740)</b>	<b>1.725.099</b>
<b>RÉSULTATS:</b>						
Résultat d'exploitation	171.253	7.434	-	(13.904)	-	164.783
Résultat financier (*)	(24.817)	-	-	7.202	-	(17.615)
Participations aux gains nets de sociétés associées	(3.301)	-	-	-	-	(3.301)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>143.135</b>	<b>7.434</b>	<b>-</b>	<b>(6.702)</b>	<b>-</b>	<b>143.867</b>
Impôt sur les bénéfices (*)	-	-	-	(14.260)	-	(14.260)
<b>Résultat net de l'exercice issu d'opérations continues</b>	<b>143.135</b>	<b>7.434</b>	<b>-</b>	<b>(20.962)</b>	<b>-</b>	<b>129.607</b>
Résultat issu d'opérations discontinues	-	-	11.842	-	-	11.842
Résultat attribué aux intérêts minoritaires	287	-	4.446	-	-	4.733
<b>Résultat attribué à la société mère</b>	<b>143.422</b>	<b>7.434</b>	<b>16.288</b>	<b>(20.962)</b>	<b>-</b>	<b>146.182</b>
Amortissements de l'exercice (Notes 2.g, 7 et 8)	27.464	8.951	-	373	-	36.788
<b>ACTIFS</b>	<b>1.718.441</b>	<b>102.530</b>	<b>-</b>	<b>559.828</b>	<b>-</b>	<b>2.380.799</b>
<b>PASSIFS</b>	<b>1.466.740</b>	<b>18.190</b>	<b>-</b>	<b>228.605</b>	<b>-</b>	<b>1.713.535</b>
Additions d'immobilisations incorporelles et matérielles (Notes 7 et 8)	40.042	2.772	-	-	-	42.814
<b>AUTRES POSTES N'AFECTANT PAS LES FLUX DE CAISSE:</b>						
Détérioration d'actifs - Produit (Charge) (Notes 7, 8 et 9)	(17.600)	-	-	(9.666)	-	(27.266)

(\*) Le coût financier de dette spécifique et la dépréciation d'actifs sont inclus dans le segment. Le résultat financier restant et la charge de l'impôt de sociétés sont inclus dans la colonne «Général» car diverses entités légales coïncident et il n'y a pas de critères raisonnables pour les assigner par segment.

Les actifs et passifs d'usage général ainsi que les résultats qu'ils génèrent, parmi lesquels on remarque les postes de trésorerie et autres actifs financiers courants, n'ont pas fait l'objet d'assignation au reste des segments. De même, les postes de conciliation qui surgissent de la comparaison du résultat de l'intégration des états financiers des différents segments d'activité (dressés selon des critères de gestion), avec les états financiers consolidés du groupe CAF n'ont pas fait non plus l'objet d'une assignation.

Dans le montant des ventes externes du segment ferroviaire de l'exercice 2012 sont incluses des ventes de biens d'un montant de 1.372.814 milliers d'euros (1.465.952 milliers d'euros dans l'exercice 2011).

L'information selon des critères géographiques est la suivante:

a) La distribution des ventes par zones géographiques au 31 décembre 2012 et 2011 est la suivante (en milliers d'euros):

<b>Zone géographique</b>	<b>2012</b>	<b>%</b>	<b>2011</b>	<b>%</b>
Marché National	305.332	17,74	435.293	25,23
Marché Extérieur	1.415.854	82,26	1.289.806	74,77
<b>Total</b>	<b>1.721.186</b>	<b>100,00</b>	<b>1.725.099</b>	<b>100,00</b>

b) La distribution des investissements nets en immobilisations corporelles par segments géographiques au 31 décembre 2012 et 2011 est la suivante (en milliers d'euros):

<b>Zone géographique</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Marché National	226.411	210.121
Marché Extérieur	73.691	78.418
<b>Total</b>	<b>300.102</b>	<b>288.539</b>

## 7. AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Le mouvement enregistré durant les exercices clos le 31 décembre 2012 et 2011 sur les différents comptes du poste d'autres actifs incorporels et leurs amortissements cumulés correspondants a été le suivant:

	Milliers d'euros				
	Concessions administratives	Charges de développement	Applications informatiques et autres	Fonds de commerce	Total
<b>Solde Coût 31.12.10</b>					
Coût	194.039	58.555	13.510	596	266.700
Amortissement cumulé	(21.319)	(22.794)	(10.126)	-	(54.239)
<b>Net</b>	<b>172.720</b>	<b>35.761</b>	<b>3.384</b>	<b>596</b>	<b>212.461</b>
<b>Coût</b>					
Différences de conversion	(25.769)	2	(30)	-	(25.797)
Variations dans le périmètre	(168.270)	-	-	217	(168.053)
Entrées ou dotations	-	11.058	1.195	-	12.253
Transferts	-	676	(630)	-	46
Transferts aux stocks	-	(4.767)	-	-	(4.767)
Sorties, éliminations ou réductions	-	-	(78)	(581)	(659)
<b>Solde Coût 31.12.11</b>	<b>-</b>	<b>65.524</b>	<b>13.967</b>	<b>232</b>	<b>79.723</b>
Différences de conversion	-	(1)	(37)	-	(38)
Entrées ou dotations	-	21.610	984	-	22.594
Transferts	-	348	(353)	-	(5)
Transferts aux stocks (Note 11)	-	(2.979)	-	-	(2.979)
Sorties, éliminations ou réductions	-	(10.455)	(21)	(217)	(10.693)
<b>Solde Coût 31.12.12</b>	<b>-</b>	<b>74.047</b>	<b>14.540</b>	<b>15</b>	<b>88.602</b>
<b>Amortissement Cumulé</b>					
Différences de conversion	3.528	(2)	4	-	3.530
Variations dans le périmètre	25.263	-	(4)	-	25.259
Entrées ou dotations	(7.472)	(6.541)	(758)	-	(14.771)
Transferts	-	25	1	-	26
Transferts aux stocks	-	165	-	-	165
Sorties, éliminations ou réductions	-	-	71	-	71
<b>Solde Amortissement Cumulé 31.12.11</b>	<b>-</b>	<b>(29.147)</b>	<b>(10.812)</b>	<b>-</b>	<b>(39.959)</b>
Différences de conversion	-	1	14	-	15
Entrées ou dotations	-	(7.203)	(909)	-	(8.112)
Sorties, éliminations ou réductions	-	1.770	16	-	1.786
<b>Solde Amortissement Cumulé 31.12.12</b>	<b>-</b>	<b>(34.579)</b>	<b>(11.691)</b>	<b>-</b>	<b>(46.270)</b>
<b>Dépréciation de la valeur</b>					
<b>Dépréciation au 31.12.10</b>					
Dotations de l'exercice 2011	-	(8.965)	-	-	(8.965)
<b>Dépréciation au 31.12.11</b>					
Application à sa finalité	-	8.684	-	-	8.684
<b>Dépréciation au 31.12.12</b>					
	-	(281)	-	-	(281)
<b>Net 31.12.11</b>	<b>-</b>	<b>27.412</b>	<b>3.155</b>	<b>232</b>	<b>30.799</b>
<b>Net 31.12.12</b>	<b>-</b>	<b>39.187</b>	<b>2.849</b>	<b>15</b>	<b>42.051</b>

Le montant enregistré au 31 décembre 2010 comme Concessions Administratives correspondait au coût brut encouru et à son amortissement cumulé dans les actifs nécessaires pour l'exploitation de la Concession au Mexique (278.688 milliers et 21.319 milliers d'euros), nets des subventions reçues (84.649 milliers d'euros). Le 30 décembre 2011, la restructuration financière de la Concession a été décidée, ce qui a représenté une perte de contrôle de celle-ci (Note 2.g).

Les additions des exercices 2012 et 2011 enregistrées comme un développement correspondent aux coûts encourus dans des projets de nouveaux produits parmi lesquels se distingue le nouveau train à grande vitesse et une nouvelle plateforme de train de banlieue pour des clients européens, ainsi que certaines licences d'un montant de 1,7 millions d'euros.

Durant l'exercice 2011, il a été procédé à la dépréciation d'un montant de 8.965 milliers d'euros en charge de la rubrique «Dépréciation et résultat pour cession des immobilisations» au titre de divers projets de développement qui, selon les estimations faites par les Administrateurs, ne remplissent pas les conditions pour que leur rentabilité économique et financière future inspirent confiance. Durant l'exercice 2012 il n'y a pas eu de dépréciation et des charges de développement provisionnées dans l'exercice antérieur pour un coût de 10.455 milliers d'euros ont été éliminées, de même qu'un amortissement cumulé de 1.770 milliers d'euros et une provision de 8.684 milliers d'euros, ce pourquoi aucune autre perte n'a été générée par ces projets.

Selon ce qui est décrit à la Note 3.a le Groupe en 2012 a transféré 2.979 milliers d'euros environ des Charges de Développement activées pour des projets à divers contrats obtenus qui incorporaient la technologie développée (4.602 milliers d'euros en 2011).

Le détail du Fonds de Commerce par société est le suivant (milliers d'euros):

	Milliers d'euros	
	31.12.12	31.12.11
CAF Sinyalizasyon Sistemleri Ticaret Ltd. Sirketi (Note 2.f)	-	217
Autres	15	15
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>232</b>

Selon les estimations et projections dont disposent les Administrateurs du Groupe et les prévisions de caisse attribuables aux unités génératrices de trésorerie auxquelles sont assignés les fonds de commerce, une perte de valeur de ces actifs a été enregistrée, pour un montant de 217 milliers d'euros, en charge de la rubrique «Dépréciation et résultat pour cession d'immobilisations» du compte de résultats consolidé ci-joint (durant l'exercice 2011 a été enregistrée une perte de valeur d'un montant de 581 milliers d'euros).

## 8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le mouvement enregistré durant les exercices clos le 31 décembre 2012 et 2011 sur les différents comptes du poste des immobilisations corporelles et leurs amortissements cumulés a été le suivant:

	Milliers d'euros					
	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres installations, outillage et mobilier	Autres immobilisations	Avances et en cours	Total
<b>Solde au 31.12.10</b>						
Coût	240.628	238.699	19.639	29.740	4.878	533.584
Amortissement cumulé	(68.319)	(137.303)	(9.284)	(17.711)	-	(232.617)
<b>Net</b>	<b>172.309</b>	<b>101.396</b>	<b>10.355</b>	<b>12.029</b>	<b>4.878</b>	<b>300.967</b>
<b>Coût</b>						
Variations dans le périmètre	7	-	17	8	-	32
Entrées	5.651	12.519	620	571	11.200	30.561
Transferts	100	11.310	555	(3.168)	(8.791)	6
Sorties, éliminations ou réductions	(480)	(3.605)	(1.027)	(599)	(3)	(5.714)
Différences de conversion	(3.431)	(1.500)	(237)	(246)	114	(5.300)
Transferts aux stocks	-	(37)	(13)	(292)	-	(342)
<b>Solde 31.12.11</b>	<b>242.475</b>	<b>257.386</b>	<b>19.554</b>	<b>26.014</b>	<b>7.398</b>	<b>552.827</b>
Entrées	9.022	17.506	1.974	1.102	6.498	36.102
Transferts	2.786	6.592	(103)	3	(9.266)	12
Sorties, éliminations ou réductions	(421)	(2.176)	(172)	(1.979)	(3)	(4.751)
Différences de conversion	(3.405)	(2.881)	(211)	(70)	(142)	(6.709)
Autres transferts (Note 20)	-	-	-	11.444	-	11.444
<b>Solde 31.12.12</b>	<b>250.457</b>	<b>276.427</b>	<b>21.042</b>	<b>36.514</b>	<b>4.485</b>	<b>588.925</b>
<b>Amortissement cumulé</b>						
Variations dans le périmètre	-	-	-	(19)	-	(19)
Entrées ou dotations	(5.935)	(19.463)	(1.355)	(2.672)	-	(29.425)
Transferts	(127)	(211)	(76)	363	-	(51)
Sorties, éliminations ou réductions	480	3.529	314	293	-	4.616
Différences de conversion	168	224	48	48	-	488
Transferts aux stocks	-	1	2	-	-	3
<b>Solde amortissement cumulé 31.12.11</b>	<b>(73.733)</b>	<b>(153.223)</b>	<b>(10.351)</b>	<b>(19.698)</b>	<b>-</b>	<b>(257.005)</b>
Entrées ou dotations	(6.398)	(21.667)	(1.342)	(2.189)	-	(31.596)
Transferts	(136)	4	3	(8)	-	(137)
Sorties, éliminations ou réductions	317	2.100	80	1.959	-	4.456
Différences de conversion	395	649	80	46	-	1.170
<b>Solde amortissement cumulé 31.12.12</b>	<b>(79.555)</b>	<b>(172.137)</b>	<b>(11.530)</b>	<b>(19.890)</b>	<b>-</b>	<b>(283.112)</b>
<b>Dépréciation de la valeur</b>						
<b>Solde dépréciation de valeur 31.12.10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Dotation de l'exercice 2011	(7.283)	-	-	-	-	(7.283)
<b>Solde dépréciation de valeur 31.12.11</b>	<b>(7.283)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(7.283)</b>
Dotation de l'exercice 2012	1.572	-	-	-	-	1.572
<b>Solde dépréciation de valeur 31.12.12</b>	<b>(5.711)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(5.711)</b>
<b>Net 31.12.11</b>	<b>161.459</b>	<b>104.163</b>	<b>9.203</b>	<b>6.316</b>	<b>7.398</b>	<b>288.539</b>
<b>Net 31.12.12</b>	<b>165.191</b>	<b>104.290</b>	<b>9.512</b>	<b>16.624</b>	<b>4.485</b>	<b>300.102</b>

Durant les exercices 2012 et 2011, le Groupe a procédé à des investissements afin d'augmenter et d'améliorer sa capacité productive. Ces investissements ont visé essentiellement l'acquisition et la maintenance de la structure des installations industrielles, l'acquisition de machines et diverses avances pour l'usine des États-Unis, et une avance pour l'acquisition du droit d'usage d'un terrain en Inde (Note 21.c).

À la clôture de l'exercice 2012, le Groupe a procédé à transférer comme une augmentation de valeur d'immobilisations un montant net de provisions d'environ 11.444 milliers d'euros, pour les locomotives fabriquées pour un client avec lequel le contrat a finalement été annulé (Notes 12 et 20). Les Administrateurs de la Société mère estiment qu'il n'y a pas de dépréciation après l'analyse des flux futurs estimés des montants de location estimés pour eux.

Aux 31 décembre 2012 et 2011, le Groupe avait des engagements fermes d'achat d'investissement pour un montant de 17.238 milliers et 10.074 milliers d'euros, environ, principalement en Espagne et en Inde.

Les sociétés consolidées suivent le critère de prendre des polices d'assurance pour bien couvrir leurs éléments d'immobilisations. Aux 31 décembre 2012 et 2011 les polices d'assurance contractées couvraient la valeur nette comptable des immobilisations à cette date.

Le coût brut des actifs totalement amortis et en usage, aux 31 décembre 2012 et 2011, s'élevait à 153.581 milliers et 147.758 milliers d'euros, environ.

Les pertes qui se sont produites dans la cession des éléments d'immobilisations corporelles dans l'exercice 2012 se sont élevées à 171 milliers d'euros environ, et ont été enregistrées à la rubrique de «Dépréciation et résultat pour cession d'immobilisations» du compte de résultats consolidé ci-joint (les pertes de l'exercice 2011 ont atteint 770 milliers d'euros).

Comme conséquence de l'analyse de dépréciation effectuée par le Groupe d'une installation localisée en Espagne, vu la faible activité prévue pour les prochaines années, durant l'exercice 2011 un montant de 7.283 milliers d'euros a été enregistré comme dépréciation des immobilisations corporelles en charge de la rubrique «Dépréciation et résultat pour cession d'immobilisations» du compte de résultats consolidé de 2011. Le calcul de la dépréciation a été effectué sur la base d'une étude de prix de vente de terrains, de constructions et de certaines machines, effectuée par un expert indépendant, en déduisant les coûts de vente. Durant l'exercice 2012, 1.572 milliers d'euros en charge de la même rubrique, et une dotation à l'amortissement a été enregistrée pour le même montant.

Le Groupe déduit de la valeur comptable de l'actif le montant des subventions de capital reçues pour son acquisition. Le montant net en attente d'amortissement des subventions reçues s'élève à 5.428 milliers d'euros au 31 décembre 2012 (6.927 milliers d'euros au 31 décembre 2011). Le montant porté aux résultats dans l'exercice 2012 s'élève à 1.494 milliers d'euros (2.994 milliers d'euros en 2011) et est enregistré au poste de «Amortissement des immobilisations» du compte de résultats consolidé ci-joint.

Les Administrateurs estiment qu'il n'y a pas d'indices de dépréciation dans les actifs du Groupe ni au 31 décembre 2012, ni au 31 décembre 2011, autres que ceux déjà décrits dans cette même note.

## 9. INVESTISSEMENTS COMPTABILISÉS PAR LA MÉTHODE DE LA PARTICIPATION ET ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Le mouvement enregistré durant les exercices clos le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2011 sur les différents comptes des rubriques «Investissements comptabilisés selon la méthode de la participation» et «Actifs financiers non courants», a été le suivant:

	Milliers d'euros								Total		
	Investissements dans des associées		Instruments de patrimoine		Autres actifs financiers		Instruments financiers dérivés (Note 17)			Prêts et comptes à recouvrer	
	Coût	Coût	Provision	Coût	Provision	Valeur de marché	Coût	Provision			
<b>Solde au 31.12.10</b>	<b>16.979</b>	<b>22.663</b>	<b>-</b>	<b>1.046</b>	<b>-</b>	<b>2.025</b>	<b>57.962</b>	<b>(26.978)</b>	<b>73.697</b>		
Variations dans le périmètre (Note 2.f)	2.055	-	-	41	-	-	-	-	2.096		
Différences de conversion	-	-	-	(22)	-	(23)	(7.793)	1.265	(6.573)		
Entrées ou dotations	(3.766)	467	(440)	826	-	21.862	367.158	(13.820)	372.287		
Sorties, éliminations ou réductions	-	(11)	-	(96)	-	-	(702)	-	(809)		
Transferts et annulations	-	-	-	-	-	(2.025)	(8.559)	5.576	(5.008)		
Opérations de couverture (Note 17)	(3.710)	-	-	-	-	-	-	-	(3.710)		
<b>Solde au 31.12.11</b>	<b>11.558</b>	<b>23.119</b>	<b>(440)</b>	<b>1.795</b>	<b>-</b>	<b>21.839</b>	<b>408.066</b>	<b>(33.957)</b>	<b>431.980</b>		
Variations dans le périmètre (Note 2.f)	2.265	-	-	-	-	-	-	-	2.265		
Différences de conversion	-	-	-	(820)	-	(28)	(50.731)	2.270	(49.309)		
Entrées ou dotations	17	198	(763)	23.641	-	-	512.234	2.999	538.326		
Sorties, éliminations ou réductions	-	(199)	-	(266)	-	-	(38.244)	-	(38.709)		
Transferts et annulations	-	-	-	(555)	-	(17.314)	(97.846)	5.830	(109.885)		
Opérations de couverture (Note 17)	(673)	-	-	-	-	-	-	-	(673)		
<b>Solde au 31.12.12</b>	<b>13.167</b>	<b>23.118</b>	<b>(1.203)</b>	<b>23.795</b>	<b>-</b>	<b>4.497</b>	<b>733.479</b>	<b>(22.858)</b>	<b>773.995</b>		

Le détail des actifs financiers non courants du Groupe au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011 est donné ci-après, par nature et catégorie aux effets d'évaluation:

Actifs financiers: Nature/catégorie	Milliers d'euros				
	31.12.12				
	Actifs financiers disponibles pour la vente	Prêts et postes à recouvrer	Investissements maintenus jusqu'à échéance	Dérivés de couverture	Total
Instruments de patrimoine	21.915	-	-	-	21.915
Dérivés de couverture (Note 17)	-	-	-	4.497	4.497
Autres actifs financiers	-	710.621	23.795	-	734.416
<b>Long terme/non courants</b>	<b>21.915</b>	<b>710.621</b>	<b>23.795</b>	<b>4.497</b>	<b>760.828</b>

## Milliers d'euros

Actifs financiers: Nature/catégorie	31.12.11				Total
	Actifs financiers disponibles pour la vente	Prêts et postes à recouvrer	Investissements maintenus jusqu'à échéance	Dérivés de couverture	
Instruments de patrimoine	22.679	-	-	-	22.679
Dérivés de couverture (Note 17)	-	-	-	21.839	21.839
Autres actifs financiers	151	374.109	1.644	-	375.904
<b>Long terme / non courants</b>	<b>22.830</b>	<b>374.109</b>	<b>1.644</b>	<b>21.839</b>	<b>420.422</b>

Le détail par échéance des postes qui font partie de la rubrique «Actifs financiers non courants» est le suivant (en milliers d'euros):

## Exercice 2012

	2014	2015	2016	2017 et suivants	Total
Prêts et postes à recouvrer	200.296	136.152	130.286	243.887	710.621
Investissements maintenus jusqu'à échéance	1.691	17	65	22.022	23.795
Dérivés de couverture	2.844	1.513	128	12	4.497
<b>Total</b>	<b>204.831</b>	<b>137.682</b>	<b>130.479</b>	<b>265.921</b>	<b>738.913</b>

## Exercice 2011

	2013	2014	2015	2016 et suivants	Total
Prêts et postes à recouvrer	72.074	119.145	48.010	134.880	374.109
Investissements maintenus jusqu'à échéance	830	113	33	668	1.644
Dérivés de couverture	10.404	5.083	5.815	537	21.839
<b>Total</b>	<b>83.308</b>	<b>124.341</b>	<b>53.858</b>	<b>136.085</b>	<b>397.592</b>

### a) Participations dans des sociétés associées

L'information importante des participations dans des sociétés associées, évaluées par la méthode de la participation, est donnée ci-après (en milliers d'euros):

Nom	Siège social	Activité	Fraction de capital		Investissements dans des associées	Données financières de base (1)			Chiffre d'affaires	Actif
			Directe	Indirecte		Capital	Réserves, prime et résultats cumulé (Note 17)	Résultat 2012		
Compañía de Vagones del Sur, S.A.(8)	Jaén (Espagne)	Fabrication	-	35%(2)	-	-	-	-	-	-
Asirys Vision Technologies, S.A.(8)	Guipúzcoa (Espagne)	Production automatique	-	22,33%(3)	41	154	5	-	-	166
Plan Metro, S.A.(7) (9)	Madrid (Espagne)	Services de location	-	40%(4)	-	60	20.261	(16.431)	25.589	457.732
Consorcio Traza, S.A.(7)	Saragosse (Espagne)	Détention d'actions	25%(5)	-	12.943	555	51.158	61	14.314	319.809
Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V.(7)	Mexique D.F.	Prestation de services de transport	28,05%	15,30%(4)	-	206.052	(97.927)	(24.096)	32.150	314.454
Zhejiang Sunking Trainelec Traintic Electric Co, Ltd.(8)	Zhejiang (China)	Équipements de puissance et électroniques	-	30%(6)	183	695	1	(88)	-	689
<b>13.167</b>										

(1) Après ajustements et homogénéisations de consolidation (en milliers d'euros).

(2) À travers CAF Santana, S.A., participée également à 83,73%. En cours de liquidation.

(3) À travers CAF I+D, S.L.

(4) À travers Inversiones en Concesiones Ferroviarias, S.A.

(5) La Société Consorcio Traza, S.A. consolide une participation de 80% dans la société S.E.M. Los Tranvías de Zaragoza, S.A.

(6) À travers CAF Power & Automation, S.L.U.

(7) Audité par Deloitte.

(8) Non audité.

(9) Les actions de cette société sont nanties en faveur de certaines entités financières

	Milliers d'euros	
	2012	2011
<b>Solde initial</b>	<b>11.558</b>	<b>16.979</b>
Résultat de Sociétés	17	(3.301)
Ajustement de marges	-	(465)
Résultats pour opérations de couverture (Note 17)	(673)	(3.710)
Variation dans le périmètre (Note 2.f)	2.265	2.055
<b>Solde final</b>	<b>13.167</b>	<b>11.558</b>

Durant les exercices 2012 et 2011, diverses augmentations de capital ont été réalisées dans la société Consorcio Traza, S.A. auxquelles le Groupe a participé en déboursant 2.056 milliers d'euros (2.055 milliers d'euros en 2011), en maintenant son pourcentage de participation, et la société Zhejiang Sunking Trainelec Traintic Electric Co, Ltd. a été constituée avec un débours de 209 milliers d'euros. Aucune contingence n'a été assumée par suite des sociétés associées. Les soldes et transactions avec ces sociétés sont détaillés à la Note 10.

#### b) Portefeuille de valeurs non courant

Nom	% Participation	Coût investissement (Milliers d'euros)	
		2012	2011
Alquiler de Trenes AIE	5	1.202	1.202
Metro de Sevilla, Sociedad Concesionaria de la Junta de Andalucía, S.A.	10,31	13.220	13.220
Ferromovil 3000, S.L.	10	3.181	3.181
Alquiler de Metros AIE	5	66	66
Plan Azul 07, S.L.	5,2	1.381	1.381
Arrendadora de Equipamientos Ferroviarios, S.A.	15	1.908	1.908
Iniciativa FIK, AIE	12,49	744	1.372
FIK Advanlife, S.L.	10,29	1	1
Albali Señalización, S.A.	3	165	298
Autres		47	50
<b>Total</b>		<b>21.915</b>	<b>22.679</b>

Par suite d'un contrat de financement souscrit le 16 février 2004 entre Metro de Sevilla, Sociedad Concesionaria de la Junta de Andalucía, S.A. et un établissement bancaire, aux 31 décembre 2012 et 2011, ces actions sont nanties.

Le Groupe détient des participations dans le capital social de Iniciativa FIK, AIE et FIK Advanlife S.L., sociétés dont l'objet social est la recherche, le développement et l'exploitation de connaissances scientifiques et technologiques. La valeur nominale des participations s'élève à 3.125 milliers d'euros et 313 euros, respectivement. Durant l'exercice 2012, après les modifications d'accords entre actionnaires qui n'ont pas représenté d'autres débours pour le Groupe, un nouvel échéancier de débours a été fixé, le Groupe possédant alors 12,5 % dans Iniciativa FIK, AIE (auparavant de 6,25%). Le Groupe a des déboursements en attente pour ces participations pour un montant de 1.178 milliers d'euros, payables par versements semestriels de 190 milliers d'euros (1.313 milliers d'euros au 31 décembre 2011). Durant l'exercice 2012 le Groupe a déprécié partiellement sa participation dans Iniciativa FIK, AIE lorsqu'il a estimé la valeur récupérable de l'investissement, une fois pris en compte les déboursements en attente.

Tous les investissements ont été évalués au coût d'acquisition, leur valeur de marché ne pouvant être mesurée de manière fiable (Note 3.d).

#### c) Autres actifs financiers

Au 31 décembre 2012, le Groupe a 21.128 milliers d'euros enregistrés à la rubrique «Autres actifs financiers» à long terme à titre de cautions rattachées à l'augmentation de la dette financière de la société dépendante Ctrens Companhia Manutenção (Note 16). Cette caution produit un intérêt à taux de marché et correspond aux six dernières mensualités du prêt, qui seront versées de novembre 2025 à avril 2026.

#### d) Instruments financiers dérivés

À ce poste est incluse la valeur de marché des contrats d'assurance de taux de change avec une échéance à long terme (Note 17).

### e) Prêts et comptes à recouvrer

Le détail des prêts et postes à recouvrer est le suivant (milliers d'euros):

	31.12.12	31.12.11
Prêts au personnel	4.752	4.236
Engagement de Plan de Participation	7.293	17.664
Provisions de Plan de Participation	-	(6.967)
Administrations Publiques long terme (Note 19)	60.657	57.842
Provisions Administrations Publiques (Note 19)	(19.884)	(19.728)
Clients à long terme	643.325	312.111
Provision de clients à long terme	(2.974)	(7.262)
Crédits à des sociétés associées (Note 10)	16.067	15.104
Crédits à des tiers	1.385	1.109
<b>Total</b>	<b>710.621</b>	<b>374.109</b>

#### Prêts au personnel

La Société mère accorde, en vertu des conventions signées avec le personnel, divers prêts à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché, avec une échéance qui oscille entre les 10 et 15 ans. La Société n'actualise pas ces montants car il estime que l'effet de l'actualisation de ce montant est peu significatif.

#### Engagement de Plan de Participation (Cartera Social)

En 1994 a été constitué le «Plan de Participation» pour faciliter l'accès des employés de la Société mère à contrat fixe au capital social de la Société moyennant la création de Cartera Social, S.A. Cette société est titulaire d'actions de CAF, S.A., et les employés de la Société mère y sont représentés fiduciairement par 8 employés ou anciens employés de cette dernière. Cartera Social, S.A. a vendu depuis lors à la Société mère des «droits» sur les actions de CAF, S.A. qu'elle possède.

Aux rubriques «Actifs financiers non courants - Prêts et postes à recouvrer» et «Autres actifs financiers courants» du bilan consolidé ci-joint est inclus l'investissement dans ces «droits», appartenant au «Plan de Participation» acquis à Cartera Social, S.A. Cette acquisition a été réalisée dans le seul but de les revendre dans une période de plusieurs années à ses employés.

Ce Plan s'est déroulé essentiellement en trois phases, la première dans l'exercice 1994, avec l'acquisition par la Société mère de 632.000 «droits» sur des actions de CAF, S.A. appartenant à Cartera Social, S.A., pour un montant de 26,9 millions d'euros. La seconde, avec l'acquisition de 210.150 «droits» dans l'exercice 2005 pour 14,3 millions d'euros. À la fin de l'exercice 2007, a été décidée dans la troisième phase l'acquisition de 171.747 «droits» supplémentaires, à un coût d'acquisition pour CAF, S.A. de 50,7 millions d'euros.

Étant donné que la Société mère a acheté les «droits» en question à un prix qui a été supérieur à la somme du prix de vente à ses employés et des apports que fait au Plan Cartera Social, S.A. elle-même, les acquisitions de droits indiqués plus haut ont entraîné des pertes pour la Société mère qui ont été enregistrées intégralement dans des exercices antérieurs pour un montant de 49.587 milliers d'euros après avoir tenu compte des actualisations applicables.

La plupart des «droits» non encore vendus aux employés au 31 décembre 2012, appartiennent à la dernière augmentation réalisée en 2007. Tous les Plans ont été réalisés dans des conditions similaires.

Par conséquent, au 31 décembre 2012, la Société mère a enregistré, à la rubrique «Actifs financiers non courants - Prêts et postes à recouvrer» du bilan consolidé ci-joint au 31 décembre 2012, un montant brut de 7.293 milliers d'euros (17.664 milliers d'euros en 2011), pour ces «droits».

Pour adapter le coût des «droits» acquis à leur valeur nette de récupération, le Groupe a enregistré au 31 décembre 2012 une provision de 7.481 milliers d'euros enregistrée comme provision des investissements financiers à court terme (16.374 milliers d'euros au 31 décembre 2011, dont 6.967 milliers d'euros figuraient comme une dépréciation des investissements financiers à long terme). Au 31 décembre 2012, la part de cet actif qu'il est prévu de vendre avant un an, avec sa provision correspondante, a été enregistrée à la rubrique «Autres actifs financiers courants» du bilan consolidé à cette date (Note 13). Durant l'exercice 2012 des droits dont la valeur de coût et la provision s'élevaient respectivement à 13.014 milliers et 7.757 milliers d'euros (18.643 milliers et 9.691 milliers d'euros en 2011) environ, ont été vendus.

Durant l'exercice 2012, le Groupe a reversé 1.137 milliers d'euros de provision au crédit de la rubrique de «Dépréciation de résultat pour cession d'instruments financiers» du compte de résultats ci-joint (3.108 milliers d'euros dans l'exercice 2011).

Quant à cet engagement, Cartera Social, S.A. est la seule propriétaire des actions de CAF, S.A., et jouit donc pleinement de tous les droits politiques et économiques qui lui reviennent en tant qu'actionnaire de la Société mère. Par conséquent, CAF, S.A. n'a ni droits, ni obligations, ni risques sur les bénéfices et les pertes économiques qui pourraient se produire pour Cartera Social, S.A. La Société mère a uniquement l'engagement de vendre à un prix fixé, et les travailleurs celui d'acquiescer ces «droits» en 84 échéances mensuelles similaires, comptées à partir de la mise en œuvre de chacune des phases du Plan. Les actions en question appartiennent à Cartera Social, S.A. jusqu'à l'exercice du «droit», lequel ne peut avoir lieu avant la cessation de la relation de travail de chaque employé avec CAF, S.A. Durant cette période, Cartera Social, S.A. finance la propriété de ces actions essentiellement au moyen du montant versé par CAF, S.A. pour l'achat des droits en question.

Au 31 décembre 2012 et 2011 Cartera Social, S.A. possédait 1.013.897 actions de CAF, S.A. équivalentes à 29,56% de son capital (Note 14).

### **Administrations Publiques à long terme**

Le Groupe a enregistré au 31 décembre 2012, à la rubrique «Actifs financiers non courants - Prêts et postes à recouvrer», un montant de 60.657 milliers d'euros à titre de comptes à recouvrer auprès des Administrations Publiques étrangères pour la taxe à la valeur ajoutée (57.842 milliers d'euros au 31 décembre 2011). Durant l'exercice 2012, un montant de 2.426 milliers d'euros a été provisionné (9.666 milliers d'euros en 2011) en charge de la rubrique «Dépréciation et résultat pour cession d'immobilisations» du compte de résultats consolidé ci-joint d'après les estimations réalisées sur la récupération de ces impôts.

### **Clients à long terme**

Les clients à long terme incluent 43.360 milliers d'euros correspondant aux comptes à recouvrer de tiers étrangers au groupe avec des difficultés financières, dont on prévoit que le versement ne sera pas à court terme (46.331 milliers d'euros en 2011), essentiellement des Administrations Publiques, motif pour lequel on a reclassé ce compte à recouvrer à long terme. Le Groupe estime que le recouvrement de la somme aura lieu dans un délai de plus d'un an. Une provision de 2.974 milliers d'euros a donc été enregistrée à long terme avec une autre de 52 milliers d'euros à court terme à la rubrique «Créances commerciales et autres comptes à recouvrer - Clients pour ventes et prestations de service» du bilan consolidé ci-joint (7.262 milliers d'euros à long terme et 8.125 milliers d'euros à court terme en 2011). La différence entre les montants de provisions à la clôture de chaque exercice a été enregistrée à la rubrique de «Produits financiers» du compte de résultats 2012 consolidé ci-joint.

De même, implicitement dans l'opération (Note 3.n), est inclus un compte à recouvrer à long terme d'un montant de 9.613 milliers d'euros (808 milliers d'euros à court terme) correspondant à un contrat de leasing de matériel roulant, pour un montant total à payer de 10.570 milliers d'euros, pour lequel le Groupe touchera des montants mensuels constants de location durant une période de 120 mois. Durant l'exercice 2012, 378 milliers d'euros ont été touchés, dont un montant de 230 milliers d'euros est enregistré au crédit de la rubrique «produits financiers» du compte de résultats consolidé ci-joint au taux d'intérêt implicite dans l'opération (Note 3.n).

Le 19 mars 2010, la société du Groupe Ctrens-Companhia de Manutençao, S.A. et Companhia Paulista de Trens Metropolitanos (CPTM) ont signé un contrat de concession à 20 ans pour la fabrication de 36 trains et la prestation de services de location, maintenance préventive et corrective et de révision générale, ainsi que de modernisation de la flotte de la ligne 8 - Diamante à Sao Paulo (Brésil).

Les principales caractéristiques de cet accord, outre celles indiquées ci-dessus, sont:

- Les montants sont garantis par CPTM. La société concessionnaire devra remplir certaines conditions de capital minimum en valeur absolue et en pourcentage de l'actif.
- La société concessionnaire garantit par caution bancaire d'un montant de 100.713 milliers de réis brésiliens (42 millions d'euros environ) l'accomplissement correct de ses obligations vis-à-vis de CPTM.
- Tous les biens associés à la concession, sauf les biens de capital, acquis, produits ou implantés par la concessionnaire pour l'exécution de la prestation de services objet du contrat seront reversés à CPTM à la fin de la concession sans aucune contreprestation.

Le 31 mai 2010, la société du Groupe Provetren, S.A. de C.V. et la société Sistema de Transporte Colectivo (STC) ont signé un contrat à 15 ans pour la construction de 30 trains et la prestation de services de location, maintenance intégrale et de révision générale de la Ligne 12 du métro de la Ville de Mexico.

Les principales caractéristiques de cet accord, outre celles indiquées ci-dessus, sont:

- Les montants à payer par STC sont garantis subsidiairement par un système de fidéicomis avec des fonds issus des Reports des Participations Fédérales.
- La société concessionnaire garantit par aval bancaire d'un montant de 100.713 milliers de réis brésiliens (42 millions d'euros environ) l'accomplissement correct de ses obligations vis-à-vis du CPTM.
- Tous les biens associés à la concession, sauf les biens de capital, acquis, produits ou implantés par la concessionnaire pour l'exécution de la prestation de services objet du contrat, seront reversés à STC à la fin de la concession sans aucune contreprestation.

L'enregistrement de ces concessions est réalisé moyennant l'application de la norme IFRIC 12 - Accord de concession de services, parce que les conditions pour cela sont remplies, et il a été procédé, conformément aux stipulations de cette norme, à la ségrégation des différentes activités menées (construction, exploitation/maintenance et financement). Par conséquent, le Groupe a enregistré à la rubrique de «Prêts et Comptes à recouvrer» de l'actif financier non courant un solde de 590.352 milliers d'euros au 31 décembre 2012 (265.780 milliers d'euros en 2011) correspondant à l'activité de construction, enregistré d'après le degré d'avancement (Notes 3.f et 11). L'investissement effectué en 2012 est de 399.579 milliers d'euros (356.567 milliers d'euros en 2011).

Le commencement des prestations de services de location et maintenance a eu lieu surtout au premier semestre 2011, pour la concession de la Ligne 8 (Brésil), et au second semestre 2012, pour la Ligne 12 (Mexico).

## 10. SOLDES ET OPÉRATIONS AVEC DES PARTIES RATTACHÉES

Le détail des transactions réalisées avec des sociétés associées et avec d'autres, qui sont des parties rattachées et qui n'ont pas été éliminées dans le processus de consolidation (Note 2.f), est le suivant:

Milliers d'euros						
Société	2012			2011		
	Services prêtés ou ventes enregistrés	Services reçus ou achats enregistrés	Produits financiers	Services prêtés ou ventes enregistrés	Services reçus ou achats enregistrés	Produits financiers
Plan Metro, S.A.	85.547	-	890	72.546	-	329
Consortio Traza, S.A.(*)	21.874	-	-	20.275	-	-
Compañía de Vagones del Sur, S.A.	-	-	-	8	-	89
Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V.	11.200	8	-	10.759	-	-
	<b>118.621</b>	<b>8</b>	<b>890</b>	<b>103.588</b>	<b>-</b>	<b>418</b>

(\*) Inclut des transactions avec la société S.E.M. Los Tranvías de Zaragoza, S.A.

Les marges générées dans des opérations réalisées avec des sociétés associées ont été dûment éliminées dans le processus de consolidation proportionnellement à leur pourcentage de participation (Note 9.a).

Comme résultat des opérations du présent exercice, de celles d'années antérieures et des avances accordées, les principaux soldes que le Groupe avait avec les sociétés en participation non consolidées par intégration globale au 31 décembre 2012 et 2011, étaient les suivants (Note 2.f):

Milliers d'euros								
Société	31.12.12				31.12.11			
	Comptes à Recouvrer	Comptes à Payer	Avances nettes de degré d'avancement	Crédits à long terme (Note 9.e)	Comptes à Recouvrer	Comptes à Payer	Avances nettes de degré d'avancement	Crédits à long terme (Note 9.e)
Plan Metro, S.A. (Note 9.e)	4.378	-	(8.417)	16.067	7.930	-	50.938	15.104
Sociedad de Economía Mixta los Tranvías de Zaragoza, S.A.	9.846	-	(1.982)	-	3.509	-	(2.918)	-
Compañía de Vagones del Sur, S.A.	-	-	-	-	-	-	-	-
Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V.	8.042	7	-	-	16.660	112	-	-
	<b>22.266</b>	<b>7</b>	<b>(10.399)</b>	<b>16.067</b>	<b>28.099</b>	<b>112</b>	<b>48.020</b>	<b>15.104</b>

Durant l'exercice 2011, la société dépendante Inversiones en Concesiones Ferroviarias, S.A. a avancé à Plan Metro, S.A. 15.104 milliers d'euros afin que cette société puisse faire face à certains engagements financiers. Ces sommes produiront un intérêt minimum qui fait coïncider la valeur nette présente des sommes avancées avec certains flux futurs prévus de la société Plan Metro, S.A.

En raison de quelques retards de paiement de son client, cette société associée est en cours de négociations avec les entités financières en vue de l'adaptation du modèle financier aux nouvelles circonstances, étant estimé que le scénario résultant permettra de récupérer les sommes avancées par le Groupe CAF.

À la rubrique de «Créances commerciales et autres comptes à recouvrer - Autres créances» du bilan consolidé au 31 décembre 2012 est inclus un compte à recouvrer de Cartera Social, S.A. pour un montant de 21.776 milliers d'euros (14.004 milliers d'euros au 31 décembre 2011) (Notes 9 et 14.a). Ce crédit produit un taux d'intérêt de marché conforme au contrat signé entre les deux parties. Un montant de 681 milliers d'euros a été enregistré au crédit de la rubrique de «Produits financiers» du compte de résultats consolidé ci-joint.

## 11. STOCKS ET CONTRATS DE CONSTRUCTION

La composition des stocks au 31 décembre 2012 et 2011 est la suivante:

	Milliers d'euros	
	31.12.12	31.12.11
Matières premières et autres approvisionnements, produits en cours, finis et semi-finis (Note 21)	233.057	345.347
Avances aux fournisseurs	17.770	20.117
	<b>250.827</b>	<b>365.464</b>

Au 31 décembre 2012, le Groupe avait des engagements fermes d'achat de matières premières pour un montant de 559.898 milliers d'euros, environ (Note 26) (357.639 milliers d'euros au 31 décembre 2011).

Les sociétés consolidées suivent le critère de prendre des polices d'assurance pour couvrir convenablement leurs stocks. Au 31 décembre 2012 et 2011 les polices d'assurance contractées couvraient la valeur des stocks à cette date.

Tel que cela est décrit dans la Note 3.a, le Groupe capitalise les charges financières supportées durant l'exercice et qui sont en rapport avec les stocks dont le cycle de production est supérieur à un an. Le montant capitalisé à cet effet avant de considérer l'imputation aux résultats pour ventes dans les exercices 2012 et 2011 a été de 880 milliers et 1.040 milliers d'euros, respectivement.

### Contrats de construction

Le montant de la somme cumulée de coûts encourus et gains reconnus (moins ceux correspondant aux pertes reconnues) et le montant des avances reçues au 31 décembre 2012 et 2011 est le suivant:

	Milliers d'euros	
	31.12.12	31.12.11
Facturation différée (Note 9)	590.352	265.780
Facturation différée (actif) (Notes 3.g et 12)	469.093	380.331
Facturation anticipée (passif) (Note 3.g)	(259.616)	(505.826)
<b>Net</b>	<b>799.829</b>	<b>140.285</b>
Coûts encourus plus gains et pertes reconnus par degré d'avancement	2.723.181	2.057.093
Facturation émise sans considérer les avances	(1.663.736)	(1.410.982)
Avances reçues	(259.616)	(505.826)
<b>Net</b>	<b>799.829</b>	<b>140.285</b>

## 12. CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES COMPTES À RECOUVRER

La composition du poste créances commerciales et autres comptes à recouvrer au 31 décembre 2012 et 2011 est la suivante:

	Milliers d'euros	
	31.12.12	31.12.11
Clients en euros	476.450	568.101
Clients en monnaie étrangère (Note 3.h)	421.357	210.201
Provisions pour dépréciation (Note 3.d)	(1.782)	(1.587)
	<b>896.025</b>	<b>776.715</b>

Ces soldes à recouvrer ont été générés, principalement, par suite de la reconnaissance du degré d'avancement selon ce qui est décrit à la Note 3.f. Une part de ces soldes (environ 47% en 2012, 51% en 2011) est facturée à des clients. Le reste correspond à «Production exécutée en attente de facturation» (Note 11). Les principaux soldes se sont produits en euros.

Au 31 décembre 2012, 51% des soldes facturés en attente de recouvrement correspondent aux cinq clients principaux (37% au 31 décembre 2011). Le solde de clients inclut des retenues dans les recouvrements au 31 décembre 2012 d'un montant de 10.485 milliers d'euros (6.905 milliers d'euros au 31 décembre 2011).

Le montant des soldes échus aux 31 décembre 2012 et 2011 est le suivant:

	Milliers d'euros	
	31.12.12	31.12.11
Échus > 90 jours	20.637	26.946
Échus > 180 jours (*)	62.250	51.648
	<b>82.887</b>	<b>78.594</b>

(\*) Ce poste inclut les retenues effectuées par les clients sur des factures.

Après leur analyse individualisée, le Groupe CAF a estimé que 1.782 milliers et 1.587 milliers d'euros au 31 décembre 2012 et 2011, respectivement, présentaient un risque de recouvrement, et les provisions correspondantes pour dépréciations ont été dotées.

### 13. AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

Au 31 décembre 2012 et 2011 le détail de ce poste est le suivant:

#### Exercice 2012

Milliers d'euros				
Actifs financiers: Nature/Catégorie	Prêts et postes à recouvrer (Note 9.e)	Investissements maintenus jusqu'à échéance	Dérivés de couverture (Note 17)	Total
Dérivés financiers	-	-	16.507	16.507
Autres actifs financiers	3.624	108.894	-	112.518
<b>Court terme / courants</b>	<b>3.624</b>	<b>108.894</b>	<b>16.507</b>	<b>129.025</b>

#### Exercice 2011

Milliers d'euros				
Actifs financiers: Nature/Catégorie	Prêts et postes à recouvrer (Note 9.e)	Investissements maintenus jusqu'à échéance	Dérivés de couverture (Note 17)	Total
Dérivés financiers	-	-	17.561	17.561
Autres actifs financiers	3.970	213.988	-	217.958
<b>Court terme / courants</b>	<b>3.970</b>	<b>213.988</b>	<b>17.561</b>	<b>235.519</b>

Le Groupe suit la politique d'investir les excédents de trésorerie en dette publique repos, dépôts à court terme, placements à échéance fixe ou billets à ordre. Il s'agit d'investissements à court terme dont les résultats sont enregistrés au crédit de la rubrique «Produits financiers» du compte de résultats consolidé ci-joint. Durant les exercices 2012 et 2011, le Groupe a enregistré des produits à ce titre de 9.769 milliers et 8.285 milliers d'euros, respectivement.

## 14. PATRIMOINE NET

### a) Capital social de la Société mère

Au 31 décembre 2012 et 2011, le capital social de la Société mère était représenté par 3.428.075 actions d'une valeur nominale de 3,01 euros chacune, représentées par des annotations au compte, totalement souscrites et libérées, toutes cotées en Bourse.

Les Sociétés ou entités actionnaires possédant au 31 décembre 2012 et 2011 plus de 3% du capital social de la Société mère sont:

	% Participation 2012	% Participation 2011
Cartera Social, S.A. (Notes 9 y 10) (*)	29,56	29,56
Kutxabank, S.A. (**)	19,06	-
Gipuzkoa Donostia Kutxa (Note 20.b)	-	19,06
BNP Paribas Securities Services	5,47	5,47
La Caixa (***)	3,01	-
Banca Cívica, S.A	-	3,01

(\*) Les actionnaires de cette société sont ou ont été employés de la Société Mère (Note 9).

(\*\*) Après le processus d'intégration, les participations de Gipuzkoa Donostia Kutxa sont passées à Kutxabank, S.A. à dater du 1er janvier de 2012.

(\*\*\*) Le 3 août 2012 a eu lieu la fusion par absorption de Banca Cívica, S.A. par Caixabank, S.A. De son côté, Caja de Ahorros y Pensiones de Barcelona (La Caixa) contrôle Caixabank, S.A.

Le 5 juin 2010, l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires a habilité le Conseil d'Administration pour l'acquisition d'actions propres dans un délai de cinq ans à partir de cette date. À la date de formulation des présents comptes annuels consolidés aucune action propre n'a été acquise dans le cadre de cet accord.

### b) Prime d'émission

Le solde de la prime d'émission est disponible dans la mesure où il n'y a pas de restrictions spécifiques à son usage.

### c) Réserve de revalorisation

Le montant maintenu dans cette réserve durant les exercices 2012 et 2011 est le suivant:

	Milliers d'euros	
	31.12.12	31.12.11
Revalorisation d'actifs corporels :		
Terrains (IFRS1)	30.418	30.418
Actualisation Loi 9/1983	7.954	7.954
Actualisation «Décret Foral» 13/1991	11.379	11.379
Actualisation «Norme Forale» 11/1996	8.701	8.701
	<b>58.452</b>	<b>58.452</b>

#### Actualisation Loi 9/1983 et «Décret Foral» 13/1991

Conformément aux normes en vigueur le solde de ces comptes est de libre disposition.

### Actualisation Norme Forale 11/1996

Ce solde peut être destiné à éliminer les résultats comptables négatifs, à augmenter le capital social ou aux réserves non distribuables, quant au solde du compte en attente d'application. Si l'on disposait de ce solde de ce compte d'une manière différente de celle prévue dans la «Norme Forale» 11/1996, ce solde serait alors soumis à l'impôt.

#### d) Réserve légale

Conformément au Texte Remanié de la Loi des Sociétés de Capitaux, un montant égal à 10% du bénéfice de l'exercice doit être destiné à la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne au moins 20% du capital social. La réserve légale pourra être utilisée pour augmenter le capital dans la part de son solde qui dépasse 20% du capital après augmentation. Sauf pour la finalité indiquée antérieurement, et tant qu'elle ne dépassera pas 20% du capital social, cette réserve ne pourra être destinée qu'à compenser des pertes et à condition qu'il n'y ait pas d'autres réserves disponibles suffisantes pour cela.

#### e) Réserves restreintes et non disponibles

Sur les comptes annuels individuels des sociétés consolidées il y a des réserves pour un montant total d'environ 18.493 milliers et 15.436 milliers d'euros aux 31 décembre 2012 et 2011, respectivement, correspondant aux concepts de réserve légale, réserve d'actualisation de bilans, réserve pour capital amorti et autres, qui sont considérées restreintes et non disponibles. Par ailleurs, certaines sociétés ont des restrictions dérivées de contrats de financement (Note 16).

Tant que le poste des charges de développement n'aura pas été totalement amorti, la distribution de dividendes est interdite, à moins que le montant des réserves disponibles soit au moins égal au montant des soldes non amortis. Par conséquent, à la clôture de l'exercice 2012 les réserves, d'un montant de 36.814 milliers d'euros (28.554 milliers d'euros à la clôture de l'exercice 2011), ne sont pas disponibles.

#### f) Différences de conversion

Le détail, par société, du poste «Différences de conversion» aux 31 décembre 2012 et 2011 est le suivant:

	Milliers d'euros	
	31.12.12	31.12.11
CAF México, S.A. de C.V.	(128)	(576)
CAF Brasil Ind. e C., S.A.	(3.363)	4.854
CAF Argentina, S.A.	(348)	(17)
CAF USA, Inc.	(267)	(209)
CAF Rail UK, Ltda.	(47)	(62)
CAF Chile, S.A.	187	112
Sefemex, S.A. de C.V.	(37)	(58)
Constructora Mex. del Fer. Sub, S.A. de C.V.	(400)	(643)
Corporación Trainemex, S.A. de C.V.	3	(10)
CAF Turquie, L.S.	(322)	(414)
CAF Argelia, E.U.R.L.	(117)	(61)
CAF India Private Limited	(44)	(32)
Ctrens Companhia de Manutenção, S.A.	(24.400)	(7.992)
Trenes CAF Venezuela, C.A.	(11)	(1)
Provetren, S.A. de C.V.	747	4
CAF Sinyalizasyon Sistemleri Ticaret Ltd Sirket	(33)	(42)
CAF Rail Australia Pty, Ltd.	35	35
CAF Colombia, S.A.S.	32	6
Sermantren, S.A. de C.V.	(1)	-
CAF Arabia, Co.	6	-
	<b>(28.508)</b>	<b>(5.106)</b>

### g) Intérêts minoritaires

Le mouvement et la composition du poste «Patrimoine net - Intérêts minoritaires» du bilan de situation consolidé ci-joint durant les exercices 2012 et 2011 est le suivant:

	Milliers d'euros
<b>Solde au 31 décembre 2010</b>	<b>9.660</b>
Bénéfices attribuables aux intérêts minoritaires	(4.733)
Différences de conversion	(363)
Variation dans le périmètre	(1.658)
Autres	(86)
<b>Solde au 31 décembre 2011</b>	<b>2.820</b>
Bénéfices attribuables aux intérêts minoritaires	600
Différences de conversion	1
Variation dans le périmètre (Note 2.f)	2.401
Dividendes	(137)
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>5.685</b>

### h) Gestion du capital

La gestion du capital du Groupe est telle qu'on puisse arriver à une structure financière qui optimise le coût de capital, en maintenant une solide position financière. Cette politique permet de rendre compatible la création de valeur pour l'actionnaire et l'accès aux marchés financiers à un coût compétitif pour couvrir les besoins, tant de refinancement de dette que de financement du plan d'investissements non couverts par la génération de fonds de l'activité.

Les Administrateurs du Groupe CAF considèrent comme indicateurs de l'accomplissement des objectifs fixés que le niveau de levier avec recours à la maison mère soit le plus bas possible. Au 31 décembre 2012 et 2011 la plupart de l'endettement est directement assignée à des activités telles que les concessions du Brésil et du Mexique (Notes 3.u, 7 et 9). Par niveau de levier on entend le rapport entre le montant de la dette financière nette et le patrimoine net:

	Milliers d'euros	
	31.12.12	31.12.11
Dette financière nette:		
Avances remboursables avec des intérêts (Note 15)	3.282	-
Dettes avec des établissements de crédit - Passif non courant (Note 16)	480.517	242.171
Dettes avec des établissements de crédit - Passif courant (Note 16)	108.962	5.878
Investissements Financiers – Actif non courant (Note 9.c)	(22.711)	-
Investissements Financiers Temporaires (Note 13)	(109.037)	(214.243)
Numéraire et autres actifs liquides équivalents	(76.682)	(86.214)
	<b>384.331</b>	<b>(52.408)</b>
Patrimoine net:		
De la Société Mère	701.915	664.444
Intérêts minoritaires	5.685	2.820
	<b>707.600</b>	<b>667.264</b>

## 15. AUTRES PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS ET AUTRES ENGAGEMENTS

Le détail des passifs financiers du Groupe au 31 décembre 2012 et 2011, présentés par nature et catégorie, aux effets d'évaluation est le suivant:

Passifs Financiers: Nature/Catégorie	Milliers d'euros		
	31.12.12		
	Débets et postes à payer	Dérivés de couverture	Total
Dettes avec des entités de crédit (Note 16)	480.517	-	480.517
Autres passifs financiers (sans dérivé de couverture)	64.352	-	64.352
Dérivés de couverture (Note 17)	-	4.870	4.870
<b>Dettes à long terme/Passifs financiers non courants</b>	<b>544.869</b>	<b>4.870</b>	<b>549.739</b>
Dettes avec des entités de crédit (Note 16)	108.962	-	108.962
Autres passifs financiers (sans dérivé de couverture)	22.408	-	22.408
Dérivés de couverture (Note 17)	-	8.400	8.400
<b>Dettes à court terme/Passifs financiers courants</b>	<b>131.370</b>	<b>8.400</b>	<b>139.770</b>
<b>Total</b>	<b>676.239</b>	<b>13.270</b>	<b>689.509</b>

Passifs Financiers: Nature/Catégorie	Milliers d'euros		
	31.12.11		
	Débets et postes à payer	Dérivés de couverture	Total
Dettes avec des entités de crédit	242.171	-	242.171
Autres passifs financiers (sans dérivé de couverture)	64.845	-	64.845
Dérivés de couverture	-	19.314	19.314
<b>Dettes à long terme/Passifs financiers non courants</b>	<b>307.016</b>	<b>19.314</b>	<b>326.330</b>
Dettes avec des entités de crédit	5.878	-	5.878
Autres passifs financiers (sans dérivé de couverture)	17.436	-	17.436
Dérivés de couverture	-	10.660	10.660
<b>Dettes à court terme/Passifs financiers courants</b>	<b>23.314</b>	<b>10.660</b>	<b>33.974</b>
<b>Total</b>	<b>330.330</b>	<b>29.974</b>	<b>360.304</b>

Le détail de «Autres passifs financiers non courants» par concept est le suivant :

	Milliers d'euros	
	31.12.12	31.12.11
Avances remboursables	56.472	54.673
Engagements avec le personnel	6.061	7.457
Autres passifs (Note 16)	1.819	2.715
	<b>64.352</b>	<b>64.845</b>

Le détail par échéance dans les prochaines années d'autres passifs financiers non courants est (en milliers d'euros):

	<b>2012</b>		<b>2011</b>
2014	8.958	2013	13.618
2015	9.193	2014	9.285
2016	9.303	2015	8.938
2017	7.712	2016	8.552
2018 et suivants	29.186	2017 et suivants	24.452
<b>Total</b>	<b>64.352</b>	<b>Total</b>	<b>64.845</b>

### Avances remboursables

Le Groupe a reçu certaines aides pour des programmes de Recherche et Développement pour la réalisation de projets de recherche et développement qui sont enregistrées au moment de leur encaissement effectif ou, le cas échéant, quand le coordinateur du projet conjoint les touche. Ces aides ont consisté en:

- Subventions pour faire face partiellement aux charges et coûts de ces projets.
- Avances remboursables consistant en des prêts, en général sans intérêt (Note 14), qui ont généralement une période initiale de carence de 3 ans et sont amortis sur une période de plus de 10 ans.

Le mouvement enregistré dans les exercices 2012 et 2011 pour les différents programmes mentionnés, pour la partie à long terme (à la valeur actuelle) a été:

	<b>Milliers d'euros</b>
	<b>Avances remboursables</b>
<b>Solde au 31.12.10</b>	<b>53.358</b>
Additions	11.239
Transferts à court terme	(9.924)
<b>Solde au 31.12.11</b>	<b>54.673</b>
Additions	12.636
Transferts à court terme	(10.837)
<b>Solde au 31.12.12</b>	<b>56.472</b>

Par ailleurs, le montant enregistré à court terme au titre des soldes créditeurs pour avances remboursables s'élève à 16.676 milliers et 14.507 milliers d'euros, respectivement, au 31 décembre 2012 et 2011.

### Engagements vis-à-vis du personnel

Le Groupe a enregistré les engagements futurs avec les travailleurs soumis à un contrat de relève (Note 3.I).

Par ailleurs, le détail de la valeur actuelle des engagements assumés par le Groupe en matière de rétributions post-emploi et autres à long terme, des actifs destinés à leur couverture, et des sommes non enregistrées à la clôture des exercices 2012 et 2011, est le suivant (Note 3.k):

	Milliers d'euros	
	31.12.12	31.12.11
Valeur actuelle des engagements assumés-	20.215	18.998
Moins - Juste valeur des actifs affectés	(20.181)	(18.009)
<b>Dettes commerciales et autres comptes à payer - Autres dettes</b>	<b>34</b>	<b>989</b>

La valeur actuelle des engagements assumés a été déterminée par des actuaires indépendants qualifiés, qui ont appliqué les critères suivants dans leur quantification:

- Méthode de calcul: «Unité de crédit projetée», qui considère chaque année de service comme génératrice d'une unité additionnelle de droit aux prestations, en évaluant chaque unité séparément.
- Hypothèses actuarielles utilisées: sans biais et compatibles entre elles. En général, les hypothèses actuarielles les plus significatives qui ont été considérées dans les calculs ont été les suivantes:

Hypothèses actuarielles	2012	2011
Taux d'intérêt technique	5,15%(1)	5,06%(1)
Tables de mortalité	PERM/F 2000P	PERM/F 2000P
Taux annuel de révision des pensions	3%	3%
Âge de la retraite	65/67	65

(1) Durant les 30 premières années. Ensuite à 2,42%.

La juste valeur des actifs affectés a été calculée à la clôture de l'exercice selon la méthode de calcul unité de crédit projetée.

La rentabilité attendue des actifs affectés a été calculée en fonction de l'évaluation du portefeuille de placement affecté réalisée par la compagnie d'assurance Mapfre Vida, et elle a été de 5,15% dans l'exercice 2012 (5,06% dans l'exercice 2011).

## 16. DETTES AVEC DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

La composition de ces postes du bilan de situation consolidé ci-joint est la suivante:

	Milliers d'euros			
	31.12.12		31.12.11	
	Non courant	Courant	Non courant	Courant
Prêts et comptes de crédit avec des établissements financiers	480.517	107.418	242.171	2.912
Intérêts produits en attente d'échéance	-	1.544	-	1.946
Dettes à effets escomptés	-	-	-	1.020
<b>Total (Note 15)</b>	<b>480.517</b>	<b>108.962</b>	<b>242.171</b>	<b>5.878</b>

En application de l'IAS 39, les montants des dettes avec des établissements de crédit sont présentés au bilan corrigés par les coûts engagés dans l'ouverture et la concertation des prêts.

Quant à l'opération de location de trains de CPTM décrite à la Note 9, la société filiale Ctrens-Companhia de Manutenção, S.A. (Ctrens) a souscrit le 10 mai 2011, avec Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social (BNDES), un contrat de financement d'un montant maximum de 946.890 milliers de réis brésiliens. Le taux d'intérêt que produit le prêt est l'équivalent au TJLP (Tasa de Juros de Longo Prazo) plus un différentiel. Le principal du prêt sera amorti moyennant 160 versements mensuels et successifs, dont le premier en janvier de 2013. Au 31 décembre 2012 le solde dont il a été disposé s'élève à 892.513 milliers de réis brésiliens (312.985 milliers d'euros à long terme et 17.288 milliers d'euros à court terme) (577.707 milliers de réis brésiliens et 239.113 milliers d'euros en 2011, à long terme).

Ce contrat inclut certaines clauses restrictives qui limitent la société Ctrens-Companhia de Manutenção, S.A, entre autres, l'obtention de nouveaux prêts bancaires, donner des garanties, effectuer des remboursements de capital, distribuer des dividendes, et l'obligation de maintenir certaines conditions financières à partir de janvier 2013, parmi lesquelles est inclus l'Indice de Couverture du Service de la Dette (qui doit être à 1,2) et le Formule de Structure de Capital Minimum (qui doit être supérieure à 0,24).

Par ailleurs, le 15 juin 2011, la société filiale a signé avec la BNDES un contrat de cession fiduciaire par lequel elle cède en garantie les droits de recouvrement que CTRENS a vis-à-vis de CPTM, ainsi que les garanties accordées par CPTM en faveur de la filiale et tout montant qui sera exigible par la filiale à CPTM, la Société Mère et CAF Brasil.

En ce qui concerne le Contrat de Prestation de Services de location de trains à long terme (PPS – Ligne 12) décrit à la Note 9, la société filiale Provetren, S.A. de C.V. a signé le 7 décembre 2012 avec un syndicat bancaire, formé par BBVA Bancomer, S.A., Banco Nacional de México, S.A., Banco Santander (México) S.A., Sumitomo Mitsui Banking Corporation et Caixabank, S.A., un contrat de financement à long terme d'un montant maximum de 300 millions de dollars des États-Unis. Le taux d'intérêt que produit l'emprunt est référencé au LIBOR. Pour éviter des fluctuations de la courbe de taux d'intérêt, et comme cela est courant dans ce type de financements, Provetren a conclu un Contrat de Couverture de Taux d'Intérêt pour 80% du financement et pour 80% du délai (Note 17).

Le principal du prêt sera amorti moyennant 39 versements trimestriels consécutifs, en s'ajustant au profil de recouvrements sous le PPS. Le premier versement sera en octobre 2013. Au 31 décembre 2012 le solde dont il a été disposé s'élève à 222 millions de dollars, équivalent à 168.258 milliers d'euros (le passif financier s'élevant, selon la méthode de coût amorti, à 161.232 milliers d'euros intégralement enregistré à long terme).

Ce Contrat inclut certaines clauses restrictives qui limitent la société Provetren, S.A., de C.V. en ce qui concerne, entre autres, l'obtention de nouveaux prêts bancaires, l'octroi de garanties, les remboursements de capital, la distribution de dividendes si certains ratios ne sont pas atteints, et le maintien de certaines conditions financières à partir d'octobre 2013, dont le Taux de Couverture du Service de la Dette (qui doit dépasser 1,15).

D'autre part, à la même date, le 7 décembre 2012, la société filiale a signé avec Banco Invex, en tant que Fiduciaire, et BBVA Bancomer S.A., en tant que Fidéicommissaire en Premier Lieu, un Contrat de Fidéicommissaire selon lequel elle cède en garantie les droits de recouvrement qu'a Provetren sous le PPS, les droits de recouvrement dérivés du Contrat de Couverture de Taux d'Intérêt, les droits de recouvrement sous les contrats de fabrication et maintenance, tout produit à titre de récupération de TVA, ainsi que les sommes dérivées des Polices d'Assurance.

Les actions de la filiale Ctrens-Companhia de Manutenção, S.A. et Provetren, S.A. de C.V. sont gagées en faveur de la BNDES et du Syndicat bancaire mentionné plus haut, respectivement. Dans aucun des deux contrats de financement à long terme décrits les prestataires n'ont recours à aucune action des Sociétés qui composent le Groupe CAF, au-delà de celles de caractère technique, prêtées par CAF, S.A. durant les périodes respectives de fabrication des deux flottes de trains, qui prendront fin en 2013.

Le reste de la dette financière à long terme correspond à des prêts reçus par diverses sociétés dépendantes qui sont référencés à un taux d'intérêt de marché.

Les amortissements prévus pour dettes avec des entités de crédit à long terme sont les suivants (milliers d'euros):

	<b>31.12.12</b>		<b>31.12.11</b>
2014	45.978	2013	15.956
2015	33.570	2014	17.334
2016	35.755	2015	18.816
2017	38.456	2016	20.259
2018 et suivants	326.758	2017 et suivants	169.806
<b>Total</b>	<b>480.517</b>	<b>Total</b>	<b>242.171</b>

Outre le financement commenté, au 31 décembre 2012, les sociétés consolidées avaient accordé divers prêts et lignes de crédit et de factoring dans différents établissements financiers, principalement en euros et qui produisaient des taux d'intérêts de marché, essentiellement référencés à l'EURIBOR + un différentiel, jusqu'à une limite de 354.398 milliers d'euros (248.028 milliers d'euros au 31 décembre 2011), dont un montant de 89 millions avait été disposé à la clôture de 2012 (3 millions d'euros en 2011).

## 17. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le Groupe CAF utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir les risques auxquels sont exposées ses activités, ses opérations et ses flux monétaires futurs, surtout des risques dérivés des variations des taux de change (Note 3.d). Le Groupe CAF utilise des dérivés comme couverture de taux de change pour mitiger l'effet négatif possible que les variations dans les taux de change peuvent représenter sur les flux de caisse futurs correspondant à des transactions et à des prêts en monnaies différentes de la monnaie fonctionnelle de la société correspondante.

De même, certaines sociétés intégrées par la méthode d'intégration globale et de la participation maintiennent des contrats de couverture de taux d'intérêt (Note 3.d).

Les détails des compositions des soldes nets qui reprennent l'évaluation de dérivés, essentiellement de couverture de juste valeur, du bilan de situation consolidé au 31 décembre 2012 et 2011, sont les suivants:

## Exercice 2012

Dérivés de vente en devise au 31.12.12 (couverture de juste valeur)	Échéance (en Devise)		
	2013	2014	2015 et suivants
<b>Couvertures:</b>			
Assurances de change de Dollars (*)	520.928.312	142.264.551	113.519.159
Assurances de change de Livres Sterling	14.775.698	16.855.906	1.728.811
Assurances de change d'Euros	17.593.845	1.460.236	188.418
Assurances de change de Réis Brésiliens	105.674.223	-	-
Assurances de change de Couronnes Suédoises	306.426.167	162.454.640	95.480.253
Assurances de change de Dollars australiens	14.472.439	4.309.200	-
Assurances de change de Dollars néozélandais	10.899.435	-	-
Assurances de change de Leus roumains	2.900.000	-	-
Assurances de change de Dollars Canadiens	549.800	-	-

(\*) Inclut la couverture de l'investissement net dans CAF USA, Inc. et dans Provetren pour 89.443 milliers d'USD.

Dérivés d'achat en devise au 31.12.12 (couverture de juste valeur)	Échéance (en Devise)		
	2013	2014	2015 et suivants
<b>Couvertures:</b>			
Assurances de change de Dollars	27.753.401	583.862	1.810.394
Assurances de change d'Euros	98.095.770	-	-
Assurances de change de Réis Brésiliens	68.194.307	-	-
Assurances de change de Pesos Mexicains	120.000.000	-	-

Dérivés d'achat de devise au 31.12.12 (couverture de flux monétaires)	Échéance (en Devise)		
	2013	2014	2015 et suivants
<b>Couvertures:</b>			
Assurances de change de Dollars	2.513.100	-	-

	Milliers d'euros			
	Juste valeur		Flux de trésorerie	
	31.12.12	31.12.11	31.12.12	31.12.11
<b>Couvertures:</b>				
Assurances de change en Dollars	6.423	4.550	(92)	2.625
Assurances de change en Livres Sterling	29	(404)	-	-
Assurances de change en Pesos Mexicains	277	-	-	-
Assurances de change en Réis Brésiliens	1.848	2.786	-	-
Assurances de change de Francs Suisses	-	(131)	-	-
Assurances de change en Euros	(767)	-	-	-
Assurances de change de Dollars australiens	(80)	-	-	-
Assurances de change en Couronnes Suédoises	15	-	-	-
Assurances de change de Leus roumains	(19)	-	-	-
Assurances de change de Dollars néozélandais	100	-	-	-
<b>Évaluation à la clôture (*)</b>	<b>7.826</b>	<b>6.801</b>	<b>(92)</b>	<b>2.625</b>

(\*) Avant de considérer leur effet fiscal.

## Exercice 2011

Dérivés de vente en devise au 31.12.11 (couverture de juste valeur)	Échéance (en Devise)		
	2012	2013	2014 et suivants
<b>Couvertures:</b>			
Assurances de change de Dollars (*)	357.980.882	123.371.268	225.258.778
Assurances de change de Livres Sterling	51.436.091	-	-
Assurances de change d'Euros	8.096.693	15.544.452	1.648.654
Assurances de change de Réis Brésiliens (**)	85.235.979	43.743.563	-
Assurances de change de Dollars Canadiens	368.527	-	-
Assurances de change de Couronnes Suédoises	-	303.271.515	63.815.900

(\*) Y compris la couverture de l'investissement net dans CAF USA, Inc.

(\*\*) Y compris la couverture partielle de l'investissement net dans CAF Brasil Ind, C.S.A. pour un montant de 43.774 milliers de réis brésiliens

Dérivés d'achat en devise au 1.12.11 (couverture de juste valeur)	Échéance (en Devise)		
	2012	2013	2014 et suivants
<b>Couvertures:</b>			
Assurances de change de Dollars	76.339.674	912.000	-
Assurances de change de Livres Sterling	136.029	-	-
Assurances de change d'Euros	30.367.432	6.017.725	-
Assurances de change de Francs Suisses	3.222.790	-	-
Assurances de change de Réis Brésiliens	70.755.603	-	-

Dérivés d'achat de devise au 31.12.11 (couverture de flux monétaires)	Échéance (en Devise)		
	2012	2013	2014 et suivants
<b>Couvertures:</b>			
Assurances de change de Dollars	11.672.635	6.721.261	41.466.147

À la clôture des exercices 2012 et 2011, la société associée SEM Los Tranvías de Zaragoza, S.A. (Note 9.a) a des contrats de diverses permutations financières rattachées au nominal de ses dettes financières. Ces permutations financières ont été désignées comme instrument de couverture de flux de trésorerie pour risque de taux d'intérêt, l'évaluation correspondant au Groupe s'élevant à 4.383 milliers d'euros au 31 décembre 2012 nets de l'effet fiscal (3.710 milliers d'euros au 31 décembre 2011).

Le 17 décembre 2012 la Société filiale Provetren a signé un contrat de permutation financière de taux d'intérêt pour une partie du financement contracté (Note 16) dont l'évaluation négative au 31 décembre 2012 s'élève à 179 milliers d'euros.

La juste valeur des instruments financiers dérivés a été calculée en utilisant des données de marché observables (taux de change de clôture et courbes de taux d'intérêt).

L'échéance de l'instrument de couverture coïncide avec l'exercice dans lequel on espère que se produisent les flux de trésorerie.

Durant l'exercice 2012 l'effet de la part inefficace des opérations de couvertures menées et portées en charge du compte de résultats consolidé a représenté une charge d'un montant de 2.292 milliers d'euros (une charge de 245 milliers d'euros en 2011).

Par ailleurs, la liquidation et la variation de la valeur des dérivés de juste valeur a représenté une charge de 3.403 milliers et 25.984 milliers d'euros dans les exercices 2012 et 2011, montants analogues à ceux de la variation de valeur des postes couverts.

Les postes couverts dans le Groupe, conformément à la Note 5.a. sur les Risques de Marché, sont les opérations en devises incluses dans chacun des contrats commerciaux. Ces opérations se composent, au moment initial de prise des couvertures, soit d'engagements fermes (auquel cas elles sont enregistrées comme des couvertures de juste valeur) ou soit comme des transactions hautement probables (auquel cas elles sont enregistrées comme des couvertures de flux monétaires).

## 18. IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

Au 31 décembre 2012, restaient ouverts à l'inspection, essentiellement les quatre derniers exercices, en ce qui concerne les principaux impôts auxquels est soumise l'activité des différentes sociétés qui forment le Groupe CAF.

La Société mère est imposée depuis l'exercice 2007 dans le Régime de Consolidation Fiscale sur le Territoire Historique de Guipúzcoa, avec certaines sociétés dépendantes.

La conciliation entre le résultat comptable du Groupe et la charge de l'Impôt sur les Sociétés, est la suivante:

	Milliers d'euros	
	2012	2011
<b>Résultat comptable avant impôts</b>	<b>127.765</b>	<b>143.867</b>
Taux d'imposition de la société mère	28%	28%
<b>Impôt sur les Sociétés calculé au taux d'imposition de la société mère</b>	<b>35.774</b>	<b>40.283</b>
Effet produit par le taux d'imposition différent de filiales	6.272	1.875
Effet des produits exonérés et des charges non déductibles fiscalement	162	2.891
Effet fiscal de déductions et autres aides fiscales enregistrées dans l'exercice	(11.086)	(29.596)
Effet fiscal pour crédits fiscaux et impôts différés non reconnus	(545)	(10)
Effet fiscal pour dépréciations de crédits fiscaux et impôts différés	-	220
Ajustements reconnus dans l'exercice relatifs à l'Impôt sur les Sociétés d'exercices antérieurs	(2.833)	(1.441)
Changements dans le taux d'imposition	(33)	38
<b>Total charge (produit) pour impôt reconnu sur le compte de résultats consolidé</b>	<b>27.711</b>	<b>14.260</b>
<b>Charge (produit) pour impôt courant (*)</b>	<b>20.475</b>	<b>28.156</b>
<b>Charge (produit) pour impôt différé</b>	<b>7.236</b>	<b>(13.896)</b>

(\*) Y compris ajustements et impôts sur les sociétés d'exercices antérieurs.

La différence entre la charge fiscale et celle qu'il faudra payer pour cet exercice est enregistrée aux postes « Impôts différés actifs » et « Impôts différés passifs » de l'actif ou du passif du bilan de situation consolidé ci-joint.

La composition et le mouvement de ces soldes est la suivante:

	Milliers d'euros				
	31.12.11	Additions	Retraits	Différences de conversion	31.12.12
<b>Impôts différés actifs:</b>					
Déductions en attente d'application et bases imposables négatives (Notes 3.m et 9)	39.327	1.784	(21.243)	(70)	19.798
Provisions temporairement non déductibles	66.259	24.334	(11.011)	(875)	78.707
Plan de participations (Note 9)	4.585	-	(2.490)	-	2.095
Élimination des bénéfices en consolidation	182	3.184	(1.837)	(54)	1.475
	<b>110.353</b>	<b>29.302</b>	<b>(36.581)</b>	<b>(999)</b>	<b>102.075</b>
<b>Impôts différés passifs:</b>					
Liberté d'amortissement et amortissement accéléré (Note 7)	43.365	16.796	(17.100)	(1.635)	41.426
Provisions de portefeuille	25.645	-	(535)	-	25.110
Couvertures de flux monétaires (Note 17)	735	-	(761)	-	(26)
Revalorisation terrains (Note 14)	11.829	-	-	-	11.829
Fonds de commerce	284	74	-	-	358
Élimination de résultats dans la consolidation et autres	4.098	2.309	(826)	5	5.586
	<b>85.956</b>	<b>19.179</b>	<b>(19.222)</b>	<b>(1.630)</b>	<b>84.283</b>

	Milliers d'euros					
	31.12.10	Additions	Retraits	Différences de conversion	Changements dans le périmètre (Note 2.g)	31.12.11
<b>Impôts différés actifs:</b>						
Déductions en attente d'application et bases imposables négatives	32.630	45.294	(15.707)	(1.586)	(21.304)	39.327
Provisions temporairement non déductibles	45.588	38.907	(12.680)	(1.239)	(4.317)	66.259
Plan de participations	8.169	-	(3.584)	-	-	4.585
Élimination des bénéfices en consolidation	26.618	86	(1.130)	-	(25.392)	182
	<b>113.005</b>	<b>84.287</b>	<b>(33.101)</b>	<b>(2.825)</b>	<b>(51.013)</b>	<b>110.353</b>
<b>Impôts différés passifs:</b>						
Liberté d'amortissement et amortissement accéléré	24.840	21.941	(3.432)	16	-	43.365
Provisions de portefeuille	16.179	9.461	-	5	-	25.645
Couvertures de flux monétaires	-	735	-	-	-	735
Revalorisation terrains	11.829	-	-	-	-	11.829
Fonds de commerce	210	74	-	-	-	284
Élimination de résultats dans la consolidation et autres	2.876	4.010	(2.797)	9	-	4.098
	<b>55.934</b>	<b>36.221</b>	<b>(6.229)</b>	<b>30</b>	<b>-</b>	<b>85.956</b>

Le Groupe prévoit d'accréditer dans l'exercice 2012 des déductions pour un montant de 39.886 milliers d'euros, (22.542 milliers d'euros dans l'exercice 2011) qui correspondent principalement à des déductions pour R+D, des apports à des sociétés de promotion d'entreprises, des déductions pour double imposition. Le montant des déductions en attente d'application après la prévision de l'Impôt 2012 s'élève à 49.537 milliers d'euros (29.805 milliers d'euros dans l'exercice 2011), dont 14.866 milliers d'euros sont enregistrés à la rubrique «Actifs pour impôt différé - Déductions en attente d'application et bases imposables négatives» (22.260 milliers d'euros dans l'exercice 2011). Le montant des bases imposables négatives en attente de compensation activées s'élève à 4.932 milliers d'euros au 31 décembre 2012 (17.067 milliers d'euros dans l'exercice 2011).

En général, les actifs ou éléments du patrimoine objet des déductions en question devront rester en fonctionnement dans le Groupe, assignés, le cas échéant, aux fins prévues, durant une période minimale de cinq ans, ou trois s'il s'agit de biens mobiliers, sauf si leur durée de vie utile est inférieure, sans faire l'objet de transmission, de location ou de cession à des tiers pour être utilisés, sauf en cas de pertes justifiées.

Compte tenu de l'incertitude inhérente à la récupération des actifs pour impôt différé, le Groupe suit un critère d'activation basé sur une évaluation du portefeuille de commandes. Selon ce critère, le Groupe maintient des déductions non activées et des bases imposables négatives d'un montant approximatif de 43.664 milliers d'euros (19.579 milliers d'euros dans l'exercice 2011), qui seront activées dans la mesure où elles pourront être appliquées dans les exercices suivants, conformément aux limites et délais établis dans la norme en vigueur. Par ailleurs, le Groupe dispose d'impôts différés d'actif non enregistrés d'un montant de 16.245 milliers d'euros (11.536 milliers d'euros en 2011).

Le montant et le délai d'application des déductions fiscales du Groupe et des bases imposables négatives (non activées) est le suivant:

	Milliers d'euros	
	31.12.12	31.12.11
Échéance 2016	-	1.160
Échéance 2017	366	366
Échéance 2018	796	796
Échéance 2019	380	547
Échéance 2020	557	644
Échéance 2021	96	303
Échéance 2022	5	1
Échéance 2023	16	19
Échéance 2024	70	160
Échéance 2025	156	23
Échéance 2026	7.058	5.926
Échéance 2027 et suivantes	27.966	5.890
Sans échéance	6.198	3.744
	<b>43.664</b>	<b>19.579</b>

Dans le calcul du compte à payer pour l'Impôt sur les Sociétés 2012, on a considéré des déductions de 21.839 milliers d'euros (28.964 milliers d'euros en 2011), dont 6.065 milliers d'euros étaient activés dans la rubrique «Actifs pour impôt différé» du bilan consolidé ci-joint au 31 décembre 2011. Une charge pour impôt à l'étranger d'un montant de 3.212 milliers d'euros a été considérée associée à ces déductions. Par ailleurs, les différences entre l'estimation de l'Impôt sur les Sociétés de l'exercice 2011 et la déclaration finalement présentée ont donné lieu à un produit d'un montant de 2.833 milliers d'euros, essentiellement pour l'accréditation de déductions plus importantes que celles prévues (une charge d'un montant de 1.441 milliers d'euros dans l'exercice 2011).

La Société mère est imposée conformément aux dispositions de la Norme Forale 7/1996, du 4 juillet, de l'Impôt sur les Sociétés. Le 30 décembre 2008, a été publiée et est entrée en vigueur la Norme Forale 8/2008, du 23 décembre,

portant modification de la Norme Forale 7/1996. Elle ressort ses effets pour les périodes fiscales commencées au 1er janvier 2008, et établit, entre autres mesures, un taux général d'imposition de 28%. Cette Norme Forale 8/2008 a fait l'objet d'un recours devant la Cour Suprême, mais les Administrateurs estiment que cette circonstance n'entraînera pas de passifs significatifs.

Selon les dispositions de la législation en vigueur, les Impôts ne peuvent pas être considérés définitivement réglés tant que les déclarations présentées n'ont pas été examinées par les autorités fiscales ou que ne s'est pas écoulé le délai de prescription de quatre ans. À la clôture de l'exercice 2012 le Groupe avait l'exercice 2008 et les suivants ouverts à l'Inspection de l'Impôt sur les Sociétés, et l'exercice 2009 et suivants pour les autres impôts applicables aux sociétés qui sont imposées en Espagne, et pour les sociétés étrangères, conformément aux normes locales applicables. Les Administrateurs de la Société mère considèrent que les règlements de tous ces impôts ont été correctement réalisés. Par conséquent, même s'il surgissait des divergences dans l'interprétation de la réglementation en vigueur à propos du traitement fiscal appliqué aux opérations, les passifs résultants éventuels, s'ils se matérialisent, n'affecteraient pas de manière significative les comptes annuels ci-joints.

Durant l'exercice 2010 le Groupe a fait l'objet d'une procédure de vérification par l'Agence Tributaire, sans qu'il ne soit apparu des passifs significatifs.

Le 14 février 2012 la Société mère a reçu une notification d'ouverture d'actions de vérification et enquête des déductions de R+D déclarées dans l'exercice 2009 par la société mère et la société dépendante Trainelec, S.L. À la date de présentation des comptes annuels de 2012, le processus de vérification et recherche reste ouvert, les administrateurs estimant que n'apparaîtront pas de passifs significatifs.

Le 7 février 2013, a été publié au Journal Officiel de Guipúzcoa le Décret Foral Règlementaire 1/2013, du 5 février, d'actualisation de bilans. Il s'agit d'une procédure volontaire, les éléments d'immobilisations figurant au bilan au 31 décembre 2012 étant actualisables conformément à la norme, avec une charge unique de 5% sur la réserve de revalorisation.

Le Conseil d'Administration de la Société mère est actuellement en train de calculer les impacts que ce décret foral-norme pourrait représenter pour les états financiers individuels des sociétés affectées, en vue de la décision de s'y soumettre ou non dans les délais légaux prévus. Si les sociétés s'y soumettent, l'actualisation des bilans devra être approuvée par l'Assemblée Générale avant le 30 juin 2013, en comptabilisant son effet sur les états financiers individuels dans l'exercice 2013.

## 19. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

La composition des soldes avec les «Administrations publiques», aux 31 décembre 2012 et 2011, est la suivante:

Concept	Milliers d'euros							
	31.12.12				31.12.11			
	Actif		Passif		Actif		Passif	
Non Courant	Courant	Non Courant	Courant	Non Courant	Courant	Non Courant	Courant	
Sécurité Sociale	-	-	-	7.166	-	-	-	7.180
Trésor Public-								
Taxe à la valeur ajoutée (Note 9)	40.773	50.031	-	42.074	38.114	22.119	-	20.142
Autres	-	1.036	-	-	-	1.493	-	155
Retenues en acompte de l'Impôt sur								
le Revenu des Personnes Physiques	-	-	-	9.632	-	-	-	7.430
Impôt sur les Sociétés (Note 3.m)	-	12.844	-	1.089	-	3.684	-	5.322
Trésor Public débiteur pour subventions	-	5.326	-	-	-	7.199	-	-
	<b>40.773</b>	<b>69.237</b>	<b>-</b>	<b>59.961</b>	<b>38.114</b>	<b>34.495</b>	<b>-</b>	<b>40.229</b>

Durant l'exercice 2011, a été obtenu le Régime Spécial des Groupes d'Entités de la Taxe à la Valeur Ajoutée dont fait partie la Société mère avec certaines sociétés dépendantes.

## 20. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

### Provisions non courantes

Le Groupe dote des provisions à la rubrique «Provisions non courantes» comme conséquence de l'existence d'une obligation présente surgie à la suite d'événements passés, à l'échéance de laquelle pour l'éteindre, le Groupe s'attend à se dessaisir de ressources. Le montant consiste en la meilleure estimation faite jusqu'à présent par les Administrateurs de la Société mère et il est enregistré à la valeur actuelle dès l'instant que l'effet financier est significatif. Durant les exercices 2012 et 2011, le Groupe a effectué des paiements de 1.306 milliers et 1.523 milliers d'euros et a doté 2.329 milliers et 3.039 milliers d'euros, principalement en charge de «Charges de personnel - Traitements et salaires» (Note 22) du compte de résultats consolidé.

### Provisions courantes

Le mouvement de cette rubrique (Note 3.ñ) durant 2012 et 2011, a été le suivant (en milliers d'euros):

	<b>Services de Garantie et Assistance, responsabilités contractuelles, etc. (Notes 3.f et 3.ñ)</b>	<b>Autres Provisions (Notes 3.m, 3.ñ et 8)</b>	<b>Total</b>
<b>Solde au 31.12.10</b>	<b>208.078</b>	<b>3.026</b>	<b>211.104</b>
Dotation nette des provisions (Notes 3.k, 3.ñ et 18)	39.533	(236)	39.297
Applications	(2.047)	-	(2.047)
Différences de conversion	(556)	-	(556)
<b>Solde au 31.12.11</b>	<b>245.008</b>	<b>2.790</b>	<b>247.798</b>
Dotation nette des provisions (Notes 3.k, 3.ñ et 18)	123.302	583	123.885
Applications	(22.197)	-	(22.197)
Différences de conversion	(805)	-	(805)
<b>Solde au 31.12.12</b>	<b>345.308</b>	<b>3.373</b>	<b>348.681</b>

Durant l'exercice 2012 le Groupe a enregistré une provision à court terme de 3.168 milliers d'euros (19.195 milliers d'euros durant l'exercice 2011) en charge de la rubrique «Autres charges d'exploitation» du compte de résultats consolidé ci-joint, pour la résolution finale d'un litige. Un montant de 19.311 milliers d'euros a été appliqué à des provisions dotées dans l'exercice antérieur pour annuler le contrat indiqué à la Note 8 et le Groupe a enregistré un montant de 9.201 milliers d'euros à la rubrique «Dettes commerciales et autres comptes à payer» pour l'avance reçue.

Un montant de 8.202 milliers d'euros a été doté à la rubrique «Autres charges d'exploitation» du compte de résultats consolidé ci-joint pour divers litiges ouverts contre le Groupe. Les Administrateurs estiment que ne se produiront pas d'autres passifs que ceux enregistrés au 31 décembre 2012.

Les provisions à court terme additionnelles aux 31 décembre 2012 et 2011 se réfèrent essentiellement aux provisions pour responsabilités contractuelles (227 millions d'euros au 31 décembre 2012 et 120 millions d'euros au 31 décembre 2011 respectivement) et garanties après-vente (111 millions d'euros au 31 décembre 2012 et 109 millions au 31 décembre 2011, respectivement).

Les sociétés consolidées ont enregistré dans «Autres charges d'exploitation» du compte de résultats consolidé 2012 ci-joint une charge de 121.051 milliers d'euros (charge de 38.433 milliers d'euros durant l'exercice 2011) correspondant à la différence entre les provisions à ce titre nécessaires à la clôture de l'exercice et celles enregistrées à la clôture de l'exercice antérieur. Les charges encourues dans les exercices 2012 et 2011 à titre de prestation des services de garanties contractuelles (58.189 milliers et 41.293 milliers d'euros environ, respectivement), ont été enregistrées aux rubriques «Approvisionnements» et «Charges de Personnel» des comptes de résultats consolidés 2012 et 2011 ci-joints.

Le Groupe a signé un contrat en 2008 avec le Métro de Caracas pour un montant net des retenues réalisées par le client, de 602.000 milliers d'euros environ, pour la fabrication et la fourniture de 48 trains à fabriquer en Espagne. Au 31 décembre 2012, 40 trains avaient déjà été livrés au client et 5 autres étaient prêts à être envoyés. Comme conséquence des conditions contractuelles existantes, le Groupe a constitué une provision à cette date en charge du contrat pour un montant de 41.583 milliers d'euros, qui est enregistrée au chapitre des responsabilités contractuelles du tableau précédent.

## 21. PRODUITS ET CHARGES

### a) Approvisionnements

	Milliers d'euros	
	2012	2011
Consommations (*)	543.876	917.735
Travaux réalisés par d'autres sociétés	50.784	47.293
Pertes pour dépréciation de matières premières	781	-
	<b>595.441</b>	<b>965.028</b>

(\*) Le 77% en monnaies de l'environnement euro, et le reste essentiellement en USD et réis brésiliens (76% environnement euro 2011).

### b) Autres charges d'exploitation

	Milliers d'euros	
	2012	2011
Services extérieurs	250.131	220.624
Taxes	2.934	2.452
Variation de provisions pour opérations d'exploitation et autres	121.858	38.885
Autres charges de gestion courante	1.182	1.340
	<b>376.105</b>	<b>263.301</b>

Les honoraires relatifs aux services d'audit (y compris les révisions semestrielles) de Construcciones y de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés dépendantes se sont élevés à 710 milliers d'euros (686 milliers d'euros dans l'exercice 2011). De ce montant, ceux engagés par les audits annuels des sociétés révisées par les firmes de l'organisation mondiale Deloitte se sont élevés à 564 milliers d'euros (527 milliers d'euros dans l'exercice 2011). De plus, on a facturé des honoraires pour d'autres services professionnels, pour un montant de 508 milliers d'euros (552 milliers d'euros dans l'exercice 2011), dont 438 milliers d'euros correspondent à l'audit principal (518 milliers d'euros dans l'exercice 2011), 73 milliers d'euros pour services de vérification en rapport avec l'audit, 151 milliers d'euros pour services fiscaux et le reste pour autres services (352 milliers, 93 milliers et 73 milliers d'euros dans l'exercice 2011).

### c) Information sur l'environnement

Durant l'exercice 2012, des investissements en systèmes, équipements et installations destinés à la protection et à l'amélioration de l'environnement ont été réalisés pour un montant de 2.579 milliers d'euros (1.216 milliers d'euros investis en 2011).

Durant les exercices 2012 et 2011 le Groupe n'a pas obtenu de subventions de nature environnementale.

Au 31 décembre 2012 le Groupe ne maintient pas de litiges en cours ou de contingences rattachées à la protection et à l'amélioration de l'environnement. Les Administrateurs des Sociétés du Groupe considèrent qu'il n'y aura pas de passifs significatifs dérivés de l'action environnementale de celle-ci, ce pourquoi le bilan de situation consolidé ci-joint n'inclut aucune provision à ce titre.

Durant l'exercice 2012 le Groupe a supporté des charges à caractère environnemental d'un montant de 412 milliers d'euros (42 milliers d'euros durant l'exercice 2011).

### d) Subventions d'exploitation

La plupart des subventions transférées aux résultats en 2012 et 2011 correspondent à des subventions obtenues dans le cadre de divers programmes ministériels lors de leurs différents appels d'offres, qui ont été portées aux coûts à justifier.

Si les investissements en R+D prévus dans ces projets ne sont pas atteints, ces aides devront être remboursées à un taux d'intérêt de marché.

Le montant des subventions d'exploitation enregistrées dans les exercices 2012 et 2011 à la rubrique «Autres produits d'exploitation» du compte de résultats consolidé ci-joint s'élève à 4.422 milliers et 5.231 milliers d'euros respectivement.

## 22. EFFECTIFS MOYENS ET CHARGES DE PERSONNEL

Les effectifs moyens employés en 2012 et 2011 ont été les suivants:

Catégorie professionnelle	Nombre moyen d'employés	
	2012	2011
Employés	2.820	2.613
Ouvriers	4.184	4.313
<b>Total (*)</b>	<b>7.004</b>	<b>6.926</b>

(\*) Au 31 décembre 2012 et 2011, les effectifs étaient de 6.979 et 6.952 personnes, respectivement.

Le détail des effectifs moyens entre hommes et femmes en 2012 et 2011 a été le suivant:

Catégorie professionnelle	2012		2011	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Employés	2.126	694	1.990	623
Ouvriers	4.040	144	4.168	145
<b>Total</b>	<b>6.166</b>	<b>838</b>	<b>6.158</b>	<b>768</b>

Tous les Administrateurs de la Société sont des hommes.

Par ailleurs, le détail des charges de personnel est le suivant (en milliers d'euros):

	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Traitements et salaires (Notes 3.k, 3.l et 3.n)	262.936	255.442
Sécurité sociale	72.385	70.320
Autres charges (Note 3.k)	17.013	16.983
	<b>352.334</b>	<b>342.745</b>

## 23. INFORMATION RELATIVE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### a) Rétribution et autres prestations au Conseil d'Administration

En 2012 et 2011, la Société mère a enregistré 1.394 milliers et 1.293 milliers d'euros, environ, à titre de rémunérations et indemnités générées par son Conseil d'Administration, ceux des sociétés dépendantes n'ayant généré aucun montant. Au 31 décembre 2012 et 2011, ni le Conseil d'Administration de la Société mère ni ceux du reste des filiales n'avaient accordés d'avances, de garanties ou de crédits à leurs membres actuels ou anciens et, sauf pour ce qui est indiqué à la Note 3.k, il n'y avait pas d'engagements pris par le Groupe avec eux en matière de pensions ou d'assurances vie.

### b) Conflits d'intérêt et participations dans des sociétés ayant un genre d'activité identique, analogue ou complémentaire

#### Conflits d'intérêts

Durant les exercices 2012 et 2011, les membres du Conseil d'Administration et les personnes qui leur sont liées, auxquelles se réfère l'article 231 de la Loi des Sociétés de capitaux, ne se sont trouvés, directement ni indirectement, dans aucune situation de conflit d'intérêt avec la Société.

#### Participations dans des sociétés ayant un genre d'activité identique, analogue ou complémentaire

Les participations des membres du Conseil d'Administration dans le capital de toute société ayant un genre d'activité identique ou analogue à celle qui constitue l'objet social de CAF, ou complémentaire de celle-ci, sont énumérées ci-après:

- Kutxabank, S.A.: Elle a une participation, à travers CK Corporación Kutxa, S.L., de 95% dans le capital de «Alquiler de Trenes, AIE» et de 75% dans celui de «Alquiler de Metros, AIE», sociétés constituées avec CAF (Note 9).

## 24. RÉTRIBUTIONS À LA HAUTE DIRECTION

Les coûts de personnel (rétributions en espèces, Sécurité Sociale, etc.) de la Haute Direction de la Société mère, tel qu'ils sont définis de manière obligatoire dans le rapport de direction corporative, ont été détaillés dans la Note antérieure puisque ces personnes ont en même temps la condition de membres du Conseil d'Administration.

Dans les exercices 2012 et 2011 il n'y a pas eu d'autres opérations avec des dirigeants, étrangères au cours normal de l'affaire.

## 25. AUTRE INFORMATION

### a) Avals, garanties et autres passifs contingents

Au 31 décembre 2012, les avals et garanties prêtés au groupe par des établissements financiers et des compagnies d'assurance en faveur de tiers, s'élèvent à 1.609.523 milliers d'euros (1.715.798 milliers d'euros au 31 décembre 2011), essentiellement des avals techniques en accomplissement des commandes reçues. De ce total, un montant de 55.119 milliers d'euros correspond à des avals et à des garanties pour les subventions et avances remboursables accordées par le Ministère de la Science et de la Technologie (Note 15) et autres entités publiques (73.765 milliers d'euros au 31 décembre 2011).

Durant l'exercice 2011 des procédures d'arbitrage ont été ouvertes avec deux fournisseurs en ce qui concerne les travaux du chemin de fer suburbain de Mexico D.F. La résolution défavorable de l'une d'elles est intervenue durant l'exercice 2012, le montant correspondant étant provisionné depuis l'exercice antérieur pour 13.974 milliers d'euros.

Les Administrateurs de la Société mère ne s'attendent pas à ce qu'en dérivent des pertes patrimoniales significatives pour le Groupe, sauf celles déjà produites sur les comptes des états financiers, après l'analyse effectuée des montants réclamés et des coûts déjà enregistrés.

Durant les exercices 2012 et 2011, le Groupe CAF n'a identifié aucun actif ni passif contingent significatif en outre de celui mentionné à l'alinéa antérieur.

### b) Information sur les reports de paiement effectués aux fournisseurs. Troisième disposition additionnelle. «Devoir d'information» de la Loi 15/2011, du 5 juillet

Nous détaillons ci-après le détail de l'information requise selon la troisième Disposition additionnelle de la Loi 15/2010, du 5 juillet:

	Paiements effectués et en attente à la date de clôture de l'exercice (Milliers d'euros)			
	2012		2011	
	Montant	%	Montant	%
Réalisés dans le délai maximum légal	267.653	49,48	213.741	48,72
Reste	273.304	50,52	224.979	51,28
<b>Total paiements de l'exercice</b>	<b>540.957</b>	<b>100%</b>	<b>438.720</b>	<b>100</b>
PMPA (jours) de paiement	30,65		23,61	
PMPE (jours) de paiements	26,06		25,97	
PMP	73,00		86,82	
Reports qui, à la date de clôture, dépassaient le délai maximum légal	21.610		13.096	

Les données exposées dans le tableau précédent sur les paiements aux fournisseurs se réfèrent à ceux qui, de par leur nature, sont des dettes commerciales pour dettes avec des fournisseurs de biens et services, de sorte qu'elles incluent les données relatives aux postes «Fournisseur» et «Autres dettes - Dettes diverses» du passif du bilan.

Le délai moyen pondéré anticipé (PMPA) et le délai dépassé (PMPE) des paiements ont été calculés comme étant le quotient de la division entre le numérateur, formé par la somme des produits de chacun des paiements aux fournisseurs réalisés dans l'exercice, dans un délai inférieur/supérieur au délai légal de paiement, et du nombre de jours dépassé par rapport au délai respectif, par le dénominateur, qui est le montant total des paiements effectués dans l'exercice dans un délai inférieur/supérieur au délai légal de paiement. Le délai moyen pondéré (PMP) des paiements est calculé en tenant compte de tous les paiements indépendamment du fait qu'ils aient été effectués avant ou après le délai légal de paiement.

Le délai maximum légal de paiement applicable à la Société selon la Loi 3/2004, du 29 décembre, qui établit les mesures de lutte contre la morosité dans les opérations commerciales et conformément aux dispositions transitoires de la Loi 15/2010, du 5 juillet, est de 85 jours entre la date d'entrée en vigueur de la Loi et jusqu'au 31 décembre 2011. Pour l'exercice 2012 le délai maximum légal de paiement applicable est de 75 jours.

## 26. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Au 31 décembre 2012 il y avait un portefeuille de commandes fermes, net des montants correspondant à des facturations réalisées en acompte, pour un montant approximatif de 4.941.428 milliers d'euros (5.035.940 milliers d'euros au 31 décembre 2011) (Note 11). Au 31 janvier 2013, ce montant s'élevait à 4.894.538 milliers d'euros (4.988.950 milliers d'euros au 31 janvier 2012).

## 27. EXPLICATION AJOUTÉE POUR LA TRADUCTION OU FRANÇAIS

Ces comptes annuels sont présentés conformément au cadre réglementaire d'information financière applicable au Groupe (cf. Notes 2). Certains critères comptables appliqués par le Groupe, qui s'ajustent à cette réglementation, pourraient différer d'autres critères et principes comptables généralement acceptés.

# Approbation du Conseil d'Administration



96

M. JOSÉ M <sup>a</sup> BAZTARRICA GARIJO	Président
M. ANDRÉS ARIZCORRETA GARCÍA	Administrateur Délégué
M. ALEJANDRO LEGARDA ZARAGÜETA	Administrateur et Directeur Général
M. JOSÉ ANTONIO MUTILOA IZAGIRRE	Administrateur en représentation de KUTXABANK, S.A.
M. LUIS MIGUEL ARCONADA ECHARRI	Administrateur
M. JOSÉ MIGUEL DE LA RICA BASAGOITI	Administrateur
M. FERMÍN ARRESE ARRATIBEL	Administrateur
M. XABIER GARAIALDE MAIZTEGUI	Administrateur
M. JOSÉ IGNACIO BERROETA ECHEVARRIA	Administrateur
M. JUAN JOSÉ ARRIETA SUDUPE	Administrateur
M. ALFREDO BAYANO SARRATE	Secrétaire

Diligence que dresse le Secrétaire, pour faire constater que, après la formulation des Comptes Annuels consolidés et du Rapport de Gestion consolidé de CONSTRUCCIONES Y AUXILIAR DE FERROCARRILES, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le groupe CAF (consolidé), correspondant à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2012, par les membres du Conseil d'Administration à la Séance du 27 février 2013, ses membres ont procédé à la souscription du présent document, qui se compose de 83 plis numérotés corrélativement du numéro 3.266 à 3.348, inclus, tous visés par le Secrétaire qui signe et le Président qui ratifie, et signés par chacun des administrateurs au pied de son texte.

Saint Sébastien, le 27 février 2013.

Vu et approuvé

LE PRÉSIDENT

JOSÉ M<sup>a</sup> BAZTARRICA GARIJO

Vu et approuvé

LE SECRÉTAIRE DU CONSEIL

ALFREDO BAYANO SARRATE

## Accords que le Conseil d'Administration soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale

**Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui aura lieu au siège, à Beasain, Gipuzkoa, le 8 juin 2013, à 12h30, en première convocation et, le cas échéant, le lendemain, au même lieu et à la même heure, en seconde convocation:**

**Premièrement.** Examen et approbation, s'il y a lieu, des comptes annuels et du rapport de gestion de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A., et des comptes et du rapport de gestion de son groupe consolidé de sociétés, correspondant à l'exercice 2012, ainsi que de la gestion du Conseil d'Administration.

**Deuxièmement.** Approbation de la proposition d'application du résultat correspondant à l'exercice 2012, avec une distribution de dividendes d'un montant brut de 10,5 euros par action.

**Troisièmement.** Réélection d'administrateurs.

**Quatrièmement.** Réélection de commissaires aux comptes.

**Cinquièmement.** Vote consultatif se rapportant au rapport de rémunérations approuvé par le Conseil d'Administration.

**Sixièmement.** Délégation au Conseil d'Administration de la faculté d'augmenter le capital social dans les limites et les termes visés à l'article 297.1.b) de la Loi des Sociétés de Capital.

**Septièmement.** Examen et approbation, s'il y a lieu, prenant effet au 1er janvier 2013, du Bilan d'Actualisation de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A., dressé conformément au Décret Foral-Norme 1/2013, du 5 février, d'actualisation de bilans du territoire historique de Guipúzcoa.

**Huitièmement.** Habilitier le Conseil d'Administration, dans toute l'ampleur nécessaire, afin de publier les décisions précédentes qui le requièrent, avec les facultés expresses d'éclaircir, corriger ou compléter ces décisions conformément à la qualification verbale ou écrite du Greffier du Registre du Commerce, en réalisant tous les actes nécessaires pour obtenir l'inscription des décisions au Registre du Commerce.

# Proposition d'Application des Résultats

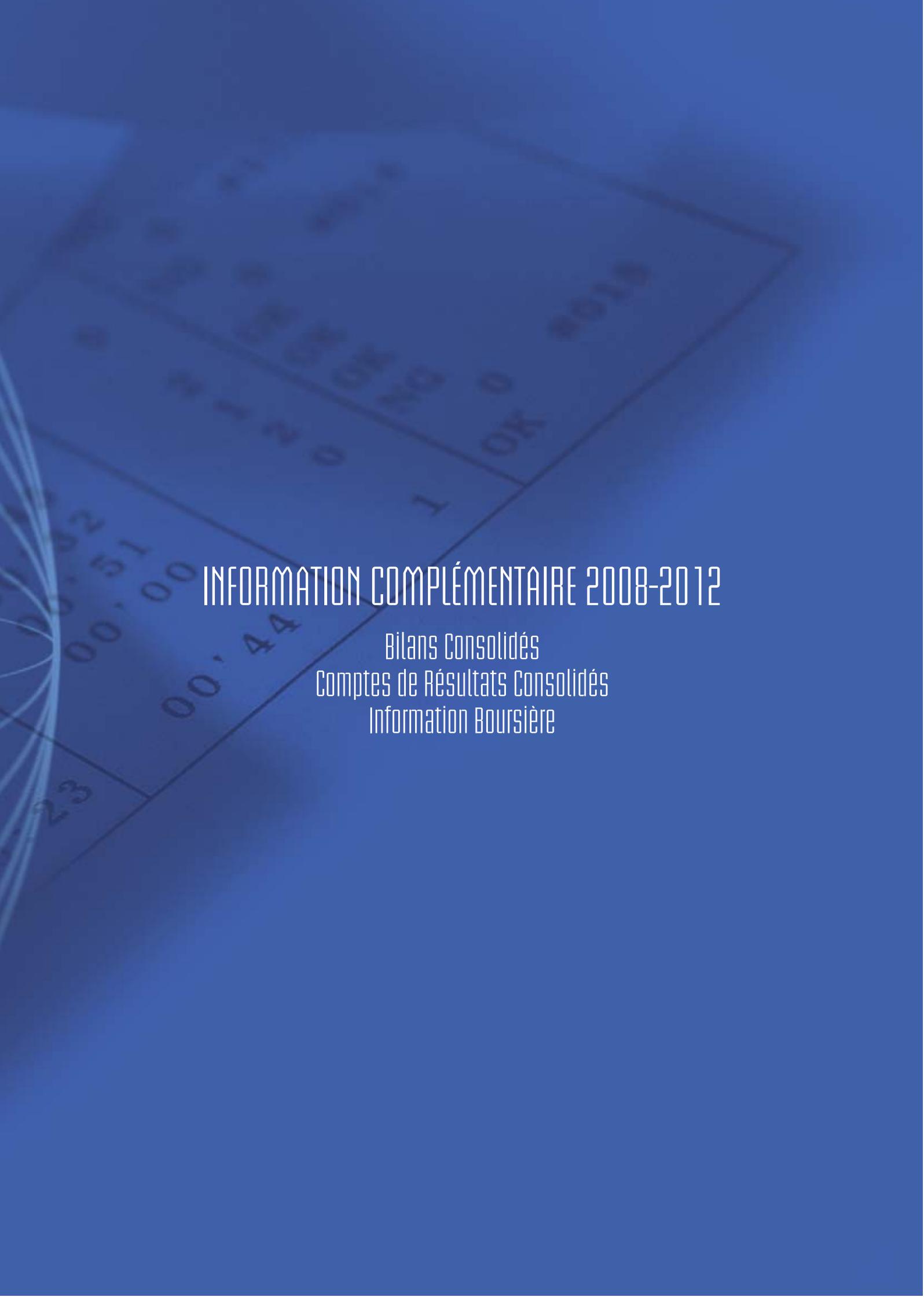


Appliquer le résultat après impôts de la Société mère, de 40.498 milliers d'euros, en destinant 35.995 milliers d'euros aux dividendes et 4.503 milliers d'euros aux réserves volontaires.

## Conseil d'Administration

M. JOSÉ M <sup>a</sup> BAZTARRICA GARIJO	Président
M. ANDRÉS ARIZCORRETA GARCÍA	Administrateur Délégué
M. ALEJANDRO LEGARDA ZARAGÜETA	Administrateur et Directeur Général
M. JOSÉ ANTONIO MUTILOA IZAGIRRE	Administrateur en représentation de KUTXABANK, S.A.
M. LUIS MIGUEL ARCONADA ECHARRI	Administrateur
M. JOSÉ MIGUEL DE LA RICA BASAGOITI	Administrateur
M. FERMÍN ARRESE ARRATIBEL	Administrateur
M. XABIER GARAIALDE MAIZTEGUI	Administrateur
M. JOSÉ IGNACIO BERROETA ECHEVARRIA	Administrateur
M. JUAN JOSÉ ARRIETA SUDUPE	Administrateur
M. ALFREDO BAYANO SARRATE	Secrétaire

Au 27 février 2013, les membres du Conseil d'Administration possédaient 19,064% du capital social.



# INFORMATION COMPLÉMENTAIRE 2008-2012

Bilans Consolidés  
Comptes de Résultats Consolidés  
Information Boursière

# Bilans de Situation Consolidés

aux 31 décembre 2012, 2011, 2010, 2009, 2008 (Milliers d'euros)



100

Actif	2012	2011	2010	2009	2008
<b>Actif non courant:</b>					
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Fonds de Commerce	15	232	596	5.892	5.447
Autres immobilisations incorporelles	42.036	30.567	211.865	163.908	167.725
	<b>42.051</b>	<b>30.799</b>	<b>212.461</b>	<b>169.800</b>	<b>173.172</b>
<b>Immobilisations corporelles, nettes</b>	<b>300.102</b>	<b>288.539</b>	<b>300.967</b>	<b>274.633</b>	<b>204.630</b>
<b>Investissements comptabilisés suivant la méthode de la participation</b>	<b>13.167</b>	<b>11.558</b>	<b>16.979</b>	<b>12.191</b>	<b>13.468</b>
<b>Actifs financiers non courants</b>	<b>760.828</b>	<b>420.422</b>	<b>56.718</b>	<b>51.987</b>	<b>60.781</b>
<b>Impôts différés actifs</b>	<b>102.075</b>	<b>110.353</b>	<b>113.005</b>	<b>88.847</b>	<b>72.582</b>
<b>Total actif non courant</b>	<b>1.218.223</b>	<b>861.671</b>	<b>700.130</b>	<b>597.458</b>	<b>524.633</b>
<b>Actif courant:</b>					
<b>Stocks</b>	<b>250.827</b>	<b>365.464</b>	<b>354.906</b>	<b>336.624</b>	<b>78.875</b>
<b>Créances d'exploitation</b>					
Créances clients et comptes rattachés	896.025	776.715	669.400	814.186	642.556
Autres créances	83.491	48.841	77.328	42.768	39.072
Actifs pour impôt courant	12.844	3.684	4.324	4.368	1.821
	<b>992.360</b>	<b>829.240</b>	<b>751.052</b>	<b>861.322</b>	<b>683.449</b>
<b>Autres actifs financiers courants</b>	<b>129.025</b>	<b>235.519</b>	<b>358.467</b>	<b>468.818</b>	<b>509.539</b>
<b>Autres actifs courants</b>	<b>1.742</b>	<b>2.691</b>	<b>3.433</b>	<b>3.172</b>	<b>396</b>
<b>Numéraire et autres actifs liquides équivalents</b>	<b>76.682</b>	<b>86.214</b>	<b>55.705</b>	<b>81.727</b>	<b>116.714</b>
<b>Total actif courant</b>	<b>1.450.636</b>	<b>1.519.128</b>	<b>1.523.563</b>	<b>1.751.663</b>	<b>1.388.973</b>
<b>Total Actif</b>	<b>2.668.859</b>	<b>2.380.799</b>	<b>2.223.693</b>	<b>2.349.121</b>	<b>1.913.606</b>

<b>Passif et Patrimoine Net</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
<b>Patrimoine net :</b>					
<b>Fonds propres</b>					
Capital déclaré	10.319	10.319	10.319	10.319	10.319
Prime d'émission	11.863	11.863	11.863	11.863	11.863
Réserve de revalorisation	58.452	58.452	58.452	58.452	58.452
Autres réserves de la Société mère et des sociétés consolidées par intégration globale et par la méthode de la participation	554.784	444.554	351.221	268.294	195.648
Résultat de l'exercice attribué à la Société mère	99.454	146.182	129.624	124.343	105.741
	<b>734.872</b>	<b>671.370</b>	<b>561.479</b>	<b>473.271</b>	<b>382.023</b>
<b>Ajustements pour changements de valeur</b>					
Différences de conversion	(28.508)	(5.106)	2.145	(13.702)	(19.697)
Opérations de couverture	(4.449)	(1.820)	-	(70)	(204)
	<b>(32.957)</b>	<b>(6.926)</b>	<b>2.145</b>	<b>(13.772)</b>	<b>(19.901)</b>
<b>Patrimoine net attribué à la Société mère</b>	<b>701.915</b>	<b>664.444</b>	<b>563.624</b>	<b>459.499</b>	<b>362.122</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>5.685</b>	<b>2.820</b>	<b>9.660</b>	<b>12.946</b>	<b>15.208</b>
<b>Total patrimoine net</b>	<b>707.600</b>	<b>667.264</b>	<b>573.284</b>	<b>472.445</b>	<b>377.330</b>
<b>Passif non courant:</b>					
<b>Provisions no corrientes</b>	<b>4.678</b>	<b>3.662</b>	<b>2.146</b>	<b>2.661</b>	<b>3.812</b>
<b>Passifs financiers non courants</b>					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	480.517	242.171	240.565	187.577	160.349
Autres passifs financiers	69.222	84.159	66.624	62.763	65.937
	<b>549.739</b>	<b>326.330</b>	<b>307.189</b>	<b>250.340</b>	<b>226.286</b>
<b>Impôts différés passifs</b>	<b>84.283</b>	<b>85.956</b>	<b>55.934</b>	<b>36.994</b>	<b>21.356</b>
<b>Autres passifs non courants</b>	<b>22.741</b>	<b>8.727</b>	<b>5.546</b>	<b>4.008</b>	<b>-</b>
<b>Total passif non courant</b>	<b>661.441</b>	<b>424.675</b>	<b>370.815</b>	<b>294.003</b>	<b>251.454</b>
<b>Passif courant:</b>					
<b>Provisions courantes</b>	<b>348.681</b>	<b>247.798</b>	<b>211.104</b>	<b>217.867</b>	<b>199.458</b>
<b>Passifs financiers courants</b>					
Dettes avec des entités de crédit	108.962	5.878	20.344	15.817	16.564
Autres passifs financiers	30.808	28.096	21.946	21.137	29.173
	<b>139.770</b>	<b>33.974</b>	<b>42.290</b>	<b>36.954</b>	<b>45.737</b>
<b>Dettes commerciales et autres comptes à payer</b>					
Fournisseurs	439.866	417.312	440.363	521.510	445.668
Autres dettes	369.900	584.089	580.235	793.201	569.792
Passifs pour impôt courant	1.089	5.322	4.013	12.823	23.722
	<b>810.855</b>	<b>1.006.723</b>	<b>1.024.611</b>	<b>1.327.534</b>	<b>1.039.182</b>
<b>Autres passifs courants</b>	<b>512</b>	<b>365</b>	<b>1.589</b>	<b>318</b>	<b>445</b>
<b>Total passif courant</b>	<b>1.299.818</b>	<b>1.288.860</b>	<b>1.279.594</b>	<b>1.582.673</b>	<b>1.284.822</b>
<b>Total Passif et Patrimoine Net</b>	<b>2.668.859</b>	<b>2.380.799</b>	<b>2.223.693</b>	<b>2.349.121</b>	<b>1.913.606</b>

# Comptes de Résultats Consolidés

correspondant aux 31 décembre 2012, 2011, 2010, 2009, 2008 (Milliers d'euros)

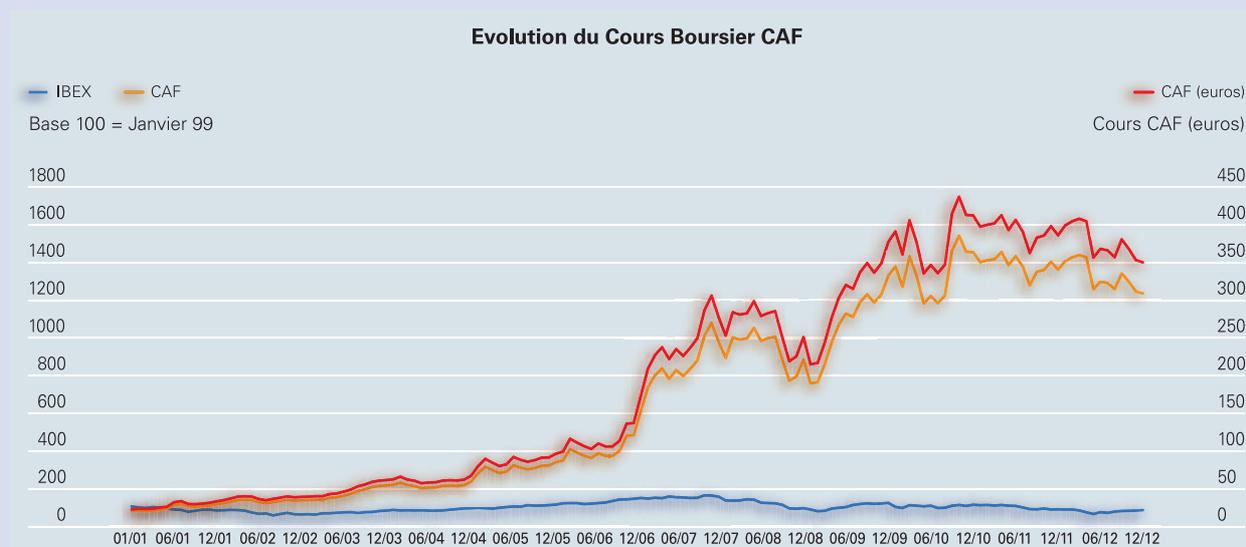


102

(Débit) Crédit	2012	2011	2010	2009	2008
<b>Opérations continues:</b>					
Montant net du chiffre d'affaires	1.721.186	1.725.099	1.563.206	1.261.734	1.108.794
+/- Variation des stocks de produits finis et en cours de fabrication	(222.057)	66.356	(20.207)	186.063	10.177
Travail réalisé par l'entreprise pour son actif	1.325	2.054	1.783	827	119
Approvisionnements	(595.441)	(965.028)	(829.824)	(778.584)	(584.427)
Autres produits d'exploitation	5.327	6.402	9.172	11.698	14.280
Charges de personnel	(352.334)	(342.745)	(318.160)	(280.119)	(229.466)
Autres charges d'exploitation	(376.105)	(263.301)	(203.711)	(236.253)	(210.954)
Autres résultats	-	-	-	(1.051)	373
<b>Ebitda</b>	<b>181.901</b>	<b>228.837</b>	<b>202.259</b>	<b>164.315</b>	<b>108.896</b>
Amortissement des immobilisations	(39.231)	(36.788)	(31.278)	(21.450)	(17.211)
Dépréciation et résultat pour cession des immobilisations	(1.282)	(27.266)	(14.337)	2.407	184
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>141.388</b>	<b>164.783</b>	<b>156.644</b>	<b>145.272</b>	<b>91.869</b>
Produits financiers	24.437	9.620	11.473	6.287	17.135
Charges financières	(35.273)	(26.627)	(2.102)	(1.110)	(1.272)
Différences de change	(3.176)	39	(9.217)	2.416	2.781
Dépréciation et résultat pour cession d'instruments financiers	355	(639)	2.685	845	(2.642)
Variation de la juste valeur dans des instruments financiers	17	(8)	(45)	-	-
<b>Résultat Financier</b>	<b>(13.640)</b>	<b>(17.615)</b>	<b>2.794</b>	<b>8.438</b>	<b>16.002</b>
Résultat d'entités évaluées par la méthode de la participation	17	(3.301)	(846)	(524)	(294)
<b>Résultat avant Impôts</b>	<b>127.765</b>	<b>143.867</b>	<b>158.592</b>	<b>153.186</b>	<b>107.577</b>
Impôt sur les bénéfices	(27.711)	(14.260)	(14.880)	(7.213)	(3.135)
<b>Résultat de l'exercice issu d'opérations continues</b>	<b>100.054</b>	<b>129.607</b>	<b>143.712</b>	<b>145.973</b>	<b>104.442</b>
Résultat de l'exercice issu des activités discontinues	-	11.842	(18.272)	(26.267)	2.266
<b>Résultat Consolidé de l'Exercice</b>	<b>100.054</b>	<b>141.449</b>	<b>125.440</b>	<b>119.706</b>	<b>106.708</b>
<b>Attribué à:</b>					
La Société Mère	99.454	146.182	129.624	124.343	105.741
Intérêts minoritaires	600	(4.733)	(4.184)	(4.637)	967
<b>Bénéfice par action (en euros)</b>					
De base	29,01	42,64	37,81	36,27	30,85
Dilué	29,01	42,64	37,81	36,27	30,85

Les données d'exercices antérieurs ont été adaptées pour refléter correctement les opérations classées comme interrompues, tel qu'indiqué à la note 2.g. de l'annexe.

Au 31 décembre 2012 le Capital Social de la Société Mère était de 10.318.506 euros représenté par 3.428.075 actions d'une valeur nominale 3,01 euros chacune, entièrement souscrites et libérées, représentées par des annotations au compte, toutes cotées en Bourse.



	2012	2011	2010	2009	2008
<b>Capitalisation boursière</b>					
Données au 31 décembre	1.196.398.175	1.319.808.875	1.336.949.250	1.289.299.008	856.675.943
<b>Données par action</b>					
Bénéfice net par action (BPA)	29,01	42,64	37,81	36,27	30,85
Dividende par action	10,50	10,50	10,50	10,50	9,50
Valeur comptable par action	204,75	193,82	164,41	134,04	105,63
<b>Ratios Boursiers</b>					
PER (Cours moyen/BPA)	13,08	9,02	10,07	8,27	8,39
Cours moyens/EBITDA (*)	7,15	5,76	6,46	6,26	8,14
PVC (Cours moyen/VC)	1,85	1,98	2,32	2,24	2,45
Rentabilité par Dividende	2,77%	2,73%	2,76%	3,50%	3,67%
Pay-out (Dividende/BPA)	36,19%	24,62%	27,77%	28,95%	30,80%

(\*) Les données d'exercices antérieurs ont été adaptées pour refléter correctement les opérations classées comme interrompues, tel qu'indiqué à la note 2.g. de l'annexe.



CONSTRUCCIONES Y AUXILIAR DE FERROCARRILES, S.A.

## BUREAUX

---

### SIÈGE SOCIAL

José Miguel Iturrioz, 26  
20.200 BEASAIN (Guipúzcoa)  
Espagne  
Tel.: +34 943 880 100  
Fax.: +34 943 881 420  
caf@caf.net

### BUREAUX GÉNÉRAUX

C/ Padilla, 17 6°  
28006 MADRID  
Espagne  
Tel.: +34 91 436 60 00  
Fax.: +34 91 436 03 96  
caf@caf.net

### DÉPARTEMENTS DES ACTIONNAIRES

José Miguel Iturrioz, 26  
20200 BEASAIN (Guipúzcoa)  
Tel.: +34 943 189 262 (Téléphone de  
service à l'actionnaire)  
Fax: +34 943 189 263  
accionistas@caf.net

---

### CAF ALLEMAGNE

Ludwigstraße, 8  
80539 München  
Allemagne  
Tel.: +49 (0)89 20 60 21 880  
Fax.: +49 (0)89 20 60 21 610

### CAF USA

1401 K Street, N.W. Suite 1003  
20.005-3418 - WASHINGTON DC  
USA  
Tel.: 1 202 898 4848  
Fax.: 1 202 216 8929

### CAF QATAR

Al Fardan Office Tower, 14th Floor,  
West Bay, Doha  
Qatar  
Tel.: +974 44101506  
Fax.: +974 44101500

### CAF FRANCE

16 rue Friant  
75014 Paris  
France  
Tel.: + 33 1 82 73 01 00  
Fax.: + 33 5 62 91 05 77

### CAF MEXICO

Eje 1 Norte (Mosqueta) Edificio  
Oriente 1ª piso  
Col. Buenavista, Delegación  
Cuauhtémoc c.p. 06350  
Mexico D.F.  
Tel.: +52 55 568 875 43  
Fax.: +52 55 568 811 56

### CAF ALGÉRIE

179, rue Hassiba Ben Bouali  
Algiers  
Algérie  
Tel.: +21 3 661 506 989

### CAF RAIL ROYAUME-UNI

The TechnoCentre Puma Way  
Coventry, CV1 2TT  
Royaume-Uni  
Tel.: +44(0)2476 158195

### CAF CHILI

Avda. de los conquistadores 1700,  
Piso 27  
Comuna de providencia  
SANTIAGO DU CHILI  
Tel.: +56 2 473 7200  
Fax.: +56 2 473 7290

### CAF INDE

810, Kailash Building 26, K.G.Marg  
110001 New Delhi  
Inde  
Tel.: +91 11 4025 0000/ 4734 0794  
Fax.: +91 11 4734 0680

### CAF ITALIE

Via Borgonuovo, 16  
20121 Milano  
Italie  
Tel.: +39 02 78 622 650

### CAF BRÉSIL

Rua Tabapua, nº81 - 10º andar  
CEP 04533-010 ITAIM IBI  
São Paulo  
Brésil  
Tel.: +55 11 3074-0600  
Fax.: +55 11 3074-0624

### CAF MALAISIE

20th Floor Menara Boustead,  
69, Jalan Raja Chulan, 50200 Kuala  
Lumpur  
Malaisie  
Tel.: +603 21449371  
Fax.: +603 21418006

### CAF PAYS-BAS

Weena 290  
3012 Nj Rotterdam  
Pays-Bas  
Tel.: +31 (0)10 282 1402  
Fax.: +31 (0)10 282 1222

### CAF RAIL AUSTRALIE

Modular Building, Level 3  
4 Kyabra St, Newstead QLD 4006,  
Brisbane  
Australie  
Tel.: +61 07 31721919  
Fax.: +61 07 3172 1919

### CAF POLOGNE

Emilii Plater 53/1116  
00113 Warsaw  
Pologne  
Tel.: +48 22 5286788  
Fax.: +48 22 5286701

### CAF ARGENTINE

Chacabuco 380 1er Piso  
C1069AAH  
Ciudad Autónoma de Buenos Aires  
République de l'Argentine  
Tel.: +54-11-4343-4500

### CAF USA RAIL SERVICES

2600 South Shore Blvd,  
Suite 300, League City,  
TX 77573  
USA